

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

La nouvelle Politique agricole britannique

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le vendredi 15 mars 1935, à 14 heures

PAR

Paul CHAUTEMPS

Président : M. OUALID, Professeur.

*Suffragants : { MM. BAUDIN, Professeur.
 NOGARO, Professeur.*

PARIS

JOUVE & C^{ie}, ÉDITEURS

15, RUE RACINE, 15

1935

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

La nouvelle Politique agricole britannique

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le vendredi 15 mars 1935, à 14 heures

PAR

Paul CHAUTEMPS

Président : M. OUALID, Professeur.

*Suffragants : { MM. BAUDIN, Professeur.
 NOGARO, Professeur.*

PARIS

JOUVE & C^{ie}, ÉDITEURS

15, RUE RACINE, 15

1935

*La Faculté n'entend donner aucune approbation ni
improbation aux opinions émises dans les Thèses;
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.*



La nouvelle Politique agricole britannique

Introduction.

L'Angleterre, après avoir été jusqu'en 1870 environ un pays agricole, protégé par la forte armature des *corns-laws*, s'est engagée délibérément, dès 1850, sous l'impulsion de l'Ecole Manchestérienne, dans la voie du libre échange. Cette nouvelle politique qui sacrifiait l'agriculture à l'industrie lui assura dans le domaine économique une véritable suprématie. L'étonnante prospérité de la Grande-Bretagne, au début du ^{xx}^e siècle, condamnait irrémédiablement la doctrine protectionniste, désormais considérée comme désuète et inapplicable à ce grands pays « de fer et de houille » dont l'économie, si elle ne correspondait plus à la définition de Michelet, n'en restait pas moins le type le plus achevé de la nation industrielle spécialisée, importatrice de denrées alimentaires et exportatrice de produits manufacturés.

Depuis 1870, on assistait au déclin des cultures qui, en soixante ans, diminuèrent de 56 %. Prenant exemple sur les autres branches de l'activité, l'agriculture tâchait de s'adapter aux nouvelles conditions par une transformation lente, mais progressive des terres arables en pâturages.

Seul, le libre échange semblait être le cadre sus-

ceptible de sauvegarder et d'augmenter la richesse de la nation, c'est-à-dire son aptitude à satisfaire les besoins de ses membres. Mais les systèmes économiques sont sans doute aussi fragiles que les systèmes politiques, puisqu'il n'a fallu que quelques mois pour détruire les fondations mêmes sur lesquelles avait été échafaudé l'essor incomparable de la Grande-Bretagne. La crise des échanges internationaux a provoqué un déficit inquiétant dans la balance des comptes et finalement obligé le Royaume-Uni à abandonner l'étalon-or en septembre 1931. Peu après, dans le but de redresser le déséquilibre défavorable des balances, le gouvernement s'engageait dans une politique aventureuse de protection agricole dont on ne peut encore mesurer tous les effets.

Il est difficile de comprendre ce renversement complet du système de Cobden, si l'on ne l'envisage pas comme la conséquence de l'épidémie de protectionnisme qui s'est abattue sur le monde et de la crise chronique dont souffre la Grande-Bretagne depuis la contraction de ses courants commerciaux.

L'internationalisme d'avant-guerre a fait place à un particularisme national tendant vers l'autarchie. Au système d'économie mondiale, basé sur la considération des coûts relatifs et pratiqué chez eux jusqu'en 1931, les Anglais substituent, comme les autres pays, un système d'économie nationale où les prix soutenus par une politique d'intervention tendent à devenir de plus en plus indépendants des lois qui normalement devraient en fixer le niveau. Les produits sont ainsi valorisés soit par des primes, soit par l'isolement et la réserve du marché intérieur à l'agri-

culture indigène. Sous les sarcasmes des écrivains libéraux, le Cabinet a poursuivi et appliqué à l'agriculture un plan d'économie dirigée, remarquable tant par le revirement doctrinal que son adoption impliquait, que par l'étendue de la nouvelle expérience qu'il tentait de réaliser.

Tarifs, contingentements, primes à la production, le gouvernement n'a oublié aucune des armes de l'arsenal protectionniste, susceptibles de lui être utiles. Le nombre des textes législatifs et des décrets concernant l'agriculture au cours de ces deux dernières années est impressionnant et il est permis de se demander s'ils n'ont pas été adoptés avec un peu de précipitation, par suite de la situation désespérée de quelques producteurs, « l'ignorance générale et l'absence d'intérêt qui s'opposent à un examen sérieux et approfondi de la question (1) ».

Diverses dispositions purement protectionnistes frappèrent de droits de douane certains produits étrangers.

D'autres lois et décrets entreprirent de réserver le marché intérieur au producteur indigène et de lui garantir un prix rémunérateur, par le moyen d'une organisation collective et obligatoire de vente, approuvée par l'Administration.

Une autre série de textes législatifs subventionnèrent certains produits comme le blé, la betterave sucrière grâce à des primes, prélevées soit sur le consommateur, soit sur le contribuable.

Dans la première catégorie se placent par ordre

(1) The planning of agriculture. Astor and Murray.

chronologique l'*Horticultural Products (Emergency Customs Duties) Act*, et l'*Import Duties Act*, l'un frappant d'un droit variant selon les saisons les légumes et les fruits, l'autre d'un droit de 10 % *ad valorem* tous les produits, à l'exception de ceux énumérés dans une liste (*freet list*) qui comprend notamment le blé en grain et la viande. Les accords d'Ottawa appartiennent à cette catégorie : ils ont modifié, en l'aggravant, le taux du tarif général et substitué au droit *ad valorem* des droits spécifiques plus élevés. Ils ont de plus réglementé quantitativement les importations alimentaires les plus importantes et établi une préférence très nette en octroyant la franchise à l'agriculteur impérial.

La deuxième catégorie est caractérisée par de nombreux projets ou plans d'organisation du marché intérieur concernant différents produits. Ces plans rédigés et adoptés par la majorité des intéressés sont acceptés et rendus exécutoires par décret du Ministre de l'Agriculture, conformément à l'*Agricultural Marketing Act* du 31 juillet 1931, complété par l'*Agricultural Marketing Act* du 18 juillet 1933. Tels sont le *Bacon Marketing Scheme*, le *Pigs Marketing Scheme*, le *Milk Marketing Scheme*, le *Potato Marketing Scheme*, le *Hops Marketing Scheme*.

Dans la troisième catégorie il faut citer le *Wheat Act* ou loi sur le blé qui assure au producteur indigène, un prix de 45 shillings par quarter. Enfin, le *Sugar (Subsidy) Act*, prime à la production du sucre, voté en 1924 pour dix ans et qui vient d'être renouvelé, le *Milk Act* et le *Cattle (Emergency) Act* du 11 juillet 1934 sont, pour le moment du moins, les

dernières manifestations du protectionnisme agricole.

Le protectionnisme, en effet, c'est là son grand danger, appelle le protectionnisme. C'est le glissement « sur la pente savonnée » qui se précipite par l'effet de son propre mouvement (1).

Timide au début, le glissement sur la « pente savonnée » s'est accentué à une vitesse de plus en plus accélérée et il est à craindre qu'il ne conduise l'Angleterre plus loin qu'elle ne voudrait. *A priori*, les mesures protectionnistes sont à condamner ; à plus forte raison dans le pays de Cobden dont le libre échange avait fait la grandeur.

Si une politique protectionniste peut réduire le déficit de la balance commerciale et favoriser l'agriculteur ce n'est qu'au prix d'une très préjudiciable diminution du volume des échanges. Le contingentement des produits agricoles que la loi de 1933, relatif à l'organisation du marché, dans son article 1^{er}, met à la disposition du Ministre du Commerce en vue de réaliser une réorganisation et un développement complet de certaines productions, aura, si on l'applique assez rigoureusement comme il doit l'être pour donner le résultat attendu, un néfaste effet sur les pays exportateurs et importateurs.

« Certain d'écouler leur contingent à un prix rémunérateur, le producteur indigène ne fait pas l'effort de compression que nécessiterait la concurrence. Quant au producteur étranger, sûr d'écouler son contingent au prix intérieur du pays importateur, il s'endort lui aussi dans un mode de production im-

(1) Lucien Brocard : Principes d'économie nationale et internationale. Recueil Sirey.

muable. De plus, le contingent aboutit à une sorte de dumping à rebours, la marchandise étant vendue plus cher à l'importateur que dans le pays d'exportation (1). »

Il provoque un dédoublement des cours, avec une majoration caractéristique des prix des marchandises importées par rapport aux prix des marchandises sur le marché exportateur. Cette majoration atteint indirectement le consommateur qui, au lieu de s'approvisionner au meilleur marché possible, verse une prime souvent importante au producteur étranger.

Quoiqu'en disent les tenants des contingentements et quoi qu'ils fassent, ils ne peuvent contester que la vérité se trouve dans cet axiome de l'économie classique : « Les marchandises et les services s'échangent contre des marchandises et des services. »

Si on contingente, il est clair qu'on achète moins aux autres pays. Il est certain, d'autre part, qu'on leur vend moins. Les statistiques mensuelles du commerce extérieur établissent, en effet, toutes choses égales, que les exportations suivent les importations dans leur marche ascendante ou descendante.

Le contingentement, qui peut être parfois une sauvegarde de l'activité nationale, est toujours un arrêt du progrès économique et doit être interprété comme un aveu d'impuissance, d'inadaptation de la production au mouvement des prix. Il confère au producteur indigène un monopole quantitatif et fausse ainsi l'action de l'offre et de la demande ; « en cristallisant les prix nationaux au taux qu'ils ont atteint, il

(1) Oualid : Les nouvelles techniques de la Politique commerciale. *Revue d'économie politique*, p. 328, mars-avril 1933.

lèse le consommateur en l'empêchant de bénéficier de la baisse qu'eût provoquée la concurrence étrangère (1) ». Son application arbitraire va à l'encontre des lois économiques et empêche l'élimination du producteur marginal. Ces défauts sont connus. L'abandon des contingentements s'impose d'autant plus que les agriculteurs qui fondent sur eux de folles espérances sont souvent déçus. Toute restriction de l'offre d'une denrée dont la demande est élastique se révèle impuissante à provoquer une hausse des prix, profitable au producteur. Le bilan des mesures récentes en est une illustration. Le contingentement des viandes de bœuf n'a pas arrêté la chute des prix, mais seulement ralenti la vitesse de cette chute. Ce résultat a eu un corrolaire fâcheux : le bœuf et le veau ayant moins baissé que le mouton et l'agneau, les ménagères ont acheté de plus en plus de mouton, de moins en moins de veau et de bœuf. Il faut en effet tenir compte de la possibilité de substituer un produit par un autre.

L'action gouvernementale sur le mécanisme des prix apparaît donc délicate. Même lorsque le danger de substitution est écarté, l'effet escompté du contrôle de l'offre (l'élévation du niveau des prix) n'est pas toujours obtenu : de 1931 à 1933 l'offre a été réduite de près de 10 %, ce qui n'a pas empêché l'indice général des prix de fléchir à nouveau et d'être, en 1933, de 11 % inférieur à ce qu'il était en 1931. « Une réduction de l'offre au niveau de 1927-1929 ne garantirait pas au fermier les prix qu'il a obtenus pendant

(1) Oualid, *op. cit.*

cette période. Le déclin des prix ne peut être attribué qu'à une chute radicale de la demande, provenant d'une réduction du pouvoir d'achat du consommateur (1). » On a trop souvent négligé l'importance de la demande dans la détermination des prix agricoles, trop spéculé sur l'omnipotence du contingentement à ramener la prospérité et le retour des conditions de 1927-1929. Après l'échec de la tentative de Mr. Elliot, Ministre de l'Agriculture, comment ne pas admettre que le contingentement n'est qu'arbitraire, vexatoire et illusoire.

Le système de primes, institué en 1925 pour la production de la betterave à sucre et en 1932 pour celle du blé, soulève, à juste titre, l'indignation de la presse économique libérale. Il est permis de s'étonner du choix du gouvernement à favoriser des cultures dont l'une n'existait pas, puisque le *Sugar (Subsidy) Act* a été en quelque sorte son acte de naissance et l'autre ne représentait que 4 % de la valeur totale des produits agricoles. Sans aucune utilité, ne rapportant aucun profit à la collectivité, ces deux primes qui, chaque année, coûtent au contribuable ou au consommateur une somme de plus de 14 millions de £ (2) caractérisent la politique agricole d'aujourd'hui, incohérente, dispendieuse et en opposition complète avec les traits distinctifs et l'évolution de l'économie rurale depuis le début du xx^e siècle. Il serait possible, comme l'a dit Orwin, de stimuler la production des bananes dans les Iles Britanniques, en fixant un cer-

(1) Murray and Cohen: *The Planning of Britain's Food Imports. Oxford agricultural economics research Institute, 1934.*

(2) Un peu plus de 7,2 millions de livres pour le sucre en comptant l'exemption fiscale plus de 7 millions de livres pour le blé.

tain niveau des prix. Sous forme de boutade, cette critique adressée aux récentes mesures prises en faveur des cultures est entièrement fondée.

Au lieu d'investir ses capitaux comme elle le faisait jadis, dans des entreprises vraiment rémunératrices, l'Angleterre gaspille dans des cultures (blé, betterave sucrière) qui ne répondent à aucun besoin, des capitaux et des forces dont la Nation pourrait faire un bien meilleur usage. En essayant, sans jamais y parvenir, de se suffire à elle-même, elle se privera de tout le bien-être, de tout le progrès matériel que seul peut lui procurer le libre échange des marchandises, des services et des capitaux.

La politique agricole actuelle favorise trop une classe minoritaire de cultivateurs par la création de privilèges et de monopoles, dirigés contre le consommateur. Parfois d'ailleurs l'organisation nouvelle se retourne contre les bénéficiaires eux-mêmes. C'est ainsi que quelques comités chargés de réglementer la vente des produits et d'élever autant que possible les prix se sont emparés du contrôle des exploitations et fixent à chaque producteur (comme pour les pommes de terre, et le mouvement gagnera en étendue et en intensité) un contingent rigoureux qu'ils lui interdisent, sous peine d'amende, de dépasser.

Restriction de l'offre étrangère, restriction de l'offre indigène, déterminent une sous-consommation et une hausse des prix dont les ouvriers sont les premières victimes. Ceux-ci supporteront-ils longtemps de payer, sous forme de renchérissement du coût de la vie, la différence qui s'est établie entre le prix de revient du cultivateur britannique et étranger ? L'avenir de la

nouvelle politique agricole est entre leurs mains. Si, dans les années qui vont suivre, le socialisme s'empare du pouvoir, il abandonnera le contingentement et supprimera les primes.

Dans un pays comme la Grande-Bretagne, l'agriculture, représentant 5 % seulement de la population, doit elle-même s'adapter à des conditions changeantes et ne pas compter sur l'aide de l'Etat. Elle a réussi jusqu'à ce jour à résister plus ou moins à une concurrence exceptionnelle, en se concentrant sur des activités pour lesquelles elle est particulièrement douée. Le *dry-farming* et le machinisme agricole d'outre-mer a contraint l'agriculteur anglais à modifier sa technique. De même que certains artisans ont survécu à la Révolution industrielle en se consacrant à la production d'articles de goût dans lesquels l'industrie se mêle à l'art, de même les paysans ont la possibilité d'échapper à la concurrence en dirigeant leurs efforts vers des branches où la production en masse est soit techniquement impossible, soit économiquement infructueuse. Les agriculteurs l'avaient compris : depuis quelque trente ans, l'élevage accusait un constant progrès. La viande et surtout les produits laitiers, les œufs, les légumes et les fruits, bénéficiant d'une protection naturelle, étaient, en raison du climat favorable et du bon marché des produits utilisés pour l'engraissement des animaux, des branches très prospères. L'évolution de l'agriculture dans ces dix dernières années continuait en ce sens logique : il est à déplorer que des lois récentes, sous la pression d'idées nationalistes discutables, contrecarrent une tendance seule en accord

avec la structure économique de la Grande-Bretagne qui ne peut que demeurer une nation industrielle exportatrice de produits manufacturés et importatrice de denrées alimentaires.

Les économistes dont les opinions sont parfois divergentes sont tous d'accord sur ce point et unanimes à s'élever contre la politique du présent gouvernement. Espérons que leur voix sera entendue et qu'à l'expiration des accords d'Ottawa, on amendera les diverses mesures prises un peu hâtivement et sans examen suffisamment sérieux, conformément à l'évolution et aux forces constitutives de l'agriculture britannique d'après-guerre.

Mais, même abandonnée ou partiellement réformée, cette nouvelle politique n'en aura pas moins été symptomatique et la véritable révolution qu'elle a opérée dans le pays même où naquit le *free-trade*, ne manquera pas d'avoir des répercussions doctrinales et pratiques, en renforçant et en accentuant le mouvement vers un retour à une économie mercantile, aux échanges limités.

A cet égard, la politique agricole anglaise aura des effets durables et peut être comparée à l'abandon de l'étalon-or : comme lui, elle aura marqué et annoncé une nouvelle étape dans l'histoire économique de la nation.

*
* *

Notre plan sera le suivant : Après avoir décrit dans une première partie la position de l'agriculture d'après-guerre jusqu'en 1930, la place qu'elle occupa dans la vie de la nation, les caractéristiques de son

capital foncier et circulant, nous examinerons dans une deuxième partie les fluctuations des prix des denrées agricoles et leur répercussion sur un marché ouvert à la concurrence étrangère comme le marché anglais. L'intervention gouvernementale dans le mécanisme des prix sous les trois formes envisagées précédemment retiendra notre attention. Lorsque nous en aurons fait un examen critique, nous nous demanderons dans une conclusion si une telle politique, très coûteuse pour le pays et si contraire aux intérêts de la collectivité des consommateurs, ne sera pas assez vite abandonnée par le citoyen britannique qui, vraisemblablement voudra revenir, après la crise, au système traditionnel de la liberté des échanges.

PREMIÈRE PARTIE

L'Agriculture Britannique d'après-guerre.

CHAPITRE I

Etat de la production agricole.

Avant d'entreprendre l'étude d'une activité économique quelconque, il est indispensable d'en mesurer l'importance et la place qu'elle tient dans la vie générale de la nation. La valeur totale de la production agricole et horticole varie suivant les années, atteignant dans les phases de prospérité près de 290 millions de £, dans les périodes de dépression 250 millions de £.

GRANDE-BRETAGNE

VALEUR COMPARÉE DE LA PRODUCTION AGRICOLE
DES ANNÉES 1925 ET 1930.

	Valeur		Pourcentage de la valeur totale
	1925 Millions L.	1930-1931 Milliers L.	1930-1931 I
<i>Elevage et produits de l'élevage :</i>			
Elevage proprement dit	101,4	85.240	32,1
Lait et produits	67,8	62.435	27,1
Volailles et œufs	17,7	23.440	10,4
Laines	3,7	1.795	0,6
Total	190,6	172.910	70,2

VALEUR COMPARÉE DE LA PRODUCTION AGRICOLE
DES ANNÉES 1925 ET 1930 (suite).

	Valeur		Pourcentage de la valeur totale
	1925 Millions L.	1930-1931 Milliers L.	1930-1931 I
<i>Cultures :</i>			
Blé	28,1	12.250	4,8
Pommes de terre	14,9	14.910	5,8
Sucre	1,2	6.760	3,3
Houblon	3,4	1.650	0,5
Foin	7,1	3.980	2,0
	54,7	39.550	16,4
<i>Fruits. Légumes. Fleurs :</i>			
Fruits	10,1	8.550	3,8
Légumes	8,7	12.270	6,1
Fleurs	1,5	1.550	0,8
Maraîchers	5,0	5.570	2,7
	25,3	27.940	13,4
Grand total	270,6	240.400	100,0

En 1927-1928, le produit brut des exploitations s'élevait à 266, 2 millions de £ ce qui, déduction des frais généraux, laissait un produit net de 191 millions, représentant 10,7 % du produit net total de toutes les industries britanniques. L'agriculture occupe donc en ordre de valeur la 4^e place des principales activités de la Grande-Bretagne, place honorable tant au point de vue du produit net que du nombre de personnes employées aux travaux de la terre.

Industries	Produit net Millions L.	Nombre de personnes employées (en milliers)
Textiles et vêtements	308,8	1.819,7
Fer et acier.....	299,7	1.504,3
Mines et carrières	229,9	1.295,7
Débits, alimentation et tabacs.....	187,0	504,6
Services industriels, départemen- taux et communaux	162,5	349,1
Industries du bâtiment.....	141,4	215,6
Papeterie et imprimerie	94,0	681,9
Bois	40,7	731,2
Autres commerces	140,5	510,7
	1.604,5	7.612,8
Agriculture	191,7	1.280,0

Une autre donnée utile à connaître est la part de la production nationale dans la consommation. Il est courant de séparer les pays en deux classes : ceux qui sont grands importateurs de denrées alimentaires et ceux qui, comme la France, peuvent vivre plus ou moins sur leur sol.

La Grande-Bretagne est le type du premier groupe. Pour une consommation d'après-guerre de 639 millions de £, 39,3 % proviennent du producteur britannique, 29,6 % de l'Empire, 31,1 % de l'étranger. Avant-guerre, la production nationale représentait les 43,3 % de la consommation ; mais par suite de l'accroissement des besoins individuels qui passèrent de 8 £ à 14 £ 11 shillings par tête après-guerre, le pourcentage est tombé à 39,3 %. Ainsi, comme on l'a souvent répété, la Grande-Bretagne ne peut vivre que quatre jours sur sept avec des produits tirés de son sol. C'est pourquoi il est essentiel pour elle de maintenir sa suprématie sur mer qui peut lui assurer, même en cas de guerre, la possibilité de se

ravitailer à l'étranger. En étudiant rapidement les différentes productions végétales et animales, nous constaterons que les céréales tiennent une place très faible dans la production indigène et que, sauf pour l'avoine, la consommation n'est satisfaite que par de importations massives de l'étranger. Tel est le cas du blé dont 85 % de la consommation proviennent de l'Empire ou de l'étranger. Cette production, en très nette décadence depuis cinquante ans, ne représente qu'à peine 4,5 % de la valeur des produits agricoles. La récolte annuelle vaut environ 10 à 11 millions de £. Aussi est-il tout à fait choquant de constater que la manne gouvernementale envers les cultivateurs de cette céréale atteint 7 millions de £.

La production de l'orge a aussi décliné de 340.000 tonnes, la superficie de cette culture ayant été réduite de 400.000 acres. Les importations ont baissé considérablement car la consommation de 1913 qui s'élevait à 2.242.000 tonnes n'est plus aujourd'hui que de 1.778.000 tonnes ; 55 % de l'orge consommé proviennent du sol britannique, 12 % de l'Empire, 32 % de l'étranger. Il est probable que les importations d'orge seront plus importantes si la Grande-Bretagne s'engage davantage encore dans l'élevage des porcs.

La situation de l'avoine est différente de celle du blé et de l'orge en ce que, contrairement aux cultures précédentes, la proportion de l'avoine produite sur le sol anglais par rapport à la consommation est supérieure à celle d'avant-guerre (84 % en 1929 contre 72 % en 1914). Cette anomalie est due en grande partie à une consommation très inférieure à celle d'avant-guerre.

Ces statistiques nous ont permis de fixer l'importance des cultures dans la consommation. Sauf pour l'avoine, la Grande-Bretagne dépend pour la moitié (orge) ou les 4/5 des pays étrangers et de son Empire pour son alimentation en céréales : c'est un résultat qu'il ne faut pas perdre de vue quand on traite des différents problèmes relatifs à la production végétale et en particulier du blé.

Bien qu'ayant atteint un niveau très faible en 1925, le volume de la production des cultures a diminué encore de 5 % entre 1925 et 1931 (1). Si la loi sur le blé a augmenté dans les deux dernières années les emblavements, on enregistre, par contre, une diminution corrélative des autres cultures.

La production animale, contrairement aux céréales, assure une assez grande part de la consommation, puisque plus des 2/5 des viandes consommées proviennent du Royaume-Uni. Il faut cependant signaler que, depuis la guerre, la Grande-Bretagne devient de plus en plus dépendante de l'étranger, en particulier pour les viandes de bœuf et de veau.

	Avant-guerre		Après-guerre	
	Quantité Milliers de tonnes	Pro- portion %	Quantité Milliers de tonnes	Pro- portion %
Production nationale	1.168	47	1.125	40
Importations nettes :				
de l'Empire	0.436	18	0.486	17
de l'étranger	0.867	35	1.218	43
Total	1.303	53	1.704	60
TOTAL	2.471	100	2.829	100

(1) Par suite de la diminution de la production indigène de blé, les importations ont augmenté et s'élèvent à 5.970,9 milliers de tonnes aujourd'hui contre 5.142 milliers de tonnes (période d'après-guerre).

La production animale a, sauf en ce qui concerne la viande de porc, diminué et les importations ont augmenté de 400 mille tonnes, soit de 30 %. D'autre part les importations des pays étrangers sont passées de 35 % à 43 % (viande congelée de l'Argentine, lard du Danemark).

L'aviculture a donné, dans les années d'après-guerre, de très bons résultats. Contrairement à ce qui a été le cas pour presque toutes les autres branches agricoles, on assiste à un développement prodigieux de cette production qui, à l'heure actuelle représente 63 % de la consommation contre 57 % avant-guerre. Les importations, fait sans précédent, ont baissé de 1/10. La production des œufs a fait un bond magnifique, de 1.416.000.000 (avant-guerre) à 2.263.000.000. La consommation s'est aussi du reste développée, passant de 4.372 à 5.079 millions. C'est pourquoi le pourcentage de la production à la consommation n'est encore que de 45 % contre 32 % en 1913. Cette branche importante de l'industrie agricole où l'activité des *small-Holdings* (1) a trouvé très heureusement à s'employer peut encore faire des progrès ; bien que les importations des pays étrangers soient déjà tombées de 68 % à 50 %, la Grande-Bretagne, très douée pour l'aviculture, pourra les réduire encore à l'avenir d'une façon notable.

L'industrie laitière est aussi une branche prospère. Les statistiques donnent le chiffre de 874 millions de gallons (années 1924-1925) et de 1.516 millions

(1) Le recensement des volailles pour les exploitations de plus d'un act du 4 juin 1932 a donné un total de 25.615.000 volailles adultes et 32.130.000 volailles.

(années 1932-1933), contre 777 millions (années 1907-1908). L'accroissement du volume de la production est tel, que le problème de l'utilisation du lait s'est posé et, il est à souhaiter, que l'on en organise la distribution sur des bases qui permettent à la fois une plus large consommation et un accroissement progressif de la fabrication du fromage et du beurre. Aujourd'hui, les produits laitiers tiennent une place de choix, tant dans le pourcentage de la production agricole totale que dans celui de la consommation, représentant en effet plus du quart de la valeur totale des produits agricoles (62 millions 1/2 de £ sur 233.007 millions) et satisfaisant 48,7 % des besoins actuels. Il ressort de ces chiffres que le trait caractéristique de l'évolution de l'agriculture est la position de plus en plus favorable de l'élevage qui, depuis 1908 jusqu'en 1925, a progressé d'une façon continue malgré la période de dépression de ces dernières années. En 1925, en effet, l'élevage (élevage proprement dit, production laitière et aviculture) représentait 70,02 % contre 67,04 % de la valeur totale des produits agricoles. Cet accroissement d'ailleurs est dû uniquement aux industries laitière et avicole qui, jusqu'en 1931, ont résisté avec un entier succès à la chute des prix. Seuls, de toutes les productions, les produits laitiers, la volaille et les œufs accusent une augmentation de valeur par rapport à 1925 de 7,5 %. En 1931, on produisait 1.425,5 millions de gallons de lait ; en 1932-1933, 1.516,8. Il y avait en 1930-1931 2.896,8 millions de poules ; il y en a en 1932-1933, 3.407 millions ; ces chiffres n'ont pas besoin de commentaire. L'évolution de l'agriculture doit se faire

dans la voie d'une extension toujours plus grande des industries laitière et avicole qui sont les activités les plus conformes aux conditions du climat et de la terre ; celles-ci, en raison du bon marché des marchandises nécessaires à l'alimentation des animaux obtiennent le meilleur rendement, car elles ont l'avantage d'avoir moins recours à la main-d'œuvre et au capital circulant par suite des rentrées hebdomadaires et mensuelles de fonds provenant de la vente du lait ou des œufs. C'est vers une extension des prairies qu'il faut s'orienter. De grosses quantités d'azote synthétique, à très bas prix, permettent aujourd'hui l'emploi de méthodes intensives. Depuis peu, on a tenté dans le pays de Galles des expériences intéressantes en vue de l'amélioration des pâturages des collines. Grâce aux fertilisants, des herbes d'une grande valeur nutritive, du trèfle, pourrait remplacer les herbes inférieures et transformer un pâturage pauvre en pâturage riche. Les pouvoirs publics devraient encourager ce mouvement au lieu de diriger stupidement l'agriculture vers des activités qui ne sont rémunératrices que grâce à des subventions onéreuses pour la collectivité.

Ainsi, malgré tous ses efforts, le producteur indigène n'assure à l'heure actuelle que 15 % du blé, 44,3 % de la viande, 39 % des produits laitiers, 49,8 % des œufs et des volailles, 62,4 % des légumes et fruits, demandés par les habitants et il est certain que la production nationale ne dépassera jamais de beaucoup ce degré auquel elle est parvenue,

CHAPITRE II

Le capital foncier.

L'étude du capital foncier a une assez grande importance dans les questions agraires car la répartition du sol détermine souvent le genre de culture et est un facteur qui influe beaucoup sur le développement technique des exploitations. La prédominance de la grande ou de la petite propriété est un fait d'où découlent des conséquences non seulement économiques mais politiques et sociales.

Au cours du ^{xix}e siècle, sous différentes causes dont surtout la révolution industrielle et le dépeuplement des campagnes, la petite propriété fut abandonnée et, sur ses débris, se constituèrent peu à peu de larges domaines. C'est une période de concentration des exploitations dans les mains des landlords.

L'invasion des blés américains et surtout la baisse des prix, causée par des variations du pouvoir d'achat de la monnaie, arrêterent, à partir de 1880, cette concentration et firent naître une tendance opposée qui conduisit au morcellement des propriétés pour des raisons sociales et techniques. C'est qu'en effet la petite exploitation a bien des avantages sur la grande. L'enquête entreprise par la *Surveyor's Institution and of the Land Agent* a prouvé qu'elle se comportait mieux pendant les crises agricoles, les paysans propriétaires n'ayant pas besoin d'avoir

recours au travail salarié. La main-d'œuvre coûte en effet très cher car les salaires agricoles subissent l'influence des salaires industriels très élevés. En un mot, les frais généraux sur les grandes exploitations sont proportionnellement plus importants et résistent dans la période de chute de prix, à la compression qu'on tente de leur faire subir. De plus, l'aviiculture et la production du lait en faible quantité, ainsi que les cultures maraîchères qui sont naturellement protégées et pour cette raison souffrent beaucoup moins de la concurrence étrangère, conviennent particulièrement à la petite exploitation. L'aviiculture et le jardinage ne demandent que peu de capitaux puisqu'ils donnent des recettes journalières et par suite du développement constant de la consommation sont dotés d'un marché relativement sûr et proche. C'est cet ensemble de faits d'un côté défavorable à la grande propriété, de l'autre favorable à la petite, qui a stimulé de plus en plus dès la fin du xix^e siècle et pendant tout le xx^e le morcellement des exploitations.

La Grande-Bretagne agricole couvre 45 millions d'acres dont 28,3 % de terre arable, 39,5 % de prairies, 33 % d'herbage de montagne ou de sol inculte. Quinze mille exploitations ont plus de 300 acres, 80.000 de 100 à 300 et environ 300.000 sont au-dessous de 100 acres dont beaucoup de ces dernières occupent moins de 50 acres. Aujourd'hui donc domine en nombre le petit exploitant, mais les grands propriétaires tiennent encore dans la répartition du sol une place primordiale à cause de l'étendue des terres qu'ils possèdent.

La transformation dans la répartition du capital foncier depuis 1914 est indiquée dans le tableau statistique suivant :

NOMBRE D'EXPLOITATIONS AGRICOLES DE DIFFÉRENTES
SUPERFICIES EN ANGLETERRE ET EN GALLES
DE 1914 A 1928 (*en acres*).

	De 1 à 5	De 5 à 20	De 20 à 50	De 50 à 100	Plus de 300
1914 ...	91.570	121.698	78.454	59.514	14.413
1918 ...	83.392	114.064	77.878	60.572	14.126
1920 ...	80.737	114.517	79.542	60.097	13.492
1921 ...	81.217	116.159	80.967	61.001	12.947
1924 ...	76.859	111.934	79.537	60.781	121.861
1925 ...	75.283	110.385	79.119	60.931	12.704
1926 ...	74.185	108.814	78.827	61.062	12.527
1927 ...	74.331	107.843	78.654	61.317	12.540
1928 ...	74.416 (1)	107.126	78.546	61.398	12.200

Depuis 1895, le groupe de moins de 5 acres a diminué de 23.362 exploitations soit une réduction de 23,9 %. L'on constate aussi pendant la même période une diminution dans le groupe de 5 à 20 (en 1895 : 126.714, en 1928 : 107.126 exploitations), soit une diminution de 15 %. Ces deux groupes comprenaient 50,98 % de toutes les exploitations en 1895, tandis qu'en 1928 seulement 45,29 %. Jusqu'en 1920, le troisième groupe (20 à 50 acres) se maintint au même niveau et ce n'est que durant ces dernières années qu'il a légèrement diminué. La catégorie de plus de 300 acres a diminué depuis 1875, représentant successivement 3,64 % de tous les *holdings* avec une superficie de 27,54 % des surfaces cultivées en 1895 contre 3,09 % des *holdings* et 22,88 % de la

(1) Beaucoup de ces *holdings* ne sont souvent pas des exploitations agricoles mais de simples parcelles de terre, aussi faut-il interpréter ces chiffres avec beaucoup de sens critique.

superficie en 1928. En opposition avec tous ces groupes celui de 50 à 100 acres a augmenté pendant toute la période ainsi que le groupe de 100 à 300 acres que nous n'avons pas mentionné sur le tableau.

En résumé, donc il faut conclure à une diminution de l'importance des exploitations soit très petites (moins de 2 hectares) soit très grandes (plus de 120 hectares) et à une augmentation des exploitations moyennes, en particulier de celles de 20 à 40 hectares.

En Angleterre proprement dite, les exploitations de 1 à 50 acres couvrent 3.457.443 acres, celles de 50 à 300 acres 13.816.998 acres, celles de plus de 300 acres 5.796.751 acres, ce qui veut dire que les exploitations inférieures à 120 hectares occupent 75 % de la superficie cultivée tandis que celles supérieures à 120 hectares, seulement 25 %.

Dans le pays de Galles, les petites exploitations sont encore plus nombreuses, la superficie moyenne des propriétés étant de 45 acres contre 67 en Angleterre. Dans cette contrée plus de 87 % des fermes sont inférieures à 100 acres. Si donc nous excluons certains comtés où le plus souvent la terre a une valeur très faible, le Royaume-Uni peut être considéré comme un pays où en général domine la propriété moyenne, ce n'est que dans les parties montagneuses comme le Northumbertand, les Downs, les Wilts, les Berks, le Dorset, et les comtés à blé de l'Est que la grande propriété est très dominante. Les grands domaines n'existent que dans les contrées montagneuses où l'on pratique l'élevage du mouton ou sur les terres arables. Lévy l'avait déjà constaté

dans son livre les *Large and small holding* (1). « L'augmentation du pourcentage des cultures dans l'Est entraîne avec elle une augmentation des grandes exploitations, l'augmentation du pourcentage des pâturages dans l'Ouest entraîne une augmentation des petites et moyennes exploitations. »

Le problème de l'exploitation paysanne n'a pas été envisagé seulement du point de vue économique, mais aussi du point de vue social et politique. D'assez nombreux publicistes qui, au cours de la guerre de 1914, avaient été mis en présence de l'agriculteur français préconisèrent l'intervention de l'Etat en vue de développer un type de propriété qui faisait la force, la richesse matérielle et morale de la France. C'est sous l'inspiration de ces idées que fut adopté, entre 1922 et 1926 toute une législation relative à la création de *small-holdings*.

Les *small holdings* sont des pièces de 1 à 60 acres dont le revenu annuel ne dépasse pas 50 £. Ils constituent soit un type de propriété familiale, soit une exploitation fournissant un complément de ressources à la main-d'œuvre agricole comme l'*allotment*. Ils peuvent être loués ou achetés, mais tandis que le paysan français désire s'approprier la terre qu'il cultive, l'Anglais préfère le système du fermage, car grâce à lui il n'est pas immobilisé définitivement dans le même lieu, attaché à sa glèbe. Il estime que la tenure en location est le seul moyen par lequel il n'aliène pas sa liberté d'aller où bon lui plaît.

* (1) Lévy : *Large and small holding*. Cambridge University Press.

A la différence des *allotments* ce ne sont pas des autorités locales, comme le conseil de paroisse, qui ont charge de pourvoir à l'achat des *small-holdings*, mais le conseil du comté. Celui-ci achète ou loue des terres, effectue les travaux nécessaires à leur mise en état. Le *smallholder* cultive lui-même sa terre, ne peut la vendre, la louer ou sous-louer sans l'autorisation du *County Council*.

Les conseils de comtés sont arrivés péniblement à acquérir un peu plus de 15.000 acres : les statistiques fournies par les conseils indiquaient que, entre 1926 et le 31 décembre 1929, 9.700 acres avaient été répartis, soit une moyenne de 3.200 acres pour l'Angleterre et le pays de Galles. Des 61 conseils de comtés, 19 n'acquirent même pas une seule parcelle sous la loi de 1926 et 7 achetèrent moins de 10 acres (1).

L'activité léthargique des conseils ne devint guère plus vive dans les années suivantes : en 1932, les *County Councils* achetèrent à peine 5.000 acres.

Il ne faut pas chercher la cause de cet insuccès ailleurs que dans les difficultés agricoles de ces dernières années, dans les dépenses considérables qu'occasionne l'achat des terrains, dans le coût élevé du capital circulant, nécessaire à l'exploitation. Cette institution qui semblait avoir la prétention de s'attaquer au chômage n'a eu par conséquent que très peu d'effet sur la répartition du sol en Grande-Bretagne.

La petite exploitation familiale n'occupe qu'une superficie restreinte des terres. Les statistiques ne

(1) Report on the work of the Land Division of the Ministry for the Year, 1929. H. M. Stationery Office, 1930.

nous permettent pas d'en connaître exactement l'importance qui varie beaucoup selon les comtés. L'on peut toutefois s'en faire une idée en comparant le nombre d'ouvriers agricoles et le nombre des exploitations. L'accroissement du nombre des ouvriers par rapport au nombre des entreprises agricoles prouve en effet assez rigoureusement la diminution du type de propriété paysanne.

Les auteurs s'accordent pour estimer qu'en Angleterre proprement dite 38,6 % des exploitants sont propriétaires et occupent 25 % de la superficie des terres agricoles, tandis qu'en Ecosse les propriétaires moins nombreux n'en occupent que 21 %. L'acquisition des terres par les fermiers est un des traits saillants de l'évolution du capital foncier depuis 1918. Avant-guerre, le paysan possédait 10 % de la terre, aujourd'hui plus de 30 %.

Cette nouvelle répartition est due à deux causes : le taux extrêmement élevé et progressif de l'impôt successoral, obligeant l'héritier à vendre pour acquitter ses droits, la hausse des prix des denrées agricoles pendant et immédiatement après la guerre et les bénéfices qui en résultèrent pour le fermier et lui permirent d'envisager l'acquisition de sa ferme.

Le taux de l'impôt successoral a été fortement critiqué. A notre sens, il est souvent exagéré. On trouve des cas où l'héritier d'un domaine de 30.000 acres a dû payer au fisc plus de 20.000.000 de francs, ce qui équivalait à un prélèvement d'au moins 40 % de la valeur des biens. Dans l'incapacité de trouver de telles sommes, l'héritier a parfois offert à l'Etat de s'acquitter en nature en lui abandonnant une partie

de l'actif successoral : le fisc a toujours décliné ce mode de paiement. Ce refus a acculé le landlord à vendre : le fermier, devant l'incertitude de sa situation, a acheté l'exploitation souvent contre son gré, soit avec des disponibilités personnelles, soit en contractant un emprunt hypothécaire. A tout point de vue, cet achat fut une mauvaise opération.

Dans le York-shire, beaucoup de fermiers sont devenus propriétaires en payant plus de 30 £ par acre dont 10 au comptant, le reste étant acquitté à l'aide d'emprunts hypothécaires ou sur dépôts de valeurs. Avant l'achat le fermage était de 27 s. 6 d. par acre : le nouveau propriétaire paie 36 s. 3 d. pour l'utilisation de la même terre.

STATISTIQUE RÉCAPITULANT LES DIFFÉRENTS FRAIS PAR ACRE
RÉSULTANT DE L'ACQUISITION DE L'EXPLOITATION
PAR LE FERMIER (*par acre*).

	s.	d.
Intérêts : avances sur titres.....	10	1
— avances sur hypothèques	15	11
— découvert à la banque	6	7
Dime	3	7
Impôt foncier		1
TOTAL	36	3

Comme on le voit, son titre de propriétaire est onéreux puisqu'il augmente son coût de production de 8 s. 9 d. par acre. Il supporte en outre les réparations aux maisons, les gros travaux d'aménagement de son capital foncier, qui incombait autrefois au landlord. Dans les périodes de crise, le landlord pouvait réduire le montant du fermage ; aujourd'hui, le paysan propriétaire doit seul porter sur ses épaules le fardeau de ses emprunts et la chute

des prix. Alors que le loyer de son capital foncier acquitté sous la forme d'intérêts à ses prêteurs a augmenté de 30 %, l'indice général des prix depuis 1922 a baissé de 45 %. L'endettement et l'accroissement des charges qui ont résulté de l'acquisition des terres par les fermiers au moment de la prospérité suffisent à expliquer, dans certains cas, leur position critique.

La situation à cet égard est si tragique, que beaucoup de spécialistes n'hésitent pas à réclamer la nationalisation du sol qui permettrait une exploitation effective des terres, au lieu des conditions actuelles où le propriétaire sans argent, où le landlord aux revenus dépréciés, sont dans l'impossibilité d'améliorer et d'aménager le capital foncier de façon à en obtenir un rendement maximum (1). D'après ces auteurs, le présent système d'exploitation serait maintenu, le fermier apportant avec lui le capital circulant et louant ses terres à l'Etat au lieu du landlord. Il n'y aurait que quelques difficultés, aisées à surmonter dans la procédure à suivre pour désintéresser le landlord. Le propriétaire évaluerait lui-même sa terre et l'Etat, pour empêcher des estimations excessives, jouirait de la faculté d'exproprier moyennant indemnité, ou de ne pas exproprier et de taxer le propriétaire sur la base de sa déclaration.

Sans doute les banquiers s'opposeraient-ils à ce plan, en alléguant que l'emprunt de 100 milliards de

(1) Il est bien évident que la nationalisation ne s'appliquerait pas aux terrains des villes et villages, mais seulement à la terre agricole. V. Orwin and Peel : *The Tenure of Agricultural Land.*, p. 43 et suivantes.

francs, nécessaire au financement de son exécution, ruinerait le crédit public.

L'argument n'est nullement probant, d'autant moins que des emprunts d'un autre ordre de grandeur ont été dans le passé émis pour des buts assurément moins utiles et des entreprises moins rémunératrices.

La nationalisation des terres existe déjà sur une petite échelle. Les propriétés publiques ou semi-publiques tiennent une place honorable dans la répartition du sol. Qu'il nous suffise de mentionner les *Crown Commissioners* occupant 330.000 acres, les duchés de *Lancaster et de Cornouailles* 151.000 acres, les *Ecclesiastical Commissioners* 240.000 acres, le Ministère de l'Agriculture pour l'Ecosse 415.000 acres, les Universités de Cambridge et d'Oxford 290.000 acres et les différents conseils de comtés 440.000 acres. Cette simple liste ne montre-t-elle pas l'importance de la propriété publique en Grande-Bretagne.

Quelle conclusion tirer de cet aperçu ? Beaucoup d'auteurs pensent que l'impuissance de l'agriculture britannique à résister à la concurrence étrangère est due à une répartition défectueuse du capital foncier. La propriété, dite paysanne, n'est généralement pas assez petite pour constituer une exploitation familiale, sans recours à la main-d'œuvre, pas assez grande pour permettre une rationalisation étendue et l'emploi du machinisme. De plus, l'agriculteur, en achetant sa terre, s'est privé d'un capital précieux dont l'absence a eu le plus néfaste effet sur l'entreprise.

Il est impossible de prédire dans quelle direction se fera la répartition du sol. Devant les difficultés

actuelles, créées par un système vicieux, ira-t-on jusqu'à socialiser le capital foncier ? Nul ne le sait. Mais si cette nationalisation du sol était décidée, elle ne rencontrerait aucun des obstacles qu'elle susciterait en France. Chez nous, la fécondité du sol n'atteint son maximum que lorsqu'il est cultivé par des hommes, poussés au travail par l'intérêt et l'amour du bien qu'ils possèdent et, suivant le mot profond de Young, « la passion de la propriété transforme le sable en or ». Le cultivateur anglais diffère du paysan français, il n'est pas très attaché à sa glèbe ; pour lui un champ de céréales n'est autre chose qu'un article de compte qui se termine par profit ou perte.

C'est pourquoi la nationalisation du capital foncier a, en Grande-Bretagne, des chances de se réaliser dans un avenir assez proche.

N.-B. — Signalons pour mémoire un projet de loi (*the Land Utilisation Bill*), autorisant le Ministre de l'Agriculture à acquérir et à conserver des terrains pour les utiliser comme fermes modèles, à acheter des terrains négligés au point d'être tombés en jachère, à exécuter les travaux de remise en état. Ce projet de loi fut repoussé trois fois par la Chambre des Lords. Il peut, dans sa forme initiale, être considéré comme le premier jalon posé vers la nationalisation du sol.

CHAPITRE III

Le crédit.

L'entreprise agricole suppose une mise en œuvre de capital et de travail. Le rôle joué par les incorporations au sol de capital et de travail a été sans cesse grandissant. L'agriculture primitive se contentait de laisser agir les forces naturelles, mais le développement de la population obligea l'homme à demander à la terre plus qu'elle n'avait donné jusque-là et à enfouir en conséquence chaque année dans le sol des capitaux plus importants. Cette nouvelle économie rurale entraînant pour l'agriculteur des déboursés assez considérables a fait naître, comme dans les autres branches de l'activité humaine, le problème du crédit.

Contrairement aux autres pays qui ont institué le Crédit agricole officiel, l'Angleterre pendant longtemps a estimé qu'il était inutile de créer une organisation spéciale. Les agriculteurs s'adressent donc à la banque, aux commerçants et parfois aux land-lords.

Ils empruntent à court terme à la banque qui, du reste, ne prête pas d'argent garanti par les cultures dont la valeur est sujette à trop de variations. C'est la raison pour laquelle ces crédits sont restreints et seulement accordés aux propriétaires ayant une si-

tuation personnelle importante. Le petit paysan dont les ressources proviennent uniquement du produit annuel des récoltes est, bon gré, mal gré, obligé de les demander aux commerçants et aux intermédiaires avec lesquels il est en rapport d'affaires.

Ces emprunts sont alors souvent l'origine d'un assujettissement des cultivateurs aux commerçants prêteurs : l'agriculteur recevra une certaine somme de son marchand pour acheter des engrais ou des semences et s'engagera à lui céder sa récolte future au prix du marché. La conséquence d'un tel contrat est que l'agriculteur est forcé de se débarrasser à une époque déterminée de ses produits, même s'il n'en retire aucun bénéfice à cause de l'engorgement du marché. Il aliène ainsi sous le couvert d'un prêt sa liberté commerciale en faveur des intermédiaires. Un rapport officiel (1) cite un cas où les cultivateurs de tout un arrondissement travaillèrent presque uniquement pour enrichir les commerçants.

Les landlords n'accordent pas ordinairement de crédit aux fermiers, mais les autorisent souvent à acquitter leur location six mois après l'exigibilité. Cette faveur, du reste, qui a pour effet de diminuer la solvabilité de l'agriculteur, car le fermage est garanti par la récolte, restreint par là même ses facultés d'emprunteur.

Ces trois sources du crédit à court terme étaient insuffisantes : la plus importante, constituée par les prêts consentis par les intermédiaires, avait le grave

(1) Report on agricultural credit. Ministry of Agriculture and Fisheries, 1925.

défaut de laisser le fermier sans défense aux prises avec des commerçants souvent peu scrupuleux.

Devant la difficulté croissante que rencontrait l'agriculteur pour se procurer des fonds d'autant plus nécessaires que l'achat des terres par les fermiers dans les années d'après-guerre avait dépouillé l'entreprise d'une partie assez considérable de son capital, le législateur prit une mesure, l'*Agricultural Credits Acts* (1928), titre II, en vue de permettre de gager les emprunts sur les récoltes. Cette loi dont le but était d'encourager les fermiers à demander leurs crédits à court terme aux banques de préférence aux intermédiaires n'a pas amélioré le système existant. Le fermier ne peut en effet s'adresser à la fois à la banque et à l'intermédiaire : s'il contracte un emprunt à la banque, en donnant en garantie ses récoltes et son cheptel, le commerçant ne manque pas, dès qu'il connaît l'opération effectuée par son débiteur, de réclamer le remboursement immédiat de son prêt. Un emprunt consenti par une filiale des *Big Five* stérilise donc tout autre source de crédit. C'est pourquoi les agriculteurs sont hostiles au titre II du *Credits Act* de 1928 : la Section galloise de l'Union nationale des fermiers, après avoir constaté l'inutilité de la loi, dénoncé dans certains cas sa malfaisance, émit un vœu en faveur de son amendement ou de son abrogation (1) ; à l'heure actuelle le crédit à court terme reste fourni principalement par les intermédiaires, accessoirement par les banques.

La difficulté du crédit à court terme aurait pu être

(1) N. F. U. Year Book, 1933.

tranchée par la coopération qui a rendu de si utiles services sur le continent. La classe des petits propriétaires serait particulièrement intéressée à ce mouvement, car elle n'a que peu de disponibilités.

Ne pourrait-on pas fonder des coopératives constituées par un capital dont 1/10^e serait versé, 9/10^e étant fictivement souscrits et garantis par les biens des affiliés ? Ces coopératives obtiendraient des crédits à court terme des banques de dépôts, prêteraient aux agriculteurs et achèteraient à bon compte les marchandises nécessaires à l'exploitation de leur terre. Ce serait la meilleure issue pour sortir de l'impasse : le faible enthousiasme du cultivateur britannique n'a pas permis qu'on l'utilisât. L'application des principes coopératifs au crédit agricole a été tentée en Grande-Bretagne dans la section II du *Credit Act* du 31 juillet 1923. La loi de 1923, inspirée du système de crédit pratiqué sur le continent en différerait en ce que la responsabilité des membres était limitée au nombre d'actions détenues par eux. Le capital des coopératives de crédit était souscrit moitié par les membres, moitié par l'Etat dont les avances avaient pour gage l'actif des sociétés. Cette loi est tombée dans l'oubli : quelques sociétés, analogues au *Raiffeisen*, poursuivent une activité léthargique.

Récemment les décrets pris conformément aux *Marketing Acts* essayèrent de remédier en partie aux lacunes du crédit à court terme. Presque tous les plans d'organisation du marché permettent en effet aux « Comités » ou Conseils d'administration de l'assemblée des producteurs d'avancer certaines sommes

sur les fournitures que font leurs adhérents et même de cautionner les emprunts dont il est question dans le titre II du *Crédits Act*. L'article 39 du *Hops Marketing Scheme* stipule : « Le comité peut avancer au producteur immatriculé des sommes ne dépassant pas les 2/3 de ce que les producteurs immatriculés recevront pour leurs fournitures de houblon ». Toute avance sera faite sous forme de prêt et conséquemment si les sommes avancées aux producteurs sont supérieures à la valeur des fournitures, l'excédent doit en être reversé au comité (1). L'article 66 du *Milk Marketing Scheme* s'exprime de la même façon et ajoute que le comité peut « cautionner le paiement des emprunts garantis par un gage agricole, créé par un producteur immatriculé, conformément au titre II de l'*Agricultural Crédits Act* (1928) ». Le rôle des comités comme caution des emprunts peut être extrêmement utile : la banque, désormais assurée contre les pertes provenant de la déconfiture de son débiteur, ouvrirait plus largement les écluses du crédit ; le fermier, bénéficiant de la protection de ce Conseil d'administration, obtiendrait à meilleur prix l'argent dont il a besoin.

Si le problème du crédit à court terme attend encore sa solution, celui du crédit à long terme est résolu dans un sens satisfaisant par la loi du 3 août 1928 qui créa une banque centrale privée.

Le Crédit foncier ou *Agricultural Mortgage Corporation*, fondé le 14 janvier 1929, au capital de

(1) Amended Scheme under the Agricultural Marketing Act 1931. Regulating the Marketing of English Hops. *H. M. Stationery Office*, 1933.

650.000 £ souscrit par la Banque d'Angleterre et huit des principales banques de dépôts, a un fonds de garantie de 650.000 £ avancé par l'Etat pour soixante ans, sans intérêt. En contre-partie, l'Etat s'est réservé la nomination d'un des directeurs et l'approbation du changement des statuts. La plupart des capitaux, nécessaires au financement des prêts hypothécaires ont été fournis par des émissions d'obligations à 5 % (5 millions de £ en 1929, 3.500.000 de £ en 1930, 2.000.000 de £ en 1932). Les prêts de l'*Agricultural Mortgage Corporation* ne peuvent excéder 2/3 de la valeur de la propriété et doivent être liquidés par versements égaux semestriels, comprenant intérêts et principal, sur une période qui ne peut dépasser soixante ans. Depuis sa création jusqu'au 31 mars 1933, les prêts hypothécaires, s'élevant à 10.170.836 £, ont été consentis à 3.500 agriculteurs (1) et garantis par 700.000 acres de terres.

L'*Agricultural Mortgage Corporation* a donné dans l'ensemble de bons résultats. Il n'y a donc que le crédit à court terme qui laisse encore beaucoup à désirer. Pas plus que la loi de 1923, celle de 1928 n'a apporté une solution à ce problème qui, il faut l'avouer, est rendu difficile par le caractère même de l'agriculteur britannique, individualiste et routinier. La psychologie du paysan explique en partie pourquoi de nombreux textes n'ont pas réalisé les espoirs de leurs promoteurs. De plus, le problème du crédit est lié à l'épargne et sa véritable solution se trouve dans l'abondance des dépôts. Or cet esprit d'écono-

(1) N.-B. — 25 % sont de petits exploitants dont les emprunts n'excèdent pas 100 livres.

mie qui alimente les banques rurales en France n'est pas ici très développé. Le goût de la dépense qui règne à la ville a pénétré jusque dans les plus petits villages, reliés par des communications rapides aux centres urbains. Des routes qui font l'admiration du voyageur, sillonnées par les autocars, permettent aux cultivateurs et à leur famille de se rendre aisément vers les lieux d'attraction. Ces conditions ne sont pas favorables à l'épargne et s'opposent à la création de banques agricoles indépendantes.

A l'heure actuelle, les banques de dépôts apparaissent comme le seul organisme capable de fournir le crédit à court terme. La faiblesse du système bancaire ne réside ni dans l'incompétence ou l'antipathie des banques envers les besoins agricoles, ni dans la pénurie de leurs ressources, mais dans l'incapacité de l'agriculteur à se faire délivrer de larges avances sur ses récoltes, comme le commerçant sur sa lettre de change.

Les crédits à court terme sont désirés surtout peu avant la récolte, le cultivateur ayant alors enfoui beaucoup de capitaux dans sa terre et n'ayant encore d'elle que l'espérance d'un gain prochain. Pourquoi les paysans n'obtiendraient-ils pas alors de très importantes avances sur un gage facile à estimer ? On doit constater malheureusement que les crédits accordés ne sont pas supérieurs en été qu'en hiver. La solution du crédit à court terme ne sera trouvée qu'après avoir transformé la valeur de la production agricole approximativement estimée à 260 millions de £ en un instrument aisé de crédit.

Il est juste d'ajouter que le développement des

pâturages, en réduisant les frais généraux de l'exploitation et en procurant aux fermiers des rentrées régulières de fonds, améliore nettement l'état de sa trésorerie.

En résumé, trop longtemps on a cherché la clef du crédit à court terme dans la législation comparée. On a essayé de construire des sociétés analogues au *Raiffeisen* qui n'ont pu réussir parce que les exploitations sont trop différentes les unes des autres et qu'il est difficile de concevoir qu'un grand propriétaire de plus de 120 hectares garantisse les prêts d'un maraîcher occupant quelques ares. Comme l'écrit Orwin, le législateur de 1923 avait le tort de penser « que le producteur de blé de 1.000 acres coopérerait avec un producteur de lait de 300 acres et un maraîcher cultivant 2 à 3 acres ». Si l'on veut arriver à trancher ce nœud gordien, ce n'est pas « une recherche théorique qu'il faut entreprendre, mais une action effective » (1).

(1) C. S. Orwin : *Financing the Farmer*. University of Oxford. *Agricultural Economics Research Institute*.

CHAPITRE IV

Le facteur humain.

Si l'homme, dans l'industrie, cède de plus en plus sa place à la machine, il n'en est pas de même en agriculture où la part du travail humain dans l'œuvre productrice est considérable. En effet, la culture de la terre ne ressemble pas aux autres activités ; elle implique une foi dans les choses spirituelles, une collaboration, sur un plan supérieur, entre les forces naturelles et l'homme. Ceci explique l'importance du rôle joué par le propriétaire et l'ouvrier agricole.

Il n'existe pour ainsi dire pas en Grande-Bretagne de classe vraiment paysanne. L'Anglais « dévoyé par tout un siècle de vie urbaine intensive » a perdu tout amour du sol à la manière française (1). C'est une sorte de gentleman pensant par statistiques et en termes monétaires et qui n'est nullement attaché à la terre qu'il cultive, si ce n'est pour l'argent qu'elle rapporte (2).

En cette mentalité réside l'une des faiblesses de l'entreprise agricole dont la solidité et la prospérité ne peuvent être assurées que par une classe de

(1) Tableau des partis en France. Siegfried.

(2) Voir sur la mentalité du paysan anglais : p. 66, *The Rebuilding of rural England*. *Montague Fordham Hutchinson*, 1924.

paysans, fixés au sol par les liens d'une longue tradition.

Le nombre des ouvriers agricoles employés en Angleterre et dans le pays de Galles atteignait le 4 juin 1933, 715.100 contre 697.500 en 1932, répartis ainsi :

	1933 Nombre	1932 Nombre	Augmentation + Diminution —	
			Nombre	%
Ouvriers masculins régulièrement employés :				
21 ans et au-dessus ...	422.300	419.700	+ 2.600	+ 0,6
au-dessous de 21 ans ..	113.500	115.700	— 2.200	— 1,9
TOTAL	535.800	535.400	+ 400	+ 0,1
Ouvriers masculins employés non régulièrement :				
21 ans et au-dessus ...	78.400	64.700	+ 13.700	+ 21,2
au-dessous de 21 ans .	10.900	9.300	+ 1.600	+ 17,2
TOTAL	89.300	74.000	+ 15.300	+ 20,7
Femmes et jeunes filles employées régulièrement	59.600	62.300	— 2.700	— 4,3
non régulièrement	30.400	25.800	+ 4.600	+ 17,8
TOTAL	90.000	88.100	+ 1.900	+ 2,2
Total des ouvriers agricoles de toutes ces catégories	715.100	697.500	+ 17.600	+ 2,5

La main-d'œuvre a donc augmenté de 17.700 par rapport à 1923 : ce fait est à noter, car il est unique en son genre depuis dix ans. Il faut d'ailleurs tout de suite remarquer que le nombre des ouvriers qui a le plus augmenté est celui des ouvriers saisonniers, celui des ouvriers réguliers, hommes et femmes de plus de 21 ans n'ayant en effet pas varié. On en tire cette conclusion que l'événement essentiel dans les

fluctuations de la main-d'œuvre agricole est l'accroissement du nombre des ouvriers saisonniers, conséquence du développement continu des cultures de betteraves à sucre.

Si le mode d'existence de la ville a réagi sur la façon de vivre et de penser du fermier britannique, il a également eu une influence sur l'ouvrier agricole qui a essayé, sans y arriver du reste, d'obtenir un *standard of life* comparable à celui des grands centres.

Depuis 1840, l'on constate une amélioration presque ininterrompue du pouvoir d'achat de l'ouvrier agricole. Après la guerre, si, en raison de la chute des prix assez brusque qui suivit la réouverture du marché anglais à la concurrence étrangère, les salaires baissèrent nominalement, le pouvoir d'achat de l'ouvrier agricole se maintint et même s'accrut à partir de 1925, comme le prouvent les chiffres suivants.

POUVOIR D'ACHAT DE L'OUVRIER AGRICOLE ÉVALUÉ EN MONNAIE
ET DANS LES DEUX DENRÉES ALIMENTAIRES ESSENTIELLES
(BLÉ ET BŒUF) (1).

Année	Salaires hebdoma- daire	Prix du blé par quarter	Pouvoir d'achat exprimé en blé	Bœuf anglais 1 ^{re} qualité	Pouvoir d'achat exprimé en blé
1914	16,9	34,11	0,48	52,5	30,4
1918	30,6	72,9	0,42	103	21,8
1920	46,10½	80,7	0,58	125	36,0
1922	27,10	47,10	0,58	88,5	30,4
1924	28,0	49,3	0,55	82	32,8
1926	31,8	53,3	0,59	74	41,6
1928	31,7 ½	45,0	0,70	74	40,8
1930	31,7 ½	36,0	0,88	73	41,6

(1) A century of wages and earnings in agriculture. By C. S. Orwin, p. 25. *Royal Agricultural Society of England*, 1932.

Cette stabilisation des salaires nominaux après 1924 est due à l'action du législateur.

Il est probable que, sans elle, l'ouvrier agricole ne possédant pas la force de cohésion et d'unité qui caractérise l'ouvrier de l'usine, n'aurait pu s'opposer à une réduction des salaires. *L'Agricultural Wages (Regulation) Act* du 7 août 1924 le protégea contre toute baisse excessive, en soumettant l'employeur à l'obligation de payer un salaire minimum.

Conformément aux dispositifs de la loi, le Comité départemental (*County Wages Committee*), comprenant des représentants des employeurs, des ouvriers et des tiers indifférents nommés par le ministre, propose un taux minimum des salaires hebdomadaires, fixe la durée du travail et le tarif de rémunération des heures supplémentaires. Un Comité national, formé d'éléments semblables à ceux du Comité départemental, ratifie cette délibération qui, dès lors, devient exécutoire.

Cette loi d'équité a vraiment apporté à la classe des manœuvres agricoles une sauvegarde de leur condition matérielle. Tandis que les salaires nominaux des mineurs baissaient, ces dernières années, de 48 %, ceux des ouvriers agricoles n'étaient réduits que de 25 %.

Le prix de la main-d'œuvre est généralement de 30 à 35 s. pour 50 à 55 heures de travail : les charretiers et les bergers, hommes occupés à des tâches définies et absorbantes, touchent plus de 40 s. par semaine (environ 160 francs). Remarquons qu'il y a une grande inégalité de rémunération entre les différentes régions. Les plus hauts salaires hebdoma-

dares sont payés dans le Derbyshire, le Yorkshire et le Lancashire nord. Le Durham, le Suffolk, le Berkshire ont fixé un salaire minimum légèrement inférieur à 30 s.

Ces taux paraissent assez élevés, mais il ne faut pas oublier que l'ouvrier agricole n'est pas logé comme c'est parfois le cas en France et que la plupart du temps il n'est même pas nourri dans l'exploitation. Cobbett, dès 1830, avait signalé dans ses romans de mœurs la transformation qui s'opérait dans la physionomie de la ferme. Dans des pages exquises, il regrettait cette séparation de l'employeur et de l'employé qui jusqu'ici avaient vécu sous le même toit, mené une existence commune, mangé le même pain.

Indépendamment des conséquences sociales, cette différenciation des classes a certainement contribué à augmenter le prix de revient, en obligeant l'exploitant à payer en espèces ce qu'il donnait auparavant en nature. Il est incontestable, d'autre part, que cette évolution de l'ouvrier agricole vers un type d'ouvrier détaché de tout lien le retenant à son exploitation, a amoindri la force de résistance de l'entreprise. De plus en contraignant le cultivateur à verser des salaires importants en espèces, elle l'expose à la concurrence de pays qui ont un mode de rémunération plus avantageux.

La comparaison des principaux facteurs qui influent sur le coût de production entre la Grande-Bretagne et les autres états européens montre en effet que le décalage entre le prix de revient anglais et celui des autres nations est dû à une fiscalité

excessive, à la charge de services sociaux développés et à un niveau des salaires de 50 % environ supérieur à celui de l'Italie, de la Belgique et de la France (1).

COMPARAISON DES PRINCIPAUX FACTEURS INFLUANT SUR LE COUT
DE PRODUCTION, DANS LES PRINCIPAUX PAYS D'EUROPE.

Pays	Fiscalité 1930	Salaires 1929-30	Services sociaux 1924 (2)
Grande-Bretagne	100	100	100
France	64	59	17
Allemagne.....	50	74	48
Belgique	58	50	7
Italie.....	30	45	4

Il est difficile de contester que ces hauts salaires corrélatifs à une baisse des prix n'ont pas été l'une des causes de la crise dont souffrent certaines branches de l'agriculture britannique. Le blé en fournit une démonstration aisée.

Dans des conditions normales, les éléments de son coût de production sont les suivants : le travail du labourage, du hersage, des semailles, les opérations diverses de la récolte et du battage ne peuvent guère s'effectuer à un prix inférieur à 3 £ 3 s. 2 d. par acre.

	L.	s.	D.
Rente (fermage).....	1	4	0
Semences.....		15	
Engrais.....	1	12	0
Charbons et location du matériel de battage..		8	10
Intérêt du capital circulant et dépenses de direction	1	4	6
TOTAL	5	4	9

(1) V. Agriculture and Imports. *Journal of the Farmers Club*, février 1932.

(2) N.-B. — Concernant l'assurance chômage le rapport de la majorité de la commission repoussa l'incorporation de l'agriculture dans le système d'assurance d'Etat.

Ce qui fait un prix de revient total de 8 £ 7 s. 11 d. par acre. Or, le cultivateur au cours de 1932, qui était de 6 s. environ par cwt., ne retirait de son acre qu'une somme de 6 £ 8 s. 0 d. (1). Il perdait donc 2 £ par acre de blé. Ce paradoxe est dû sans doute pour beaucoup à la chute verticale du prix du blé qui, de 18 s. 10 d. par cwt. en 1920, est tombé en 1932 à 5 s. 11 d., mais aussi au prix élevé du travail nécessaire à la culture qui, à lui seul, absorbe plus de la moitié du prix de vente.

Ainsi la mise en œuvre de ces trois facteurs capital foncier, circulant et travail a quelquefois un résultat peu favorable au producteur qui se trouve dans la situation critique de ne pouvoir que difficilement réduire son prix de revient et qui est obligé de recevoir un prix de vente amenuisé dans des proportions telles qu'il n'arrive pas parfois à couvrir les frais généraux de production.

La cherté du travail humain explique l'orientation de l'agriculture vers des branches où l'on a moins besoin de faire appel à la main-d'œuvre et la tendance des exploitations d'une certaine étendue à développer le machinisme.

(1) *Occasional Notes*, vol. I, n° 17, janvier 1932. University of Oxford. *Agricultural Economics Research Institute*.

DEUXIÈME PARTIE

L'intervention gouvernementale dans le mécanisme des prix.

CHAPITRE I

Le problème des prix des denrées agricoles.

En agriculture, l'offre dépend des facteurs naturels qui l'isolent plus ou moins des mouvements des prix. La production n'est pas, comme dans l'industrie, le simple résultat de l'effort de l'homme et de la machine : la nature y collabore et, par suite, l'offre est tantôt pléthorique, tantôt restreinte. Cette impossibilité de pouvoir régler la production à la demande distingue l'agriculture de l'industrie.

Le marché se trouve souvent engorgé par une récolte trop abondante qui provoque une baisse, préjudiciable au producteur : pour le paysan une bonne récolte rapporte beaucoup moins qu'une mauvaise. C'est ainsi qu'en 1913, une production de 250.000 cwt. de houblon se vendait 2.342.000 £, soit 3 £ 3 s. par cwt., alors que l'année suivante une production de 107.000 cwt. atteignait 2.003.000 £, soit 9 £ 1 s. environ par cwt. On a de même constaté que les producteurs de blé reçoivent plus pour une ré-

colte de 700 millions de bushels que pour 1.000 millions. D'après le bureau de statistiques des Dominions, la valeur de la très bonne récolte de 1923 (474.199.000 bushels) ne s'élevait qu'à 316.394.700 \$, tandis que celle de 1924, qui n'était que de 162.097.000 bushels, atteignait 320.362.000 \$.

L'offre variant ainsi pour des causes dont on ne peut prévoir ou réduire les effets, donnera aux fluctuations des prix agricoles un aspect assez chaotique. Le prix n'aura pas le pouvoir régulateur qu'il a dans l'industrie et c'est ce que démontre très bien ce petit tableau qui indique les variations des productions agricoles et non agricoles au cours des années de crise, en prenant pour base la période de 1925-1929 :

	1925-1929	1929	1930	1931	1932
	—	—	—	—	—
Production agricole ...	100	104	103	103	102
Production non agricole.	100	114	101	86	73

La production industrielle s'est adaptée à la baisse des prix et son indice est tombé de 100 à 73. Au contraire, l'action régulatrice des prix n'a eu aucun effet sur la production agricole qui, au lieu de diminuer, a augmenté (indice 102).

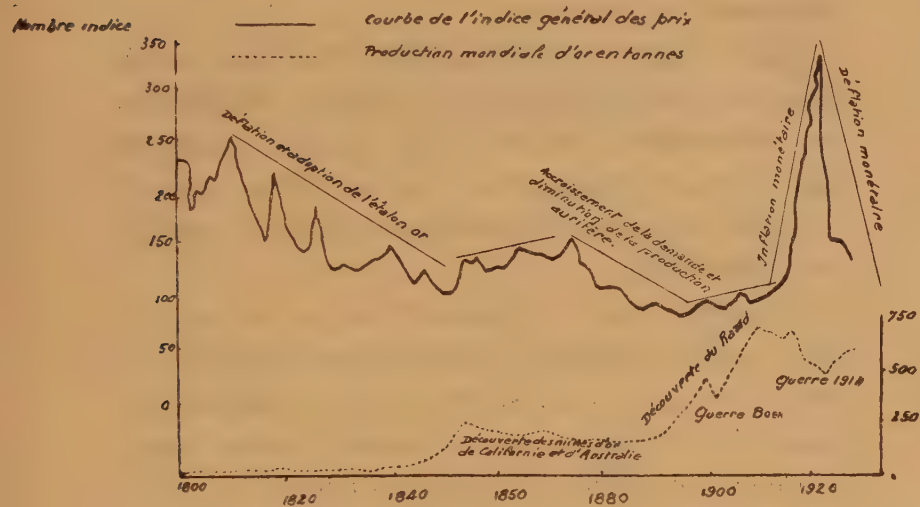
L'offre des produits agricoles qui se distingue si nettement de l'offre des produits industriels expose l'agriculture à une instabilité qui n'est pas sans péril.

Si les variations de l'offre sont importantes pour déterminer le niveau des prix, les variations du pouvoir d'achat de la monnaie ne le sont pas moins.

L'influence des facteurs monétaires s'est fait sentir à travers tout le dernier siècle. En 1874, l'adop-

tion d'une monnaie or par la plupart des pays fut suivie d'une baisse des prix.

Influence des facteurs monétaires sur les prix agricoles.



Presque toutes les crises agricoles ont ainsi, à leur origine, une variation du pouvoir d'achat de la monnaie. Le schéma de ces crises d'origine monétaire est toujours le même. Le fermier fait des déboursés au début de la saison pour l'acquisition de différents produits nécessaires à l'exploitation ; lorsqu'arrive l'époque de la vente des récoltes, la baisse des prix survenue dans l'intervalle a pour effet de diminuer d'une façon notable et parfois même de supprimer ses profits. L'année suivante, les engrais et autres produits manufacturés ont baissé, mais le loyer de la terre et les salaires se sont maintenus au même niveau. Aussi la situation de l'agriculteur devient de plus en plus critique : le profit marginal disparaît, le

coût de production se rapproche du prix de vente, puis le dépasse. Il faut alors absolument diminuer le prix de revient, par la réduction des salaires et du loyer de la terre. Ce réajustement se fait très péniblement, les frais généraux de l'entreprise étant difficilement compressibles.

Comme chacun sait, les périodes d'inflation monétaire favorisent la prospérité, tandis que la déflation ne peut manquer de provoquer une crise atteignant profondément l'agriculteur qui a de la peine à s'adapter à des contractions brusques de la circulation monétaire.

Un autre facteur, la demande, joue un rôle de premier ordre et parfois méconnu dans la fixation du niveau des prix. Il constitue l'obstacle essentiel, impossible à éviter et contre lequel l'action imprévoyante et irréfléchie des pouvoirs publics en vue de la valorisation des produits s'est brisée, obstacle d'autant plus redoutable que la demande du produit est élastique. L'élévation des prix d'une denrée X, détermine le fléchissement de la demande de X., l'accroissement de la demande d'une autre denrée Y., susceptible de remplacer X. Toute tentative de hausse des prix de marchandises dont la demande est élastique ne peut que provoquer la chute rapide de sa consommation et sa substitution par une denrée qui a proportionnellement moins renchéri. La table suivante indique les variations des prix de la consommation entre 1925 et 1932 et montre, de façon parfois saisissante, combien différentes sont les réactions des produits au mouvement des prix.

	Moyenne 1924-27		Année 1932		Consommation par tête		Variation des prix exprimée en pourcent. + ou -
	Consommation totale 000 tonnes	Valeur au détail Millions L.	Consommation totale '000 tonnes	Valeur au détail Millions L.	1924-27 lb.	1932 lb.	
Bœuf et veau	1.398	140	1.292	106	69 1/2	62 1/2	- 18,1
Mouton et agneau ...	514	63	633	54	25 1/2	30 1/2	- 30,4
Lard.....	416	47	620	56	20 1/2	30	- 20,1
Jambon	80	16	59	8	4	3	- 32,2
Porc	250	40	288	32	12 1/2	14	- 30,6
Saindoux.....	171	16	155	12	8 1/2	7 1/2	- 17,3
Lait	725 (a)	85	851 (a)	89	16 (b)	18 1/2 (b)	- 10,7
Beurre	360	68	455	58	15 1/2	21 3/4	- 40,5
Margarine	328	25	200	11	12	9 1/2	- 47,6
Fromage	188	28	198	22	9 1/2	9 3/4	- 25,4
Œufs	5.079 (c)	37	6.960 (c)	40	113 (d)	150 (d)	- 21,0
Farine	2.000	47	2.000	32	99	97	- 31,9
Fruit	1.970	120	2.200	122	98	106	- 9,0
Pommes de terre ...	3.767	44	4.114	38	187	200	- 20,9
Crème.....	4 (a)	4	4 1/2 (a)	4	2 3/4 (e)	3 1/4 (e)	+ 11,1

(a) Millions gallons ; (b) Gallons ; (c) Millions ; (d) Unité ; (e) Pints

Il est intéressant de distinguer les denrées alimentaires en 2 catégories : la première, sensible à toute variation des prix, qui comprend les fleurs, légumes et fruits, le beurre, les œufs, les viandes de bœuf, d'agneau, de mouton, le lard et à un moindre degré le lait. Toute hausse détermine un fléchissement, toute baisse un accroissement accentué de la consommation de ces denrées. Entre 1925 et 1932, la diminution de 40,5 % du prix du beurre augmenta la demande de 40,3 %. Dans la seconde, se placent les pommes de terre courantes, le houblon, la farine, les viandes de porc (à l'exclusion du lard et du jambon), la margarine, le fromage. Tous ces produits sont peu sensibles aux mouvements des prix : la baisse du fromage de 25,4 % ne stimula la consommation que de 2,6 %.

Il est enfin une autre considération que l'on perd de vue, c'est l'interdépendance des prix des produits substituables les uns aux autres tels le charbon, le coke, le bois, le pétrole, le gaz pour les combustibles; la laine, le coton ou le lin pour les textiles ; le blé, l'avoine, le riz pour les céréales ; les volailles et les poissons, les viandes de bœuf, de mouton et de porc, etc..., pour l'alimentation. Cette interdépendance est mise en valeur par la table ci-dessus. La consommation de bœuf et de veau, denrées à la demande élastique, aurait dû être stimulée par la baisse des prix de 18,1 %. Or, les ventes au détail de bœuf et de veau, non seulement n'ont pas augmenté, mais ont diminué de 10,1 %. Par contre et cela est dû à des variations favorables des prix, stimulant la demande, la consommation par tête d'agneau et de

mouton est aujourd'hui de 20 % supérieure à celle de 1924-1927.

Cette anomalie ne s'explique que par l'amplitude du processus de substitution de cette viande par du mouton, de l'agneau et du lard, produits qui avaient baissé encore davantage que le bœuf. Cette liaison de certaines marchandises entre elles prouve que le problème des prix d'une denrée alimentaire ne peut être résolu qu'en fonction d'une série d'autres denrées similaires.

La détermination des prix d'un produit est fonction non seulement de son offre, mais aussi de la quantité et du prix des biens substituables qui satisfont les mêmes besoins. Il ne suffira donc pas pour améliorer les cours des poires et des pommes, par exemple, d'en limiter l'offre étrangère, mais il faudra en plus restreindre les importations des fruits exotiques qui pourraient être substitués à la consommation des fruits indigènes. La hausse des prix par réduction de l'offre n'améliorera la position du fermier que lorsqu'elle ne déterminera pas le fléchissement de la demande. Ce but n'est atteint que sous 3 conditions : il faut que la hausse ne soit pas exagérée, que la demande soit inélastique, comme celle du houblon, des pommes de terre courantes, que la substitution d'une denrée par une autre soit impossible comme c'est le cas pour le lait. C'est ainsi qu'il n'est pas douteux que la réduction de l'offre des pommes de terre de 20 %, en élevant le niveau des prix de 37 % est très profitable au fermier.

Par sa complexité, l'étendue de ses réactions dans une période où le pouvoir d'achat individuel est très

amoindri, le facteur demande apparaît prépondérant dans la formation du niveau des prix et a une importance dont les pouvoirs publics n'ont pas assez tenu compte.

Telles sont les causes essentielles qui agissent sur les prix des denrées agricoles. Laissant de côté les facteurs monétaires et demande, nous traiterons en dernier lieu de l'offre dont les fluctuations sont particulièrement accusées en Grande-Bretagne, pays jusqu'en 1931 ouvert à la libre concurrence de l'étranger et qui constitue le plus grand marché mondial, absorbant en 1930 99 % du lard, 96 % du mouton et de l'agneau, 63 % du beurre, 62 % des œufs, 59 % du bœuf, 46 % du fromage, 32 % de la laine et 32 % du blé des exportations mondiales (1).

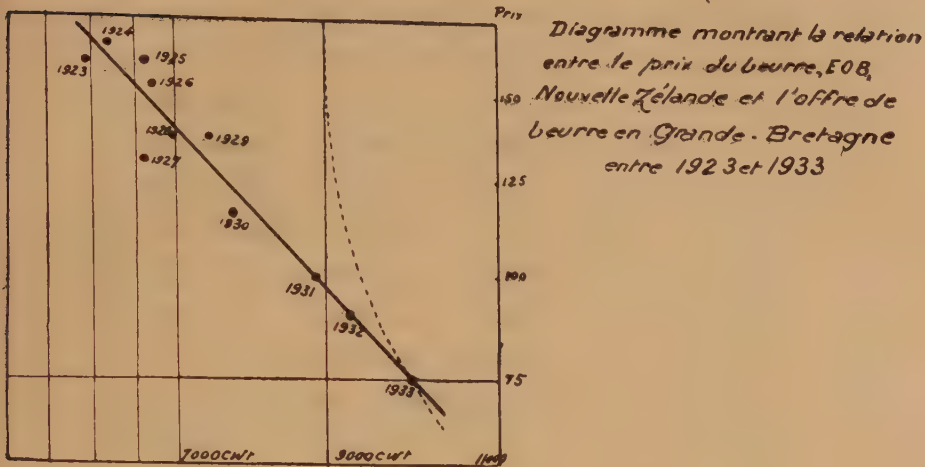
Pour bien apprécier les relations entre l'offre et les prix, il est indispensable d'isoler l'offre de la demande en supposant celle-ci constante. Nous constatons aisément alors, pour un produit quelconque, jusqu'à quel point les variations de l'offre influent sur le mouvement des prix.

De 1923 à 1933, l'offre de beurre s'est accrue de plus de 50 %, passant de 6.000 cwt. à 9.500 cwt. ; le prix a diminué corrélativement de 162 à 75.

Par suite du manque de débouchés, dû à la fermeture de la plupart des marchés, les producteurs étrangers développèrent leurs exportations vers le Royaume-Uni dans des proportions considérables :

(1) On a estimé que les 20 denrées agricoles les plus courantes représentaient un commerce international de 1.673 millions de livres dont 1/3 était dirigé sur la Grande-Bretagne. *World Agriculture Royal Institute of International Affairs*, 1933.

entre 1925 et 1931 le volume total des importations alimentaires de Grande-Bretagne augmenta de 23 %.



Pendant la même période l'indice des prix agricoles baissait de 20 %.

Ces offres massives causèrent en partie la chute des prix qui, depuis 1920, s'est poursuivie avec une régularité tout à fait remarquable, comme le témoignent les chiffres statistiques suivants dont aucun n'accuse depuis dix ans une hausse même minime.

POURCENTAGE D'AUGMENTATION DES PRIX AGRICOLES
PAR RAPPORT A 1913.

(Indice de base, année 1913 : 100.)

	1920-21	21-22	22-23	23-24	24-25	25-26	26-27	27-28	28-29	29-30	30-31
Blé.	159	55	32	38	65	62	57	35	31	16	18
Bétail.	157	74	53	52	51	46	31	35	33	34	27
Lard.	184	77	71	33	52	81	61	33	50	62	28
Lait.	186	97	77	70	71	70	63	60	67	64	62
Fromage ...	93	42	61	72	54	73	37	67	72	35	19
Œufs.	178	112	70	74	67	63	49	46	56	48	29

De 1920 à 1928, le nombre indice des prix des produits agricoles tomba de 255 à 144.

Cette chute, si elle avait continué à ce rythme, risquait d'aggraver la situation peu favorable de l'agriculteur en 1931. Momentanément enrayée par l'abandon de l'étalon-or, mesure qui aurait été efficace si la plupart des pays commerçant avec l'Angleterre n'avaient pas suivi son exemple, elle reprit, en s'aggravant, dès la fin de 1932, atteignant tous les produits sauf les porcs et les moutons. En 1933, l'indice des prix des denrées agricoles tomba de 16 % par rapport au niveau très bas de 1931.

Les effets de la baisse générale des prix ne représentent que l'un des aspects du problème. Si les prix avaient baissé d'une manière générale, dans toutes les industries comme en agriculture et pour les produits manufacturés aussi bien que pour les denrées alimentaires, la situation des agriculteurs n'eut pas été aussi critique. Malheureusement, pendant toutes les dépressions actuelles ou passées, le déclin des prix des produits agricoles a été nettement plus marqué que celui des autres prix, ce qui explique que les agriculteurs sont plus durement frappés par la crise que les autres producteurs.

Cette différence entre les prix agricoles et industriels est due, comme on le sait, à l'incapacité où se trouve l'agriculture d'adapter sa production au changement de condition du marché (1). Il n'y a, pour

(1) Il ne faut pas oublier non plus que les industries groupées ont l'avantage de résister plus efficacement, grâce à leurs organisations (cartels ou trusts) à la chute des prix. On a constaté que la baisse des prix des produits industriels non cartellisés était triple de celle des produits cartellisés. L'impuissance des paysans à for-

NOMBRES INDICES MENSUELS DES PRIX DES DENRÉES AGRICOLES EN 1933.

(Indice de base 1911-1913 = 100.)

	1931		1932												1933			
	Février	Avril	Janvier	Févr.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.				
Blé	69	79	72	71	69	68	71	80	81	72	63	65	61	61				
Avoine	82	105	84	85	84	81	76	77	75	79	78	78	76	75				
Bétail gras	125	118	110	107	105	100	97	95	98	100	99	99	100	97				
Porcs (lard)	151	100	99	98	110	112	107	99	94	95	101	97	104	109				
Vaches	132	119	113	111	109	106	101	104	105	104	110	104	107	106				
Œufs	117	107	94	117	101	93	92	102	103	117	115	112	108	99				
Lait	162	150	155	150	129	153	138	138	142	150	160	157	161	167				
Beurre	116	111	97	100	93	91	85	91	94	92	98	98	95	97				
Fromage	119	139	119	113	110	111	115	121	125	115	110	103	105	106				
Pommes de terre	173	239	116	113	106	87	97	90	95	91	99	110	115	112				
Nombre indice général.	126	117	107	106	102	105	102	100	101	105	107	107	109	110				

ainsi dire, pas d'élimination des producteurs marginaux, par conséquent pas de soupape de sûreté pouvant rétablir l'équilibre troublé de l'offre et de la demande. Cette élimination ne joue que dans une mesure négligeable, car la masse des agriculteurs est formée de petits paysans qui continuent à produire aussi longtemps que leur activité qui, pour eux, n'est pas simplement une occupation mais aussi un mode traditionnel d'existence, leur fournira le minimum de nourriture et de logement nécessaire. Et d'ailleurs ne savent-ils pas que le gouvernement bourgeois dont ils sont une des bases, les soutiendra, poussé par cette conviction intime que la disparition de la classe des paysans individualistes et routiniers porterait un coup sans doute fatal au régime actuel. En tout cas, les mesures d'assistance que prennent les pouvoirs publics en faveur des agriculteurs ont encore pour effet de maintenir constante une production que le jeu de l'offre et de la demande tendrait à réduire (1).

Cette protection des classes agricoles s'est développée même dans les pays qu'une tradition séculaire semblait orienter vers une industrialisation de plus en plus poussée. L'exemple de l'Angleterre jusqu'à ces dernières années libre échangiste et non interventionniste prouve la force de ce mouvement qui domine le monde. Par une politique discutable,

mer des trusts ou des cartels explique en partie la différence dans la réaction opposée à la dépression par les agriculteurs d'une part et les industriels d'autre part.

(1) Voir la situation économique mondiale 1932-1933. S. D. N., p. 66. *Wochenbericht des Instituts Konjunktur Forschung* 6 Jahrgang, n° 19, 9 August 1933.

mais hardie, le gouvernement britannique a essayé de provoquer une valorisation des produits agricoles indigènes en utilisant toutes les finesses d'une technique protectionniste perfectionnée.

Depuis le début de la présente crise mondiale, la position des agriculteurs de Grande-Bretagne vers laquelle convergeaient les excédents de la production des autres pays devenait de plus en plus critique. C'est pourquoi, devant la contraction de ses exportations, l'Angleterre fut peu à peu amenée à considérer la protection de son marché et le développement des relations commerciales avec l'Empire comme un des moyens de salut en vue d'empêcher un déclin irrémédiable de l'activité nationale. Ce fut au milieu de troubles financiers et économiques, peu après la dépréciation du sterling que furent votées les premières réformes des tarifs : celles-ci précédèrent d'une année environ la réorganisation du marché intérieur, désormais réservé par la pratique des contingentements et des droits de douane à l'agriculture nationale et impériale.

Dès 1933, M. Walter Elliot, dans un discours prononcé à New-Abbott, estimait que « l'organisation du marché à la fois de la production indigène et de l'offre étrangère est le seul moyen d'aboutir à une bonne solution ». C'est en vue d'assurer un prix rémunérateur à l'agriculteur britannique, dit-il, « que le gouvernement a étudié le problème produit par produit en envisageant d'une part la production nationale et d'autre part les importations » (1). Enfin

(1) *Journal of the Ministry of Agriculture and Fisheries*, p. 15, 1^{er} avril 1933.

dans les deux dernières années, de nombreuses primes ont été accordées à des productions qu'il était soit impossible de protéger par des contingentements ou des tarifs ou pour lesquelles le système en vigueur s'était avéré inefficace à maintenir le niveau des prix. Sous la vive impulsion du ministre actuel, tout a été mis en œuvre pour permettre à l'agriculture britannique non seulement de résister à la vague de dépression mondiale, mais encore de s'intensifier.

CHAPITRE II

Le contrôle des prix et l'organisation du marché agricole.

Jusqu'à ces dernières années, l'organisation du marché était très défectueuse, car le fermier anglais s'était confiné à sa tâche de producteur, et se désintéressait complètement de la vente de ses récoltes. Les intermédiaires de plus en plus nombreux prélevaient des bénéfices excessifs. Les sociétés coopératives étaient presque inconnues. En 1925, elles s'élevaient à 385 dont 150 seulement s'occupaient de la vente des produits du sol. Leur chiffre d'affaires n'était que de 5 millions de £, soit 3 1/2 % des transactions totales. Elles n'étaient d'ailleurs que des associations commerciales ayant pour rôle de vendre les produits aux plus proches maisons de gros. Presque toutes réalisaient des bénéfices. Elles se faisaient une concurrence réciproque et n'avaient réussi qu'à se superposer à l'intermédiaire et à fournir à l'agriculteur un moyen d'atteindre le marché de gros. Elles ont été incapables de stabiliser les prix et ont laissé intact le système d'inorganisation du marché.

On pouvait donc croire jusqu'aux lois de 1931 et 1933 que le marché coopératif ne dépasserait jamais le stade de l'expérimentation.

L'échec de la coopération est dû non seulement à la mentalité du paysan anglais, mais aussi à la méconnaissance des principes suivants dont l'observation stricte est indispensable à la réussite du mouvement :

1° L'organisation coopérative ne doit avoir pour objet que l'écoulement de produits semblables.

2° Les associations locales doivent être soumises au contrôle d'une association centrale.

Plus important est le volume des marchandises contrôlées, plus efficaces sont les résultats obtenus.

3° Les adhérents doivent s'engager par contrat à fournir leurs produits pour une assez longue période à la société.

Tous ces principes ont été à peu près méconnus en Grande-Bretagne. D'après un rapport (1) sur 63 coopératives de lait, 17 seulement passent des contrats stipulant de leurs membres l'obligation d'apporter à la coopérative pendant une période tout ou une partie de leur production, les autres se fient à la bonne foi de leurs adhérents. Il en résulte que les producteurs de lait s'adressent aux coopératives lorsqu'elles leur donnent un prix avantageux, mais délaissent leur société quand le marchand leur offre un prix supérieur. Cette attitude déplorable empêche une organisation rationnelle de la coopérative et est responsable de son déclin. Malgré les encouragements gouvernementaux, tels que les prêts à long terme, le support de l'Union Nationale des fermiers,

(1) *Cooperative Marketing of Agricultural Produce in England and Wales*. H. M. Stationery Office.

le chiffre d'affaires des coopératives est resté très faible puisqu'il ne représente que 4 % de la valeur totale des ventes des produits agricoles.

Au cours des vingt dernières années, on s'efforça de coordonner les organisations coopératives de consommation industrielle et le mouvement coopératif agricole. On voulait établir des relations commerciales durables entre les « firmes de gros » et leurs magasins de détail et les sociétés de producteurs agricoles. Cette liaison fut tentée pour le lait ; puis, peu à peu, les relations commerciales entre ces deux types de coopératives s'étendirent, englobant presque tous les produits agricoles. Ce mouvement réussit assez bien : la *Cooperative Wholesale Society* achetait des sociétés affiliées à l'*Agricultural Organisation Society* pour plus de 86.000 livres de produits. Mais, avec la disparition de l'*Agricultural Organisation Society*, l'ampleur de ces courants d'affaires entre les coopératives industrielles et agricoles a malheureusement diminué. Le développement d'un courant commercial entre les organisations industrielles et agricoles serait, selon le *Linlithgow Committee*, très avantageux. Les représentants de la coopération industrielle faisaient remarquer que les 1.400 sociétés coopératives de détail assurent à peu près le tiers de la consommation : elles pourraient par conséquent absorber la totalité de la production nationale. Le producteur agricole aurait ainsi un marché pour ainsi dire réservé et grâce à des contrats d'assez longue durée bénéficierait de la stabilité des prix. Ce système trancherait, d'une façon heureuse, la difficulté de la vente des produits agricoles.

Malgré ces avantages, les producteurs lui demeureraient opposés, car ils craignaient d'aliéner ainsi leur indépendance. Cette appréhension ne semblerait plus fondée si, au lieu de traiter séparément avec les coopératives industrielles, les sociétés agricoles acceptaient la tutelle de leur fédération, la *National Farmers' Union*, qui remplirait le rôle d'agence centrale de vente et négocierait pour le groupe de tous les producteurs. Telles étaient avant la réforme actuelle les idées dominantes sur l'organisation du marché.

L'association en vue de la vente collective est rendue difficile par suite du nombre des unités de production qui dépasse 500.000. Quand on met en parallèle l'industrie du charbon qui ne comprend que 2.500 mines, 1.400 entreprises ne manipulant qu'un seul produit, on comprend tout de suite qu'une organisation de contrôle des prix (un cartel par exemple) est conforme à la physionomie de l'industrie houillère qui se distingue par l'unité et la concentration, mais non à celle de l'agriculture dont le caractère est la multiplicité des exploitations et la diversité des produits.

C'est pourquoi l'organisation du marché n'aurait pas progressée, si la chute des prix et la situation critique de beaucoup d'agriculteurs n'avaient poussé, dès 1931, les pouvoirs publics à intervenir.

Depuis une dizaine d'années, auteurs ou même chefs d'Etat responsables, envisageaient des plans dont presque tous reposaient sur un contrôle des importations concurrençant la production indigène et une organisation collective et obligatoire de vente.

Devant la conférence économique impériale du 9 octobre 1923, M. Bruce, premier Ministre d'Australie, préconisait en vue de la stabilisation des prix l'institution d'une coopérative nationale d'achat, contrôlant les importations de l'extérieur. Cette proposition, rejetée par la commission, n'en était pas moins approuvée par beaucoup d'auteurs, et, si le mouvement actuel d'organisation du marché britannique a réussi, c'est non seulement à cause de la crise, mais aussi parce qu'il avait été préparé par toute une discussion doctrinale. La suggestion d'un office de la viande, qui coopérerait avec les dominions, en vue de contrôler l'importation et la vente des viandes congelées provenant de l'Empire, qui garantirait les prix pour quelques années aux producteurs et achèterait à l'étranger seulement les quantités dont l'Angleterre aurait besoin pour combler le déficit de sa consommation ne comprend-elle pas déjà l'essentiel de ce qui se trouve aujourd'hui dans les plans d'organisation du marché : garantie des prix aux producteurs et restrictions des importations pour mieux assurer cette garantie ?

Ce courant d'idées favorables au développement d'un marché réglementé a abouti à deux lois, relatives à l'organisation du marché, l'une de 1931, l'autre de 1933. L'*Addison Agricultural Marketing Act* de 1931 permit à une majorité de producteurs d'obtenir des pouvoirs réglementaires pour faire prévaloir leur volonté sur celle de la minorité et autorisa le Ministre de l'Agriculture à préparer et à recommander, s'il le jugeait bon, une réorganisation

basée sur ce principe. Remarquons que, jusqu'au début de 1933, les agriculteurs, sauf les cultivateurs de houblon, n'avaient guère montré d'empressement à s'organiser. Les dirigeants de la *Farmers' Union* comprenaient que l'effet d'un tel système serait de restreindre la liberté d'action des exploitants de grande valeur technique, de les pénaliser au profit des producteurs à mauvais rendement et dépourvus d'initiative. Ils ne se souciaient pas d'une réglementation par l'Etat et ne désiraient qu'être protégés contre les importations étrangères : c'est pourquoi ils accueillirent avec une extrême réserve la réforme d'Addison qui ne prenait aucune mesure en ce sens.

Que contiennent les lois de 1931 et 1933 ? Elles prévoient la constitution de différents comités dont elles définissent les pouvoirs, mais on n'y trouve aucun dispositif relatif à la vente ou à la production des différentes marchandises. Ces lois ne créent rien par elles-mêmes : sans une initiative des producteurs, leurs articles resteraient lettre morte.

La constitution d'un comité relatif à la réglementation du marché d'un produit ou d'un groupe de produits fait l'objet d'une procédure assez compliquée. Le plan organisant le marché de produits agricoles peut s'appliquer à toute ou une partie seulement de la Grande-Bretagne, et la réglementation envisagée s'applique à la zone déterminée par le plan.

En règle générale, les producteurs présentent leur plan par l'entremise de leur association, mais la loi pourvoit aussi à l'institution de commissions d'étude en vue de la réorganisation du commerce d'une

branche donnée de l'activité agricole. Ces commissions préparent des plans, portés ensuite à la connaissance des producteurs qui, seuls, ont le droit de les soumettre au Ministre de l'Agriculture.

Ces lois, ou *Marketing Acts*, ont établi un système de vente collective s'appliquant « à tous les produits de l'agriculture ou de l'horticulture, à toutes les denrées comestibles ou potables, entièrement ou partiellement fabriqués avec ces produits ou en dérivant, ainsi qu'aux toisons et peaux d'animaux ». Cette définition exclut donc tous les produits manufacturés, non comestibles.

Les producteurs d'un article rentrant dans la terminologie de la loi peuvent présenter un plan pour en régler le commerce.

Avant l'approbation du plan par le Ministre, il y a lieu de publier dans le *Journal officiel* l'avis de soumission et la mention des délais pendant lesquels le Ministre de l'Agriculture reçoit les objections. Ce dernier a le droit, après enquête, d'apporter au projet les modifications qu'il estime utiles, pourvu qu'elles soient approuvées par la majorité absolue d'une assemblée, nommée lors de la présentation du plan, et par les Chambres. Le Ministre compétent fait ensuite voter, après s'être consulté avec le Ministre du Commerce, le plan par les Chambres et rend un décret lui donnant force de loi. L'application des plans est confiée à un comité de direction élu par les producteurs immatriculés.

Ces comités investis de pouvoirs plus ou moins importants sont divisés en trois types : comités de direction, de réglementation et comité mixte de

réglementation et de direction. Les premiers achètent et vendent le produit et éventuellement s'occupent de sa transformation. Les seconds ne font pas acte de commerce, mais peuvent contrôler l'écoulement des stocks sur le marché, limiter la vente à certaines espèces, variétés ou qualités, fixer des prix minima ou maxima. Les comités mixtes de réglementation et de direction cumulent, comme leur nom l'indique, les pouvoirs des deux premiers types.

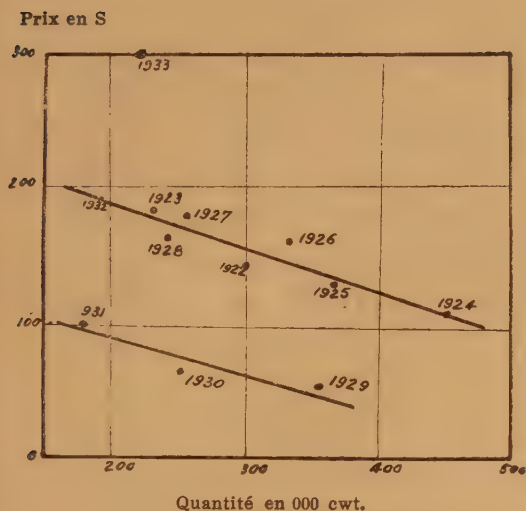
Les frais d'administration sont couverts par un prélèvement sur les ventes du produit. Il faut signaler, en dernier lieu, que les plans ne demeurent en vigueur que s'ils sont approuvés par les deux tiers au moins des producteurs immatriculés, groupant les deux tiers de la production totale.

Sous la loi de 1931 de nombreux plans furent élaborés et soumis à l'approbation du Ministre.

Plans d'organisation du marché	Date de soumission	Domaine d'application
Des framboises.....	23 février 1932	Ecosse.
Du houblon.....	11 mars 1932	Angleterre.
Du lait.....	10 juin 1932	Ecosse : Sud des Gram- pian.
Du porc.....	20 janvier 1933	Grande-Bretagne.
Du lard	24 janvier 1933	Grande-Bretagne.
Du lait.....	17 février 1933	Ecosse : Comtés Aber- deen et de Kingardine..
Du lait.....	21 mars 1933	Angleterre.
Des pommes de terre.	28 mars 1933	Grande-Bretagne.
Du lait.....	30 juin 1933	Ecosse : Comtés de In- verness, Nairn, Rosse, Cromarty, Caithness.

Le premier plan, effectivement entré en vigueur, a été celui du houblon.

De 1923 à 1928, une association coopérative avait tenté de réduire, avec un peu de succès, la superficie des cultures, mais ses efforts furent en grande partie contrecarrés par les producteurs non affiliés qui, en raison des prix rémunérateurs du houblon, augmentèrent le rendement de leurs entreprises. Malgré les accords volontaires des cultivateurs, membres de l'association, en vue de la restriction des surfaces ensemencées, on ne put éviter l'accroissement de l'offre du houblon dont on constate sur le graphique les effets sur les prix :



*Variation corrélatrice des
prix et de la production
du houblon en
Grande-Bretagne,
(1)*

L'impuissance de l'association à maintenir un niveau stable des cours détermina sa disparition.

C'est en vue de parer à ces fluctuations et de supprimer cette rivalité nuisible entre producteurs que fut voté, le 11 mars 1932, le plan relatif à l'organisation du marché du houblon. Le comité qui l'institue « n'est ni plus ni moins qu'un monopole statutaire

(1) *The Economic Journal*, septembre 1934, p. 441.

des producteurs existants (1) ». Il achète la totalité de la récolte indigène et vend aux brasseurs le houblon à un prix fixé à l'avance par convention. Favorisé par des conditions exceptionnelles, notamment l'abrogation du régime sec aux Etats-Unis, le marché a été très ferme. Alors que la récolte s'était vendue 5 £ 11 s. par cwt. en 1931, celle de 1932 atteignait 8 £ 17 s., tandis que la récolte de 1933 s'écoula en dix jours au prix exorbitant de 15 £ par cwt. Cette hausse considérable des prix risquait d'inciter d'une part les brasseurs à importer une plus grande quantité de houblon, d'autre part les cultivateurs à accroître démesurément leur production. C'est pour pallier à ces dangers que l'on restreignit l'offre à la fois indigène et nationale par un contingent.

On maintint tout d'abord le droit de douane de 4 £ par tonne, sur les importations étrangères et de 2 £ 13 s. 4 d. sur celles de l'Empire. Puis, en échange de certaines concessions de prix, les représentants des brasseurs, par un accord signé de producteurs et de fonctionnaires du Ministère de l'Agriculture, s'engagèrent à ne pas importer plus de 15 % des approvisionnements qui leur seraient nécessaires.

Pour prévenir l'accroissement de la production indigène, le comité décida de la limiter au taux moyen qu'elle avait atteint entre 1928 et 1932. Le cultivateur ne devra pas dépasser un contingent basé sur sa production moyenne pendant cette période : seule la récolte maintenue dans ces limites bénéficiera désormais du prix de monopole fixé à 9 £ par cwt. pour les années 1933 à 1938, l'excédent du con-

(1) L. Robbins : *Revue d'Economie politique*, décembre 1934.

tingent accordé à chaque producteur étant acheté par le comité à vil prix. Enfin, pour mieux défendre les privilèges de cette corporation, on s'est entendu pour tenir à l'écart du plan tous les cultivateurs éventuels, tant que les débouchés ne dépasseraient pas 110 % des contingents de base.

Beaucoup d'auteurs se sont élevés contre ces mesures qui protègent inconsidérément les intérêts des gros producteurs de houblon pendant la période 1923-1928, créant en leur faveur une rente accrue tout à fait imméritée. Il est certain que cette politique de restriction de l'offre d'une denrée et l'établissement d'un monopole de vente, augmentant considérablement et sans raison la rente des propriétaires actuels est très critiquable. Sans doute d'aucuns objecteront que le but poursuivi par ces agriculteurs est le même que celui réalisé par des industriels qui, en formant un cartel ou un trust, obtiennent ainsi un produit net plus élevé. Il faut tout de même remarquer que le trust, très souvent, réussit à augmenter le rendement des entreprises fusionnées tout en abaissant le prix de vente, faisant ainsi participer la collectivité aux bénéfices de la nouvelle organisation. Le grave défaut du comité du houblon, inhérent du reste à tous les comités, est d'augmenter le profit du cultivateur par une hausse des prix dont le consommateur supporte la charge. A ce point de vue, l'opération paraît aussi injustifiée que si l'Etat exemptait les maisons et terrains de tout un arrondissement, de l'impôt foncier, distribuant de cette manière le produit effectué sur la masse des autres contribuables. Le fondement du monopole est le bien de la majo-

rité de la population et non, comme dans le cas du houblon, l'exploitation du consommateur par une minorité de producteurs.

Le mécanisme élaboré par Addison en 1931 n'avait eu pour objet que d'améliorer le fonctionnement du marché, non de le protéger. Or, selon les cultivateurs, la réglementation du marché agricole ne semblait devoir être efficace que si on allait jusqu'à donner au gouvernement le droit de contenir à la frontière le flot des produits étrangers. Les travaillistes n'avaient pas voulu accorder ce pouvoir par crainte de léser gravement les consommateurs en provoquant la hausse des denrées alimentaires. Les conservateurs n'eurent pas les mêmes scrupules et, conformément à l'article 1^{er} de l'*Agricultural Marketing Act* de 1933, le Ministre du Commerce, après consultation du Ministre de l'Agriculture et des Sous-Secrétaires de l'Ecosse et de l'Irlande, peut rendre un décret contingentant les importations s'il apparaît qu'une telle mesure est nécessaire pour obtenir la pleine réorganisation de la production agricole en faveur de laquelle on intervient. Ce décret réglementera les importations pendant une certaine période, en déterminant d'une part la quantité et en décrivant d'autre part les produits importés, et devra prendre en considération les intérêts des consommateurs.

Enfin, la loi institue une commission chargée d'étudier les conditions du marché et les facteurs affectant l'offre des produits agricoles dans le Royaume-Uni. Cette commission conseille le Ministre compétent et rédige des rapports sur le résultat obtenu par le contrôle des importations (section I).

La section II donne force de loi aux recommandations de la commission chargée de réorganiser l'industrie des porcs et des sous-produits.

La section III enfin complète d'une façon heureuse les pouvoirs des comités chargés de l'application des plans énumérés ci-dessus.

Par le contrôle du marché qu'elle a organisé, la loi de 1933 a eu une certaine action sur les prix des denrées agricoles comme le lait, la viande de porc, les pommes de terre. L'étude de la nouvelle réglementation de ces marchandises nous procurera des cas concrets, nous permettant de mieux juger des avantages et des imperfections de ce récent système.

Le trait saillant de la production laitière jusqu'à ces dernières années était la différence considérable de prix qui s'était établie entre le lait destiné à la consommation et le lait destiné à la fabrication. Les agriculteurs habitant près des grands centres de population pouvaient vendre tout leur lait pour la consommation à des prix très élevés. Par contre, les producteurs éloignés de la ville étaient obligés de se contenter du bas prix que leur offraient les crémeries ou fromageries. Avec le développement des transports automobiles, beaucoup de ces producteurs tentèrent de vendre leur lait à la consommation, ce qui risquait d'amener un effondrement des prix de tout le marché. C'est en vue de pallier à une baisse des cours qui aurait été catastrophique pour une branche si importante et jusqu'ici si prospère de l'agriculture que, sous l'inspiration d'un comité d'étude, fut adopté, au cours d'une procédure type

que nous décrivons, un plan d'organisation du marché du lait. Ce comité qui devait examiner la situation de l'Angleterre et du pays de Galles déposa son plan d'organisation du marché en avril 1932. Accepté par l'Union nationale des fermiers et soumis par elle au Ministre en mars 1933, le plan légèrement modifié fut approuvé par les Chambres le 27 juillet 1933 après les formalités de publicité et d'enquête exigées par la loi. Un décret du Ministre de l'Agriculture du 28 juillet le fit entrer en vigueur pour le lendemain. Enfin, le 6 octobre 1933, l'assemblée des producteurs immatriculés se prononça favorablement à son maintien par 96,4 % des voix, groupant 96,6 % de la production. Aussitôt, le comité chargé de l'application du plan bénéficia d'un prêt de l'*Agricultural Marketing Fund* pour en financer les premières opérations.

Chaque producteur obligatoirement immatriculé au *Milk Marketing Board* passe avec lui un contrat par lequel il aliène complètement sa capacité commerciale. Toutes les années, après accord avec les représentants des acheteurs en gros, la *National Farmers' Union* établit deux prix, l'un pour le lait destiné à la consommation, l'autre pour le lait destiné à la fabrication. Le comité fixe un prix moyen mensuel pour chacune des onze régions entre lesquelles le pays est divisé et les producteurs de chaque région reçoivent le même prix pour leur lait, qu'il soit livré à une fromagerie pour 3 d. 3/4 ou à une laiterie pour 16 d. le gallon.

Le *Milk Board* est, comme tous les comités, un organisme semi-public, analogue, au point de vue juridique, à nos associations syndicales de proprié-

taires : il exerce sur la production laitière une quasi-dictature. Ses importants pouvoirs sont énumérés dans les articles 52 à 60, qui constituent l'armature essentielle du plan.

TITRE VI

Principaux pouvoirs du Comité.

ARTICLE 52. — Les dispositifs de ce titre entreront en vigueur à l'expiration d'une période d'un mois commençant le jour du résultat du scrutin, favorable au maintien en application du plan.

ARTICLE 53. — Ne seront pas soumis aux dispositifs de ce titre :

1° Les ventes de lait d'un producteur pour la consommation de la famille et de ses employés.

2° Les producteurs et ventes spécifiés de temps à autre par le Comité.

3° Un producteur qui n'est ni immatriculé, ni dispensé de l'être, ne doit vendre du lait ni en Angleterre, ni dans le pays de Galles, ni autre part.

ARTICLE 54. — Conformément à l'article 53 ci-dessus, le Comité peut réglementer les ventes de lait de tout producteur immatriculé, en déterminant, pour une durée qu'il fixe lui-même, tout ou partie de ce qui suit, à savoir la description du lait, le prix auquel il peut être vendu, les personnes ou le distributeur auxquels il peut être livré.

ARTICLE 55. — Le Comité peut :

1° Acheter le lait.

2° Transformer le lait en les nombreux produits énu-

mérés dans la seconde annexe de ce plan (notamment en crème, beurre, fromages, lait condensé, etc...).

3° Vendre ou accomplir n'importe quelle opération en vue de la vente, assurer, faire de la publicité et transporter le lait ou ses dérivés.

4° Vendre, acheter ou louer à un producteur immatriculé toute chose utile à la production ou à la vente du lait.

5° Coopérer avec d'autres associations ou personnes en vue de réaliser les objets que les dispositifs précédents le chargent d'accomplir.

6° Encourager, faire naître et diriger la coopération agricole parmi les producteurs de lait.

Les articles 57 et suivants traitent des pouvoirs du comité dans la fixation des conditions des différents contrats.

ARTICLE 57. — Sans préjudicier aux pouvoirs plus généraux conférés au Comité par les dispositifs ci-dessus, il peut de temps à autre, après consultation des corps représentant les commerçants laitiers, ou à leur défaut, après consultation des personnes les plus qualifiées pour exprimer le point de vue des acheteurs en gros de lait, prescrire toutes les conditions et formes de contrats de vente de lait des producteurs immatriculés (à l'exception des ventes au détail) et sans préjudicier au pouvoir du Comité de prescrire n'importe quelle autre condition, il peut prescrire tout ou partie seulement de ce qui suit, comme conditions des contrats :

a) Que le Comité doit être considéré comme partie au contrat et qualifié pour en faire exécuter les disposi-

(1) *Statutory Rules and Orders*, 1933, n° 789. Agricultural Marketing-Milk. H. M. Stationery Office.

tions ; il peut faire exécuter comme représentant du producteur immatriculé toutes dispositions que le producteur immatriculé a le droit de faire exécuter.

b) Telle condition que le Comité estime nécessaire pour empêcher l'acheteur d'utiliser ou de revendre le lait à des fins autres que celles spécifiées dans son contrat.

c) Que le contrat avise à ce que le vendeur ne puisse vendre le lait au détail à des conditions autres que celles déterminées, à un prix par gallon, ne dépassant le prix d'achat que de la marge prescrite par le Comité, après les consultations dont il a été parlé ci-dessus.

d) Les prix auxquels le lait est vendu peuvent varier :

1° Suivant les emplois auxquels l'acheteur destiné ou revend le lait.

2° Suivant la région ou le district dans lesquels le lait est produit.

e) Le prix d'achat doit être payé par le commerçant au Comité.

f) L'heure, les dates, le lieu de livraison du lait seront indiqués dans le contrat ainsi que :

g) La description et la qualité du lait.

k) Le contrat n'est valable qu'autant qu'il est enregistré au Comité.

ARTICLE 58. — Si un producteur immatriculé :

1° Vend du lait contrairement aux stipulations de l'article 55 ; ou

2° Vend du lait « conformément à un contrat » qui ne contient pas les conditions prescrites d'après l'article 57 ; ou

3° Vend du lait contrairement aux dispositifs, rendant obligatoire l'enregistrement des contrats ; le comité

doit, par simple décision, lui infliger une amende (ne dépassant pas 100 £, plus la moitié du prix de la vente du lait).

ARTICLE 62. — Aucun producteur ne vendra du lait au détail que suivant les conditions d'une licence délivrée par le Comité, l'y autorisant. Si un détaillant autorisé vend du lait en contrevenant aux conditions de sa licence, le Comité doit (en plus de la suppression de sa licence) lui infliger telle amende (ne dépassant pas 100 £) qu'il estime être juste.

ARTICLE 64. — La somme nette au crédit de chaque région doit être créditée au nom du producteur immatriculé proportionnellement au volume du lait vendu (à l'exception du lait vendu au détail) respectivement par les producteurs immatriculés, sans considération de l'emploi auquel le lait vendu par chaque producteur a été, en fait, destiné.

La somme créditée au producteur immatriculé, déduction faite de certains frais, énumérés restrictivement, doit lui être versée par le Comité.

Ce qu'il y a de très remarquable à noter c'est que même les producteurs détaillants sont compris dans les cadres du plan. C'est grâce à cette extension, on peut dire complète, du *Milk Marketing Scheme* à tous ceux qui manipulent du lait que le comité est arrivé à établir un prix de monopole à peu près stable et son action est à rapprocher de celle des trusts.

Le résultat du plan a été excellent en ce sens qu'il a empêché une baisse catastrophique des cours des prix de gros.

Le comité n'ayant pu se mettre d'accord avec les représentants des acheteurs de lait (art. 57), on nomma trois personnes qui déterminèrent, par un arbitrage, les conditions et le prix auxquels le lait devait être vendu en gros, pendant la période octobre 1933-mars 1934 (lait destiné à la consommation).

PRIX RÉGIONAUX.

Régions	Octobre 1933 D.	Novemb. 1933 D.	Décemb. 1933 D.	Janvier 1934 D.	Février 1934 D.	Mars 1934 D.
—	—	—	—	—	—	—
Toutes les régions, sauf le Sud-Est...	15	16	16	16	16	14
Le Sud-Est	16	16	17	17	16	14

Les prix du lait ont été pendant l'année 1933-1934 fixés par deux conventions, couvrant chacune un semestre. Le *Milk Board* publia, fin août, les résultats de l'accord qu'il venait de conclure avec le *Central Distributors' Committee*, pour la période octobre 1934-octobre 1935. Ce nouvel accord détermine les conditions des contrats passés en Angleterre et dans le pays de Galles et donne au producteur un d. par gallon de plus qu'il ne recevait en vertu de la dernière convention de mars-octobre 1934.

Le tableau suivant indique dans la première colonne les prix de gros payés au comité, ce qui, avec une légère déduction de certaines charges affectées au financement du plan, est le prix que recevra l'éleveur anglais et gallois. Les autres colonnes concernent les prix de détail, intéressants à rapprocher des prix de gros.

Mois	Prix de gros par gallon	Prix de détail par gallon Londres	Villes de 25.000
Octobre	16 d.	28 d.	28 d.
Novembre	16 d.	28 d.	28 d.
Décembre	17 d.	28 d.	28 d.
Janvier	17 d.	28 d.	28 d.
Février	17 d.	28 d.	28 d.
Mars	16 d.	28 d.	28 d.
Avril	16 d.	28 d.	28 d.
Mai	12 d.	24 d.	24 d.
Juin	12 d.	24 d.	24 d.
Juillet	13 d.	24 d.	24 d.
Août	13 d.	24 d.	24 d.

Quant au prix du lait destiné à la fabrication, il a été fixé à 1 3/4 d. (par gallon) de moins que le prix moyen atteint le mois précédent par la livre de fromage blanc canadien ou zélandais de première qualité.

Le *Milk Marketing Scheme* a été très bien accepté puisque, dès le 1^{er} novembre 1933, 66.000 contrats, représentant une production hebdomadaire de 10.758.000 gallons, étaient déjà enregistrés au comité.

On avait délivré au profit des producteurs détaillant 52.000 licences, valables jusqu'en octobre 1934.

Les ventes de lait contrôlées par le comité dépassent mensuellement 60 millions de gallons et 2 millions de £ (1).

L'un des effets de ce système de vente collective que l'on appelle *pooling* a été l'unification des prix

(1) *Agricultural Marketing Act*, 1931 et 1933, Ministry of Agricultural and Fisheries. Report on Agricultural Marketing Schemes. H. M. Stationery Office.

N.-B. — Le volume du lait contrôlé était en octobre 1934 de 63.473.702 gallons.

des différentes régions, malgré la grande diversité des proportions de lait vendu comme lait frais et du lait destiné à la manufacture. Enfin le plan a contribué beaucoup à contrecarrer le mouvement de baisse qui aurait pris rapidement un rythme accéléré sans cette organisation cartellisée. A l'heure actuelle, l'indice du prix du lait accuse par rapport à ceux des autres produits de l'élevage une nette amélioration.

NOMBRES INDICES MENSUELS DES PRIX DES PRODUITS DE L'ÉLEVAGE

(Indice de base : 100.)

	1932	1933	1934						
	Avril	Avril	Janv.	Févr.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet
Gros bétail ..	118	100	106	103	99	95	95	94	99
Œufs	107	93	97	95	89	99	89	100	97
Porcs	100	112	125	129	127	125	117	110	105
Fromage ...	139	111	114	115	116	117	123	108	90
Lait	150	153	160	161	141	168	162	162	168
Ind. général .	117	109	119	117	113	117	117	114	118

Malheureusement le maintien des prix du lait à un niveau élevé par rapport au prix des autres denrées agricoles poussa les agriculteurs à augmenter leur cheptel dans une mesure telle que le développement de la production laitière a engendré une surproduction sur le marché (1) ; l'hiver dernier, l'offre dépassait de 20 % la demande, et cet été de 40 %. Ce lait ne peut s'employer qu'à fabriquer du fromage ou du beurre, produits dont les prix sont extrêmement bas par suite d'importations massives de l'Empire qu'il est impossible de contingenter à cause des

(1) La quantité de lait destiné à la fabrication de fromage ou du beurre était de 16.830.450 en octobre 1934 contre 6.682.541 gallons en octobre 1933.

accords d'Ottawa. C'est pourquoi, dès février 1934, le gouvernement proposait de faire avancer par le Trésor au « comité laitier » (*Milk Board*) les sommes nécessaires pour garantir un prix minimum de 5 d. par gallon en été (avril-septembre) et 6 d. par gallon en hiver de tout le lait britannique destiné à la fabrication. Cette prime était distribuée même au fermier transformant chez lui son lait en beurre ou fromage. Ce prêt du Trésor remboursable à partir de juillet 1936 par le *Milk Board* s'élèvera pour la première année approximativement à 1 1/2 ou 1 3/4 millions de £, soit 3,5 millions de £ pour les deux années. Ce projet voté par les Chambres a donc mis fin, pour quelque temps du moins, aux fluctuations des prix du lait, en garantissant au producteur à partir d'avril 1934 le prix standard minimum de mars 1934 (1). En dépit de ces expédients, l'accroissement de la production laitière, stimulée par l'amélioration des cours, pose un problème difficile à résoudre. En effet, plus les quantités de lait destiné à la fabrication augmentent, plus s'accroît l'étroite dépendance des prix du lait et ceux du fromage et du beurre. C'est pourquoi il nous semble impossible d'éviter la chute des prix du lait sans contingenter les produits laitiers. Cette limitation indispensable des importations sera extrêmement délicate, car la demande de beurre est élastique et la plupart des fromages concurrençant les produits nationaux ne proviennent pas de l'étranger, mais de l'Empire à

(1) V. Milk Policy H. M. Stationery Office et Déclaration du Ministre de l'Agriculture à la Chambre des Communes le 22 février 1934. *Parliamentary Debates*, H. M. Stationery Office.

qui a été concédée jusqu'en novembre 1935 la libre entrée.

L'adoption des plans relatifs aux porcs et au lard se fit après une procédure identique à celle précédemment exposée. On créa deux comités, le *Pigs Board* et le *Bacon Board*, unis si étroitement que l'on peut les considérer comme ne formant qu'un seul comité. Publiés en octobre 1932 et soumis en janvier 1933 à l'assemblée des intéressés, ces plans ne sont que la reproduction intégrale d'une commission d'étude connue sous le nom de *Lane Fox Commission*. Ils s'efforcent d'éliminer les fluctuations des prix par une stabilisation de l'offre des porcs sur le marché britannique. Après avoir fixé la consommation de lard à 5.420.000 kilos, le plan, c'est là son but essentiel, doit faire en sorte que l'offre ne lui soit pas supérieure.

Le *Pigs Board* détermine par avance la production indigène, grâce à un système de contrat qui lie chaque éleveur et l'oblige à fournir un certain nombre de porcs. L'offre nationale étant connue, l'offre étrangère ne devra pas dépasser la quantité nécessaire pour combler le déficit de la consommation. Ce sera le soin des Ministères du Commerce et de l'Agriculture d'équilibrer l'offre et la demande en contingentant les importations. Comme le *Milk Board*, le *Pigs Board* est une véritable association collective de vente et contrôle par son action toute la production nationale et les porcs vivants importés, du reste peu nombreux. Son caractère de « personne publique » est encore plus accentué que celui du *Milk Board*. Les articles 34 à 50 de l'*Agricultural*

Marketing Pigs reproduisent intégralement les articles 55 à 62 du *Milk Marketing Scheme*. En outre, la seconde annexe du plan stipule que tout éleveur qui, sciemment, indiquerait un nombre erroné de porcs se rend, en plus d'une lourde amende, passible d'emprisonnement. Le *Pigs Board* a la faculté de vendre, d'acheter des porcs, de fabriquer du lard, mais il a surtout pour tâche de veiller à l'observation des contrats entre éleveur et saleur, d'en régler les conditions et de fixer le niveau des prix. Pour exercer leur métier les saleurs sont obligatoirement immatriculés au comité (1). Ce dernier fixe le prix minimum que recevra l'éleveur pour son porc suivant le prix moyen d'une ration type. Ce mode de calcul qui avait pour effet d'assurer l'agriculteur contre les risques de perte, en lui garantissant d'obtenir au moins un prix équivalent à son coût de production, l'incita à développer son élevage, détermina une surproduction provoquant une chute des cours du porc. Obligés par leurs contrats d'acheter cher, les saleurs se trouvaient dans une position critique. Le gouvernement leur vint en aide en prêtant à la *Food Manufacturers Fédération* 500.000 £ et décida, pour pallier à l'inconvénient de cette offre pléthorique, de limiter les importations de lard.

(1) Exception est faite pour le petit détaillant dont la vente annuelle est inférieure à 40 cwt de lard. Les articles 34 à 50 de l'*Agricultural Marketing Pigs* reproduisent presque intégralement les articles 55 à 62 du *Milk Marketings Scheme*. Le caractère de « personne publique » est encore plus accentué que celui du *Milk Board*. Dans la seconde annexe du plan en effet, le producteur qui sciemment, indique un nombre erroné des porcs vivants qu'il élève, se rend passible d'emprisonnement, en plus d'une lourde amende.

Le *Board of Trade*, le 7 novembre 1933, rendit un décret s'appliquant à tous les pays exportant au Royaume-Uni plus de 400 cwt. par semaine et interdisant l'importation du lard et du jambon sans une licence. Ce décret entra en vigueur le 1^{er} décembre 1933 et réduisit les importations de 2.651.459 cwt. (décembre 1932-février 1933) à 1.978.330 cwt. (décembre 1933-28 février 1934). Cette mesure frappa tous les pays producteurs, en particulier le Danemark qui, en 1931, fournissait à lui seul 367.000 tonnes de lard et de jambon sur une importation totale de 598.000 tonnes, soit les 3/5, la Hollande (10 %), la Pologne (9 %), la Lithuanie et la Suède (4 %). En 1933, les importations baissèrent de 2.305.906 cwt. par rapport à 1932. L'offre danoise déclina de 28 % et celle de Pologne de 31 %.

IMPORTATION DES PORCS AU ROYAUME-UNI EN 1929-1931, 1932 ET 1933.

	Quantités			Pourcentage du total		
	1929-31	1932	1933	1929-31	1932	1933
	cwt.	cwt.	cwt.	—	—	—
Lard	9.534.236	11.390.839	9.084.933	80,3	85,3	81,5
Jambon.....	954.321	801.349	869.483	8,0	6,0	7,8
Porc frais	322.810	262.151	194.695	2,7	2,0	1,7
— congelé.....	338.258	341.021	623.129	2,8	2,6	5,6
— salé.....	71.204	34.238	21.003	0,7	0,2	0,2
En conserve	153.020	146.316	174.856	1,3	1,1	1,6
Porc vivant	501.929	378.450	179.962	4,2	2,8	1,6
Total	11.875.868	13.354.364	11.148.061	100,0	100,0	100,0

L'importance de ces restrictions est sans précédent : alors qu'une population légèrement inférieure à ce qu'elle est en 1934 consommait en 1932 près de 14 millions de cwt., elle est actuellement obligée, rationnée, comme pendant la guerre, de se contenter

d'une offre de lard qui ne doit pas dépasser 10.670.000 cwt. Cette réduction brutale de l'offre d'une marchandise la plus courante et la plus essentielle à l'alimentation de la nation est, sans conteste, la mesure la plus impopulaire et la plus critiquable de toutes celles qui ont été prises en faveur de l'agriculture. Le gain du fermier est sans rapport avec la perte que le contingentement fait supporter à la collectivité. La hausse des prix a surtout profité à l'exportateur étranger, peu à l'éleveur britannique, mais a par contre pesé lourdement sur le consommateur : de 69 s. par cwt., le lard danois est monté à 102 s. en octobre 1934, soit près de 50 % contre 15 % d'augmentation du lard anglais. Les prix de détail passaient de 10 d. à 14 d. 1/4 la livre, soit un renchérissement de plus de 40 % (1). Ces chiffres témoignent par eux-mêmes de l'inconséquence d'une politique qui, en poursuivant le mythe de la hausse désirée par le producteur, n'hésite pas à dépouiller le consommateur des avantages des perfectionnements de la technique, du développement de l'offre et de l'abaissement des prix qui devraient normalement en résulter.

Ce contingentement du lard a certainement troublé les relations commerciales anglo-danoises que le traité du 24 avril 1933 avait améliorées. Cette convention commerciale prévoyait, en plus de concessions tarifaires, en faveur du lard, du beurre, des œufs, de la crème, etc., la garantie de certaines quantités minima qui, en cas d'adoption éventuelle de contingents, continueraient à être admises. En

(1) *Economist*, 1^{er} décembre 1934.

échange, le Royaume-Uni avait obtenu une réduction des droits d'entrée sur quelques produits et l'engagement du Danemark de réserver aux mines anglaises 80 % de ses importations de charbon. Or, il est évident que le contingentement des exportations de lard diminue les revenus du Danemark et l'incite à réduire ses achats de charbon anglais : il a donc l'inconvénient de contredire la politique d'échange compensée, développée par le *Board of Trade* et d'en amoindrir la portée.

Un plan de vente des pommes de terre applicable à tout le territoire de Grande-Bretagne a été soumis au Ministre de l'Agriculture et au Secrétaire d'Etat pour l'Ecosse, par la *National Farmers' Union* et la *National Farmers' Union of Scotland*. Après une enquête, il a été approuvé par un vote des producteurs le 5 février 1934. Il diffère des autres plans en ce qu'il a pour but de limiter non pas tant l'offre étrangère que l'offre nationale dont les fluctuations jouent dans la formation des prix un rôle prépondérant. Cette dépendance des prix et du volume de l'offre indigène est mise en valeur par le tableau suivant :

RELATION ENTRE L'OFFRE INDIGÈNE
ET LE PRIX DES POMMES DE TERRE, 1922-23 A 1934-35.

	Production indigène, Grande- Bretagne	Importation de pommes de terre courantes	Prix par tonne septembre à mai		Variation + ou en — de la production en pourcentage de la moyenne des deux précédentes récoltes
	—	—	Prix de gros	Prix payé au culti- vateur	—
	000 tonnes	000 tonnes	s.	s.	par cent.
1922-23...	5.203	10	72	37	+ 24
1923-23...	3.579	88	181	131	— 22
1924-25...	3.541	354	186	167	— 19
1925-26...	4.209	55	110	87	+ 18
1926-27...	3.662	84	142	116	— 6
1927-28...	3.854	185	141	115	— 2
1928-29...	4.545	26	105	76	+ 21
1929-30...	4.743	25	72	45	+ 13
1930-31...	3.603	227	128	107	— 22
1931-32...	3.154	793	192	164	— 24
1932-33...	4.450	42	85	66	+ 32
1933-34...	4.555	17	79	60	+ 20
Estimation					
1934-35...	4.060	—	102	82	— 10

La politique du comité a consisté à stabiliser l'offre à un niveau donné, en faisant varier la grosseur minimum à la grille des pommes de terre qu'il est permis de vendre pour la consommation humaine. L'excédent est généralement envoyé aux manufactures d'alcool ou de farine. Il est interdit aux producteurs de vendre, aux commerçants d'acheter des pommes de terre de dimension inférieure à celle des mailles de la grille réglementaire.

Le plan n'intervient pas dans les transactions entre cultivateurs et intermédiaires ; les producteurs de pommes de terre pour semences, de pommes de terre nouvelles, les agriculteurs cultivant moins d'un

acre ou ne vendant pas plus d'un cwt., les ventes à l'administration, aux écoles, hôtels et au détail ne sont pas compris dans le cadre du plan.

Un accord entre le comité représentant les cultivateurs et les délégués des associations de commerçants en primeurs détermine les prix pour la saison. En vue de pallier aux fluctuations de l'offre étrangère, on a limité les importations de la Hollande à 8.000 tonnes, celles de Belgique à 250 tonnes, celles de l'Etat libre d'Irlande à 4.500 tonnes et imposé un droit de 1 £ par tonne. Enfin un système de pénalités prévient l'extension exagérée des cultures indigènes: tout producteur immatriculé, plantant plus que « la superficie de base » qui lui a été attribuée, doit verser au comité une contribution de 5 £ pour chaque acre dépassant son contingent: une fois payée, l'agriculteur peut augmenter sa « superficie de base » de la quantité pour laquelle il a acquitté l'amende.

Par une limitation des importations étrangères, et plus encore par le contingentement de la production nationale, le comité a réussi à maintenir les prix des pommes de terre. Contrôlant une denrée à la demande inélastique et difficilement substituable, il peut, en utilisant ses pouvoirs importants, agir assez discrétionnairement sur les cours. On a calculé qu'une augmentation du diamètre des mailles de la grille de 3 mm² diminuait les quantités offertes d'au moins 5 %. Une telle limitation, sur un marché livré à la concurrence, élèverait les prix d'environ 12 % (1).

(1) V. *Stabilising the Potato Industry of Great Britain*. Report of the Potatoes Committee of the National Farmer's Union, p. 21. Murray, K. A. H., *Seasonal Variations in the Price of Main-crop*

Ce comité des producteurs, comme celui du houblon, a donc exercé une action effective sur le niveau des prix de la denrée dont il s'occupe, action qui, si elle n'est pas conforme aux intérêts des consommateurs, n'en est pas moins très profitable aux producteurs immatriculés.'

Nous avons passé en revue les différents comités qui ont été institués par un vote des producteurs, empruntant la procédure de la loi de 1933. Ceux du houblon et des pommes de terre ont particulièrement bien réussi à maintenir un niveau élevé des prix. L'avenir est plus incertain pour les comités du lait et du lard, mais dans l'ensemble l'œuvre des plans a consolidé la position des producteurs que la dépression menaçait d'une chute des prix.

Le trait commun à tous ces plans est que la réglementation du marché a été concomitante de la réglementation de l'offre étrangère. Il en sera différemment de la viande, denrée alimentaire de première importance dont une commission, depuis plus d'une année, a été chargée de s'occuper, sans avoir encore porté de plan à l'agrément du Ministre.

Etant donné la difficulté d'organiser le marché tant qu'il était soumis aux fluctuations massives des exportations mondiales, le contrôle de l'offre étrangère a précédé la réglementation du marché indigène. Les conventions d'Ottawa avaient prévu le contingentement des importations du Royaume-Uni des viandes de bœuf congelé, frigorifié et de mouton congelé.

ANNÉE DE BASE, APPELÉE ANNÉE D'OTTAWA
(1^{er} juillet 1931-30 juin 1932 = 100.)

	1933				1934	
	Janvier- mars	Avril- juin	Juin- septemb.	Octobre novemb.	Janvier- mars	Avril- juin
Bœuf frigorifié (1).	100	100	100	100	100	100
Bœuf congelé (2)	90	85	80	75	70	65
Mouton et agneau congelé	90	85	80	75	70	65

Mais ces conventions n'étaient exécutoires qu'à partir du commencement de 1933. Devant la chute des prix de gros de la viande indigène, le gouvernement s'efforça de soulager le marché en concluant des accords volontaires avec les Dominions et les pays étrangers en vue d'obtenir une limitation immédiate de l'offre. Le 7 novembre 1932, l'Amérique du Sud consentit à réduire ses ventes de bœuf frigorifié au Royaume-Uni de 10 % et même de 20 %, en cas de nécessité, pendant les mois de novembre et décembre 1932. On décida que les quantités importables seraient de 12 1/2 % inférieures à celles prévues par les accords d'Ottawa. Par l'*Anglo-Argentine Trade Agreement* du 1^{er} mai 1933, la Grande-Bretagne s'engagea à ne pas restreindre les importations du bœuf frigorifié argentin, si ces quantités importées au cours d'un trimestre ne dépassaient pas celles

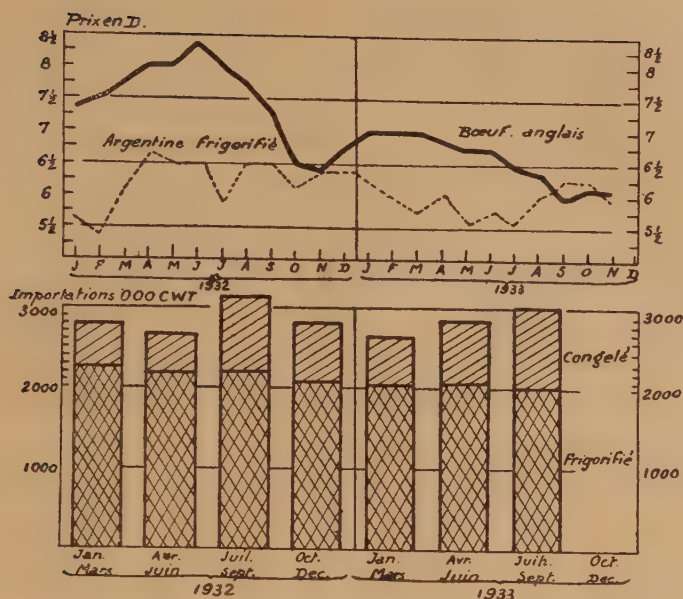
(1) La conférence d'Ottawa a stabilisé les importations de bœuf frigorifié au niveau extrêmement bas de l'année 1931-1932, le volume des importations étant pendant cette période de 22 % inférieur à 1927. L'Argentine dont les ports sont à 18 jours de Londres est le principal pays exportateur.

(2) Les viandes congelées proviennent surtout d'Australie et de Nouvelle-Zélande, qui ne peuvent, en raison de leur éloignement de la métropole, employer les procédés de frigorification.

du trimestre correspondant de l'année 1932. Toutefois, si le gouvernement pour maintenir les prix devait absolument réduire les importations de plus de 10 % au-dessous de ce niveau, il devrait opérer une réduction proportionnelle des importations provenant des principaux pays exportateurs de viande, y compris les Dominions. Par une disposition identique, l'accord stipule qu'une limitation des importations d'agneau et de mouton argentins fixées d'après le barème d'Ottawa n'est possible qu'autant que les Dominions subiront des limitations analogues.

Malgré ces conventions avec l'Australie et l'Argentine en vue de la réduction de leurs exportations de viande, en dépit des contingents d'importations qui, en vertu des accords d'Ottawa ont limité les exportations vers la Grande-Bretagne à un maximum de 57.772 tonnes de mouton congelé, 8.855 tonnes de bœuf congelé et 390.445 tonnes de viandes réfrigérées, le prix du bœuf anglais a continué à baisser, tandis que celui des viandes frigorifiées de l'Argentine se stabilisait.

Le graphique suivant indique la relation entre les importations trimestrielles de bœuf frigorifié en Grande-Bretagne et le prix mensuel du bœuf frigorifié argentin et du bœuf anglais :



*Courbes montrant la relation entre les importations trimestrielles de bœuf frigorifié et congelé en Grande Bretagne et le prix mensuel du bœuf frigorifié argentin et du bœuf anglais
(d'après Murray)*

L'amélioration constatée en novembre et décembre 1932 de la courbe des prix du bœuf indigène a été de très courte durée et, dès mars 1933, la courbe reprenait sa marche descendante. Le graphique montre en outre que la réduction du bœuf frigorifié qui provient surtout de l'Argentine était annulée par une augmentation des importations du bœuf congelé de l'Empire.

La réglementation du marché par le contingentement de l'offre étrangère n'a pas donné le résultat escompté d'une hausse des cours. Même débarrassé de plus de 3 millions de cwt., le marché du bétail gras paraît encombré ; les transactions y sont calmes

et l'indice des prix continue, à travers toute l'année 1933 et jusqu'en juin 1934, sa progression vers la baisse, tombant de 23 points entre avril 1932 et avril 1934. Les éleveurs étaient dans une situation tellement critique que le gouvernement décida, avant la fin de la session d'été, de leur accorder un prêt de 3 millions de £ pour les aider à sortir de leurs difficultés. Si la restriction de l'offre a eu une certaine action sur les prix du lard qui, de 65 s. montait entre décembre 1932 et octobre 1933 à 100 s., la limitation des importations de viandes n'empêcha donc pas la chute verticale de l'indice du prix du bétail gras. Il est permis d'être sceptique sur l'efficacité des mesures prises par le Ministre de l'Agriculture. Les prêts de salut public consentis à la *Food Manufacturers' Fédération*, au *Milk Board*, au *Cattle Fund* prouvent que l'action gouvernementale en vue de stabiliser les prix n'a pas réussi.

Ce résultat s'explique aisément. Le contingentement des viandes congelées ne peut avoir que peu d'influence sur la demande de bœuf indigène, les deux denrées ne satisfaisant pas les besoins d'une même catégorie d'acheteurs : le consommateur de viandes congelées est un salarié du dernier échelon, le consommateur de viandes fraîches est pour le moins un employé ou un ouvrier qualifié. C'est pourquoi la limitation des importations de bœuf congelé n'a aucun effet sur les prix et frappe inutilement le chômeur, l'ouvrier saisonnier et tous ceux dont les revenus sont à peine suffisants pour assurer les besoins primordiaux de la vie. Ces considérations s'appliquent également, dans un certain degré, aux viandes frigorifiées.

Le développement de l'élevage indigène ne sera atteint que par l'accroissement de la demande. Or, chacun sait, que cet accroissement ne peut être obtenu que par la baisse des prix qui augmente la demande des acheteurs habituels et permet d'atteindre une nouvelle couche de consommateurs, se nourrissant à l'heure actuelle de viandes frigorifiées à cause de la cherté des viandes fraîches. Il est donc de l'intérêt du fermier anglais de ne pas s'opposer à la baisse des prix et de se plier à la loi de l'effort : la réduction des coûts de production est l'unique pôle autour duquel la politique agricole doit graviter.

Le contrôle de la production et des importations ne saurait ouvrir, comme l'écrivent quelques auteurs, « une nouvelle perspective d'avenir à l'agriculture » que si le contingentement était appliqué avec la dernière rigueur, ce qui lèserait gravement les droits primordiaux de la collectivité.

Inefficace à ramener la prospérité à des branches atteintes par la dépression, la limitation des importations aboutit à une sorte de « *dumping* à rebours », jouant vis-à-vis du producteur étranger comme un système de primes, instituées en sa faveur et payées par l'importateur anglais, c'est-à-dire en définitive par le consommateur. En avril 1932, le Royaume-Uni a importé, en une semaine, 133.000 cwt. de lard qu'il a payé 340.000 £ ; à la suite du contingentement de cette viande, il paya, en avril 1933, pendant la semaine correspondante, 430.000 £ une importation de 110.000 cwt. seulement. On a calculé que la population britannique versait, en 1933, 300.000 £ de plus

qu'en 1932 pour des importations de 19 % inférieures aux quantités reçues l'année précédente (1). Pour élever légèrement le prix de 2.000.000 de cwt. de lard indigène, le gouvernement a élevé sensiblement le prix de 8.000.000 de cwt. de lard étranger. Le producteur britannique a ainsi bénéficié, grâce à l'action des pouvoirs publics, d'une plus-value de 700.000 £ résultant d'une hausse des prix de 7 s. par cwt. Quant au producteur étranger et spécialement danois, la hausse des prix de 23 s. par cwt. déterminée par cette politique de restriction de l'offre lui a rapporté près de 9 millions de £ prélevés sur la communauté britannique.

Cette pénalisation du consommateur au profit de l'exportateur étranger, à laquelle aboutit le système du contingentement, a soulevé de nombreuses critiques. Pour pallier ces inconvénients, certains auteurs préconisèrent l'établissement d'offices d'importations ou *Import Boards*, organismes semi-officiels qui coopéreraient avec les firmes d'importation et seraient investis d'un monopole d'achat des principales denrées nécessaires à l'alimentation. Le parti travailliste en avait envisagé la création surtout en vue de protéger le consommateur contre les fluctuations des prix du blé et des viandes frigorifiées et congelées. Leur avantage consisterait à supprimer la différence des cours qui, à la suite du contingentement, s'établit entre le marché importateur et le marché exportateur.

L'Import Board achèterait les denrées alimen-

(1) V. les débats de la Chambre des Communes du 29 mai 1933.

taires sur la base des prix mondiaux du moment, passerait avec les producteurs étrangers des contrats, constituerait, si besoin, un important stock de marchandises. En élevant légèrement son prix d'achat, il se procurerait des ressources suffisantes pour venir en aide à l'agriculture indigène qui bénéficierait directement d'une prime au lieu d'attendre, comme aujourd'hui, le résultat incertain des continuements. On a calculé que l'augmentation de 2 s. 3 d. par quarter de blé au-dessus du prix mondial permettrait à la Commission d'importation de distribuer 15 s. par quarter au cultivateur national. Ce système rendrait, sans aucun doute, de très grands services en simplifiant le protectionnisme actuel et en corrigerait les défauts les plus accusés.

On objecte cependant que ces organismes officiels seraient très vite sous l'influence de la politique qui les déterminerait à favoriser certains acheteurs au détriment d'autres : vu l'importance des transactions, cela pourrait conduire à des difficultés économiques internationales. On ajoute enfin que la passation de contrats sur une longue durée engagerait dangereusement les finances de l'Etat. Supposons en effet qu'un comité d'importation ait acheté, en 1928, pour plusieurs années, du blé à 60 s. le quarter. Il n'est pas douteux qu'il aurait subi une perte appréciable lorsque les cours du blé tombèrent brusquement à 53 s. et continuèrent à baisser jusqu'à s'effondrer à 33 s. le quarter. De telles erreurs dans la prévision de l'avenir auraient de graves répercussions non seulement sur ces offices, mais sur le marché et les quelques dizaines de millions de £ qu'elles coût-

teraient au trésor modèrent un peu la faveur que nous accordons théoriquement à ce système.

Le contingentement a enfin l'inconvénient de contredire la politique de placement suivi par l'Angleterre depuis son essor industriel. L'Amérique du Sud, pays producteur de matières premières, équipé par des capitaux britanniques en machines agricoles et moyens de transports, approvisionne depuis longtemps le Royaume-Uni en blé et en viande au prix mondial le plus modéré : au moyen des fonds provenant de ses exportations, elle paye à la fois ses importations d'articles manufacturés et les intérêts dus à ses prêteurs. Cette collaboration entre le vieux et le nouveau continent profite à tous, à l'exportateur sud-américain, au consommateur britannique, aux industries exportatrices et à la Cité de Londres.

Si la Grande-Bretagne, pour protéger ses fermiers, continue à restreindre les importations, notamment de viande d'Uruguay, d'Argentine et du Brésil, elle provoquera un tel déséquilibre de l'économie de ces nations qu'il leur sera impossible de continuer à faire le service de leurs dettes. L'Argentine, l'Uruguay feront défaut et le créancier ne pourra légitimement se plaindre puisque c'est son fait qui aura déterminé la faillite de son débiteur.

La phase de dépression qui sévit en ce moment a déjà eu pour effet d'arrêter plus ou moins complètement les attributions de devises pour les transferts correspondant au service des dettes privées d'Argentine, de suspendre l'amortissement des emprunts de l'Uruguay et de la Colombie, de restreindre, au Bré-

sil, les attributions de devises pour les dettes privées. On peut craindre pour ces pays un défaut plus complet, allant jusqu'à la suspension du service de tous leurs emprunts étrangers. Ce serait un coup non négligeable porté à la balance des comptes de l'Angleterre dont les prêts, au delà des mers, ne représentent encore aujourd'hui pas moins de 3.000.000.000 de £. Le contingentement très rigoureux, indispensable pour provoquer une hausse des prix susceptible de stimuler l'agriculture britannique, risque de mettre en danger de mort les investissements de la Grande-Bretagne dans les pays neufs, investissements qui tiennent dans l'équilibre économique de la Nation une place, au moins égale à celle qu'occupe l'agriculture. En effet, avec un intérêt de 4,26 %, cette masse de capitaux rapporte annuellement un produit net de 155.000.000 de £. Avant la crise, les investissements à l'étranger représentaient environ 3 milliards et demi de £ en capital et 230,9 millions d'intérêts.

MONTANT ET TAUX DU REVENU DES PLACEMENTS ÉTRANGERS.

	Montant	Taux
	—	—
1929	230,9 millions L.	6,17
1930	209 —	5,61
1931	168,7 —	4,56
1932	156,4 —	4,30
1933	154,9 —	4,26 (1)

En 1929, le capital agricole était estimé à un peu plus d'un milliard de £. Si l'on additionne la rente brute équivalente à 43 millions de £, les salaires reçus par les ouvriers agricoles se montant à 63 mil-

(1) Voir *The Economic Journal*, septembre 1934.

lions de £ et le profit des fermiers s'élevant environ à 70 millions de £, nous obtenons un produit de 181 millions de £, chiffre bien inférieur à celui du revenu net provenant des capitaux anglais placés à l'étranger. Ces placements qui rapportaient près de 3 milliards de francs annuellement ont permis à la Grande-Bretagne de s'approvisionner à bon compte en denrées alimentaires et de maintenir un standard *of life* élevé. Or, un tiers de ces revenus provient de pays dont l'équilibre économique est rompu dès que survient une baisse assez marquée de leurs exportations agricoles (1). Il s'ensuit que le contingentement risque d'anéantir les investissements et le commerce qui en est le complément. Les difficultés de l'Uruguay, du Brésil et de l'Argentine ont une répercussion néfaste sur la santé économique de Grande-Bretagne.

Ces défauts connus du contingentement doivent le faire écarter d'autant plus que la réduction de l'offre, non seulement ne provoque pas une hausse, mais même n'empêche pas la baisse des prix. C'est ce que démontre aisément l'étude du marché du bétail gras pendant les années 1927 à 1933.

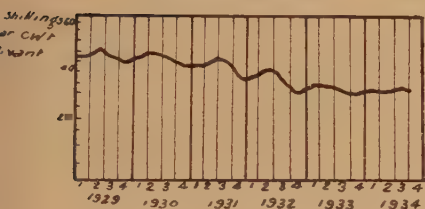
Les importations de l'Amérique du Sud alimentent plus de 80 % de la consommation britannique. Elles ont diminué depuis 1927 de 118.000 tonnes pour la frigorifiée, de 39.600 tonnes pour la viande congelée, c'est-à-dire respectivement de 20 % et 45 % de ce qu'elles étaient il y a 6 ans. Les importations globales ont de même diminué, atteignant successivement

(1) La S. D. N. indique que la valeur des produits vendus en 1932 par les exploitations agricoles d'Argentine a baissé de 47 % par rapport à 1929, depuis 1932, elle a encore baissé de 10 %, p. 297, *World Economic Survey League of Nations*, 1934.

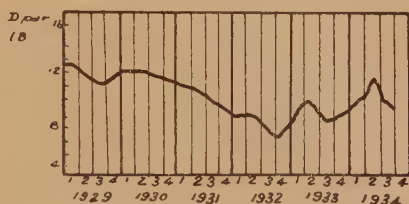
723,1, 666,0, 633,3, 639,9, 657,0, 608,7, 602,3 (milliers de tonnes) pour la période de 1927-1933. L'offre totale est passée de 1.384 milliers de tonnes en 1928-1929 à 1.264 en 1932-1933, ce qui représente une ré-

Prix des denrées agricoles

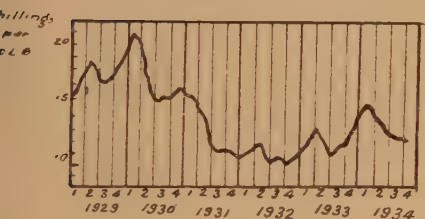
Bétail gras



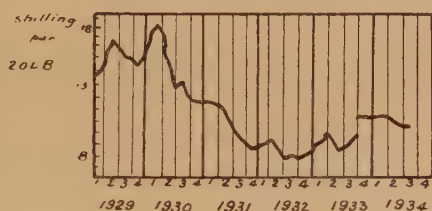
Mouton gras



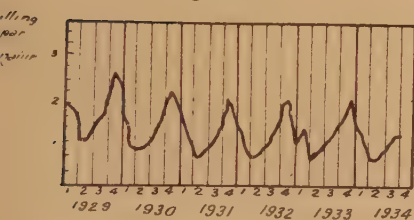
Porcs



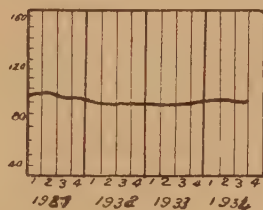
Porcs Bacon



Oeufs



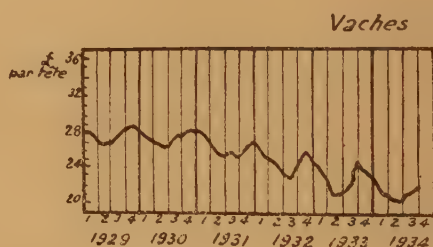
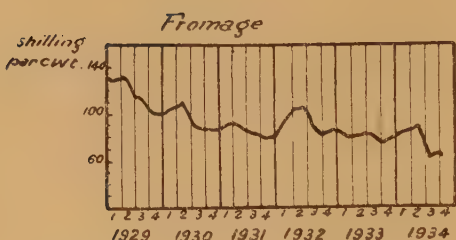
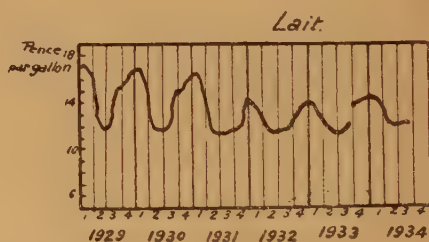
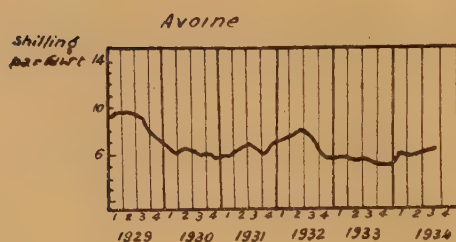
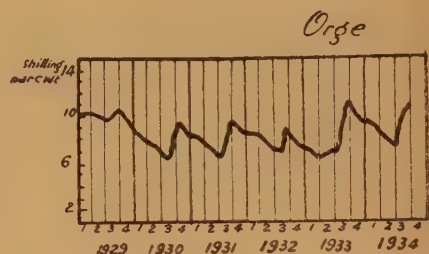
Indices des prix des engrais



duction de 10 %. Malgré cette restriction de l'offre, les prix du bétail gras ont continué à baisser et leur indice tombait de 150 à 135, 122, 115, 101 pour s'effondrer en juin 1934 à 94 et remonter faiblement à 99 en juillet. Cette chute ne démontre-t-elle pas que la ré-

duction de l'offre est impuissante à ramener un niveau élevé des prix quand elle n'est pas accompagnée par une augmentation de la demande, laquelle dépend d'un accroissement du pouvoir d'achat. Or, par suite

*Prix des denrées agricoles en Angleterre
et dans le Pays de Galles.*



de la crise, la plupart des revenus anglais sont amputés dans une mesure telle que la baisse des prix n'a pas stimulé la consommation.

Aussi n'est-il pas étonnant de constater, corrélati-

vement à la légère réduction de l'offre, une très nette diminution de la consommation dont l'indice pour certains produits est tombé de 100 à 85. C'est donc sans doute moins à une offre pléthorique, qu'à un pouvoir d'achat diminué par suite de la crise économique, qu'est due la chute des prix et il semble bien que seule une vive reprise des transactions puisse ramener une prospérité durable de l'agriculture.

Quelle conclusion tirer de cette étude sur la nouvelle réglementation du marché ?

Il faut tout d'abord souligner les vices d'un système qui enchaîne, pieds et poings liés, les paysans aux comités, supprime l'initiative individuelle, entrave tout progrès technique : « Si j'étais encore libre, confiait un des agriculteurs, les plus prospères de ce pays, en nous montrant une culture anéantie par la gelée, je retournerais cela pour y planter des pommes de terre. Mais si je le fais, je serai condamné à l'amende pour avoir dépassé le contingent que l'on m'a fixé. Le jeu n'en vaut pas la chandelle ! »

Selon M. Robbins, si le contingentement de la production donne des résultats satisfaisants, dans un pays de monoculture, il n'en sera pas de même au Royaume-Uni où l'une des conditions de succès de l'exploitation réside dans la facilité plus ou moins grande de modifier la proportion des multiples et différents produits récoltés sur la ferme (1).

Indépendamment du point de vue de l'exploitation qui perd beaucoup de sa valeur technique, la nou-

(1) Lloyd Bank : *Limited Monthly*, p. 467, novembre 1934. Nous ne sommes pas de l'opinion du professeur Robbins, pensant que la monoculture peut être très prospère, même en Grande-Bretagne. V. *The Agricultural Output of England and Wales*, 1934.

velle loi soulève de nombreuses objections quant à son application et à son but.

Comme on sait, elle fait, notamment dans le cas du lard, dépendre le volume des importations du volume atteint par la production indigène en maintenant constant le niveau de la consommation. Ne serait-il pas plus juste d'avouer que le contingentement doit précéder et non suivre le développement de la production nationale ? Il est évident que, dans la pratique, c'est le volume des importations qui détermine le volume de la production nationale dont l'accroissement, en l'absence de la compression des prix de revient, ne peut être obtenu que par une hausse des prix, stimulant l'activité des entreprises (1).

De plus, la stabilisation de l'offre totale à un certain niveau ne sera atteinte qu'autant qu'on évaluera exactement à l'avance l'importance de la production indigène. Or, cette évaluation est peu aisée, car la production agricole est fonction de multiples facteurs naturels sur lesquels l'homme ne peut exercer aucun pouvoir. Il est impossible de prévoir le volume d'une production fixée par des contingents imposés à chaque exploitant.

Pour atteindre une approximation, se rapprochant le plus de la réalité, les comités développent le système des contrats individuels, par lesquels le producteur s'engage à fournir telle quantité d'un produit donné. Le comité du lard a même renforcé dernière-

(1) V. K. A. H. Murray : The Future Development of the Pig Industry in Great Britain. *The Empire Journal of Experimental agriculture*, vol. I, septembre 1933.

ment ce système en obligeant l'éleveur à livrer une partie de son contingent dans un minimum de temps pour éviter l'engorgement subit du marché par des offres massives (1). Cet ordre du comité en vue d'arriver à une appréciation plus exacte de l'offre indigène a provoqué une baisse du nombre des contrats telle que le comité, en face d'une sous-production, s'est départi de la rigueur de sa précédente législation en accordant à ses affiliés la faculté de livrer 450.000 porcs sans conditions de délai. Cet épisode récent, dans la vie encore courte du *Bacon Board*, met en valeur l'un des obstacles que l'application des contingents rencontre en agriculture. Comment l'éleveur pourrait-il s'engager à livrer un nombre de porcs déterminé dans une période de temps limité : la garantie d'un prix minimum, basé sur le coût de production et les fluctuations des cours du lard, n'est pas suffisante, à notre sens, pour qu'il puisse souscrire à ces termes. Dans le passé, le nombre des porcs a fluctué : de 2.798.000 en 1925, montant à 3.166.000 en 1928, retombant à 2.453.000 en 1930, pour atteindre 3.344.000 en 1932. En plus de ces variations de longue durée, il y a les variations saisonnières, qui ajoutent à la difficulté de fixer le contingent de la production indigène. Telles sont les principales objections d'ordre pratique que soulève l'adoption de cette récente législation.

Si nous portons le débat sur le terrain doctrinal, ces mesures sont, à notre avis, éminemment criti-

(1) 25 % des porcs que l'éleveur s'est engagé à fournir au Board doivent être livrés dans les 4 premiers mois de l'année (janvier-avril). L'éleveur ne pourra livrer plus de 45 % de son contingent pendant les derniers mois de l'année (septembre-décembre).

quables. En raréfiant l'offre étrangère et nationale par des contingentements, l'*Agricultural Marketing Act* de 1933 institue au profit des producteurs indigènes des monopoles qui, contrairement à l'industrie où le trust abaisse le prix de vente par la rationalisation, déterminent une hausse dont le consommateur supporte l'incidence, l'organisation du marché ne diminuant pas les profits des intermédiaires, mais lui garantissant une marge assurée de bénéfice (1). Ce système aboutit donc à une taxation indirecte de la collectivité par de nombreuses associations de producteurs : c'est pourquoi, au cas de hausse sensible, il soulèvera des protestations véhémentes dont le gouvernement sera obligé de tenir compte. Il nous paraît voué à l'impuissance enfermé dans le dilemme suivant :

Ou bien les prix ne montent pas et les cultivateurs mécontents tenteront de se dégager de dispositifs qui pénalisent les entreprises prospères et leur enlèvent toute liberté d'action, ou bien les prix montent et les consommateurs, habitués à jouir d'une alimentation abondante et peu chère, jetteront sur la balance électorale le poids de leur influence pour obliger les pouvoirs publics à supprimer les contingentements, cause de renchérissement. Dans le premier cas la loi de 1933 est un texte mort, ne remplissant pas son rôle ; dans le second, son succès même conduit à son abro-

(1) Je croyais, dit le député Lambert, que l'organisation consistait à limiter le profit de l'intermédiaire, à augmenter celui du producteur. Il n'en est rien. En 1913, le profit du détaillant de lait était de 5 d. par gallon, en 1918 de 8 d., en 1933 de 9 d. et aujourd'hui de 10 1/4 d. sur un prix de 22 d. (chiffres donnés pour Torquay). Débats de la Chambre des Communes du 31 mai 1934.

gation. Dans l'éventualité bien improbable où la collectivité accepterait sans mot dire une élévation du coût de la vie, il est permis d'estimer que cette hausse, vu le faible pouvoir d'achat de la population britannique à l'heure actuelle, déterminerait un fléchissement de la demande tel qu'il annulerait sans doute complètement les avantages de la hausse des prix. Or, n'oublions pas que la demande est un facteur actif et essentiel dans la formation des prix. Nous avons précédemment divisé les produits en deux catégories suivant l'élasticité ou l'inélasticité de leur demande. Les pouvoirs des comités à élever le niveau des cours d'une façon profitable au producteur, limités aux denrées alimentaires dont la demande est inélastique, apparaissent donc assez restreints. Enfin le but même de la loi nous semble sujet à critique : en s'engageant à se porter au secours du cultivateur toutes les fois qu'il n'obtiendra pas de ses produits un prix rémunérateur, l'Etat ne sort-il pas de ses attributions ?

Pourquoi les branches industrielles, touchées par la crise, ne bénéficieraient-elles pas, elles aussi, de la garantie de l'Etat promu désormais protecteur naturel de toute entreprise déficitaire ?

La loi de 1933 n'a pas résolu le problème de la crise agricole et ne pourra pas le solutionner définitivement, car les données sont mal posées. La dépression n'est pas simplement due à la mauvaise organisation du marché, mais aussi au très bas coût de production dont bénéficient d'autres pays en raison d'une meilleure répartition du capital foncier et circulant, d'une main-d'œuvre peu rétribuée ou d'un

machinisme plus développé. La crise a un côté technique qui a son importance et que négligent trop ces plans dans lesquels il faut se garder de voir une panacée à la situation agricole présente. Contrairement à l'opinion de certains auteurs, un pareil texte législatif ne saurait, à notre avis, fonder la prospérité durable de l'agriculteur britannique, en lui ouvrant des perspectives infinies d'avenir.

La politique d'une hausse artificielle des prix est quelquefois un remède temporaire à certains maux, jamais une guérison définitive (1).

(1) Astor and Murray : *The Planning of Agriculture*. *Oxford University Press*, 1933, p. 144.

CHAPITRE III

Droits de douane.

Jusqu'à l'avènement du gouvernement national, le droit de douane, considéré plutôt comme un instrument aisé de fiscalité que comme une arme susceptible de protéger contre la concurrence étrangère une branche de l'activité agricole, ne tenait aucune place dans la technique protectionniste. Avec raison on lui reprochait, quand il était appliqué à des denrées alimentaires de consommation courante, de frapper plus lourdement le pauvre que le riche et de constituer un de ces impôts régressifs que condamne sévèrement la science financière. Ces considérations n'ont vraisemblablement pas beaucoup ému les vainqueurs des élections d'octobre 1931, puisque dès leur arrivée au pouvoir, ils s'empressèrent, poussés par un zèle un peu désordonné, de faire voter deux textes législatifs créant des droits de douane sur des produits agricoles qui, depuis Cobden, avaient toujours été admis en franchise.

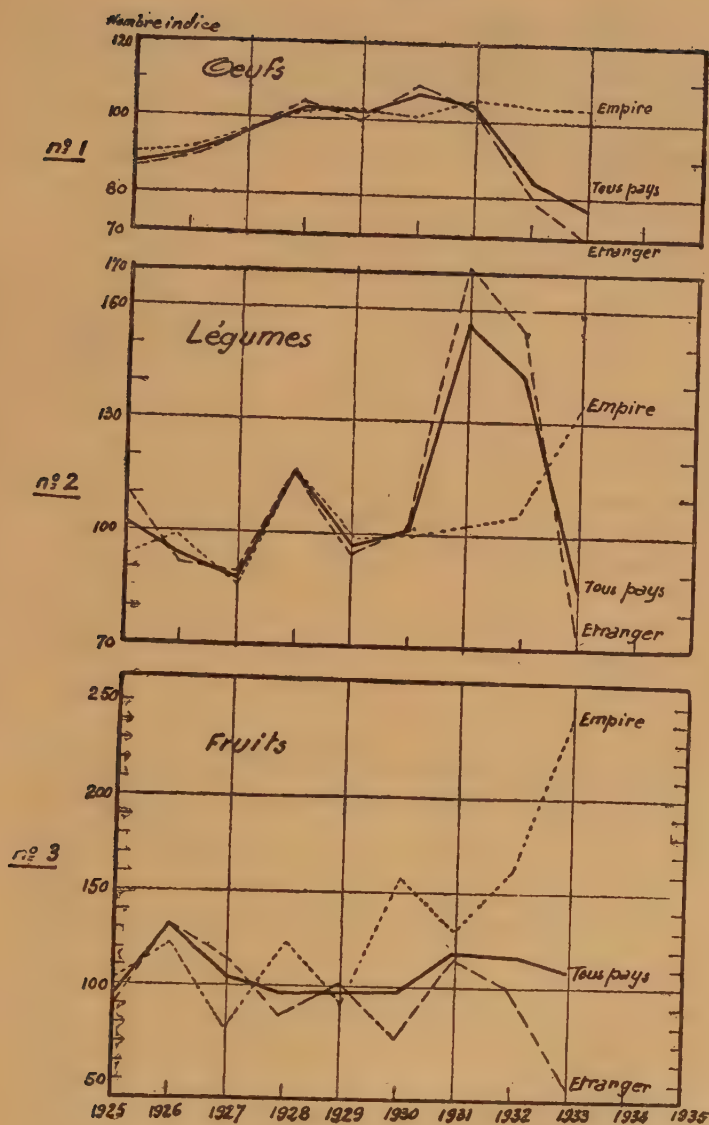
Dès la fin de 1931, dans le but d'améliorer la balance commerciale, l'*Horticultural Products (Emergency Customs duties) Act* imposait les fruits, légumes et fleurs à des taux variant selon les saisons, et plus élevés lorsque la production britannique commence à arriver sur le marché. Les droits sur les

fraises importées variaient de 2 s. 6 d. par lb. en avril et mai, à 6 d. par lb. pour la première quinzaine de juin. Par une disposition ultérieure à la loi, un droit de douane de 2 d. par lb. du 1^{er} juin au 31 juillet et de 1 d. du 1^{er} août au 31 octobre, frappait l'importation des tomates. Les framboises devaient acquitter un droit de 3 d. par lb. du 1^{er} mai au 30 juin, les importations de prunes, un droit de 14 s. par cwt. du 1^{er} juin au 15 août. Les pommes de terre nouvelles, asperges, carottes, chicorée, choux-fleurs, etc., étaient soumis à des droits identiques. La loi exemptait le producteur impérial.

Ces droits ont eu une très grande répercussion sur le volume des importations et l'élévation des prix qui en est résultée a stimulé sensiblement l'extension des cultures maraîchères. Les importations de choux-fleurs et de brocolis de France, Italie et Hollande tombèrent de 41.244 tonnes en 1931 à 14.929 tonnes en 1932. Celles de tomates qui atteignaient 108.403 tonnes n'étaient plus que de 81.020 tonnes en 1932, enfin les importations de pommes de terre nouvelles diminuaient de moitié, la Grande-Bretagne prohibant toute exportation française par mesure d'hygiène contre le doryphore (1).

La comparaison des années 1929-1931 et 1932 enre-

(1) Après une guerre douanière assez longue, l'Angleterre nous a enfin accordé le 16 juin 1934 des réductions tarifaires sur plusieurs espèces de fleurs, sur les salades de janvier à février, les asperges de mars au 15 avril. Par lettre indépendante de la convention, les gouvernements français et anglais se sont notifiés une nouvelle réglementation en matière sanitaire aux termes de laquelle notamment la distance de 200 km. actuellement exigée entre les foyers doryphoriques et le lieu de la récolte a été ramenée à 50 km. du lieu le plus proche de la zone de protection.



Nombre indice des importations d'œufs, de légumes, et de fruits au Royaume-Uni - (1925-33)

(1927.29 = 100)

gistre le développement de l'horticulture, effet de cette législation protectionniste et indique un accroissement de 25.000 acres, soit 15 % de la surface occupée par les légumes.

SUPERFICIE DES CULTURES DE LÉGUMES EN ANGLETERRE
ET DANS LE PAYS DE GALLES.

Culture	1929-31 acres	1932 acres	1933 acres	1933	
				Variation des superficies par rapport à 1929-31	Variation des superficies par rapport à 1932
Choux	32.895	33.863	33.101	+ 0,6	+ 2,3
Ch. de Bruxelles..	29.542	33.043	35.890	+21,5	+ 8,6
Choux-fleurs	14.734	16.771	20.695	+40,5	+17,1
Carottes.....	9.580	12.489	12.868	+34,3	+ 3,0
Oignons	1.986	1.892	1.941	— 2,3	+ 2,6
Céleri	6.434	7.710	7.348	+14,2	— 4,7
Haricots verts....	13.411	15.059	14.281	+ 6,5	— 5,2
Pois	55.912	60.551	63.671	+12,1	+ 5,2

L'action des nouveaux droits fut particulièrement sensible sur les importations étrangères de fruits. Les importations de pommes tombèrent de 4.193.000 cwt. à 1.639.000 cwt., celles de cerises, provenant principalement de France et de Belgique, de 87.284 cwt. s'effondrèrent à 4.449 cwt., soit une amputation de 95 %, celles de raisin se réduisirent de 75 % (122.371 cwt. contre 32.721 cwt.), celles des fraises de 79.263 cwt. dépassèrent en 1932-1933 à peine 12.000 cwt., celles de groseilles diminuèrent de 50 %.

Ces réductions brutales, ressemblant plutôt à une suppression de l'offre étrangère, touchèrent profondément quelques pays qui, comme la France, envoyaient un très gros contingent de fleurs, de fruits et de légumes. Leur effet sur les prix eût été très

accentué s'il n'avait été un peu atténué par un accroissement très net des importations impériales.

NOMBRE INDICE MONTRANT LES VARIATIONS DU VOLUME
DES IMPORTATIONS DE L'EMPIRE ET DE L'ÉTRANGER DEPUIS 1931.

(Années 1927-1929 = 100.)

	Empire		Etranger	
	1931	1933	1931	1933
Pommes de terre	101	96	277	43
Tomates	102	157	116	92
Pommes.....	130	239	124	46
Poires.....	161	316	116	75
Prunes	150	201	94	41
Abricots.....	106	185	136	98
Pêches				
Brugnons.....				
Cerises		2.043	50	4
Fraises.....			118	16
Raisins.....	23	5	82	26

Ce développement des importations impériales (1) a empêché l'agriculteur britannique de bénéficier entièrement de la limitation de l'offre étrangère. En définitive, l'*Horticultural Products Act* détermina un effondrement des importations étrangères, accrut celles de l'Empire et, par la perspective d'une hausse des prix, stimula l'horticulture indigène.

Les droits imposés en application de l'*Horticultural Products (Emergency Customs Duties) Act* de 1931 furent abrogés en 1932 et remplacés conformément à la recommandation du Comité consultatif des Droits d'Importations (*Import Duties Advisory Com-*

(1) Les exportations de pommes de l'Empire au Royaume-Uni sont passées de 3.898.000 cwt à 5.822.000 cwt, celles du Canada doublèrent, en une année, atteignant 3.376.000 cwt en 1933.

mittee), par de nouveaux droits, additionnels au droit *ad valorem* de 10 %. La loi sur les produits horticoles n'avait eu pour but que de restreindre les importations étrangères arrivant sur le marché avant la récolte nationale : la nouvelle législation protège désormais le cultivateur britannique, non pas simplement pendant ce court laps de temps, mais durant toute l'année.

Le 29 février 1932 était voté un tarif général appelé *Import Duties Act*, imposant toutes les importations de denrées agricoles non soumises à l'*Horticultural Products (Emergency Customs) Duties*, d'un droit *ad valorem* de 10 %. En étaient exempts un certain nombre d'articles énumérés dans une *free list* qui comprenait notamment le blé, le maïs, les viandes de bœuf, de mouton, d'agneau, de porc et la laine. Parmi les produits passibles du droit, il y avait l'avoine, l'orge, les œufs, le beurre, le fromage, les pommes de terre.

Un comité consultatif institué par la loi présenta un rapport sur l'adoption de droits additionnels. Une ordonnance appliqua les droits suggérés dans le rapport en imposant les fruits en conserve d'un droit de 15 % *ad valorem*, les légumes en conserve et le lait condensé. Vers la fin de juillet 1932, un droit de 1 £ frappa chaque tonne de pommes de terre importée. Enfin, il faut signaler un dispositif du *Finance Act* de 1932, autorisant le Trésor sur la recommandation de l'*Import Duties Advisory Committee* à enlever certains produits de la *free list* pour les rendre passibles de droits.

Pour bien se rendre compte de l'ampleur de la

protection accordée par le tarif général, il est indispensable de connaître l'importance respective des agriculteurs impériaux, étrangers et nationaux dans les productions soumises à l'*Import Duties Act*. Il est évident que plus le pourcentage des importations étrangères par rapport à l'offre totale est élevé, plus efficaces et utiles seront les droits de douane. Or, il est aisé de constater que les denrées alimentaires protégées sont celles où domine le pourcentage de l'offre impériale et nationale sur l'offre étrangère. Les importations étrangères d'avoine en 1930 étaient seulement de 16,4 %, celles de pommes de terre de 4,8 %, de fromage de 10,9 % des besoins du marché. Seuls les pourcentages des importations étrangères d'œufs et de beurre avaient une réelle importance, puisqu'ils étaient respectivement de 49,2 % et 54,4 %.

L'examen des prix des denrées protégées par le tarif général met en relief l'impuissance des barrières douanières, dans une période de dépression, à améliorer le niveau des cours. Malgré une élévation, en novembre 1933, du droit *ad valorem* de 10 % à 30 %, sur les importations d'avoine, le mouvement des prix vers la baisse continua sa progression et le marché ne put se dégager d'une offre massive provenant d'Allemagne et de Russie, pays qui accordaient aux exportateurs des primes annulant en partie l'action du tarif.

Les droits sur les produits laitiers n'eurent aucun effet, ni sur l'offre, ni sur les prix : l'offre totale augmenta de 10 % et les cours du beurre étaient, en 1933, de 8 % inférieurs à ceux de 1932. L'*Import Duties Act* n'a eu vraiment de l'influence que sur les impor-

tations d'œufs et volailles, réduites de 30 % en volume et de 33 % en valeur par rapport à 1929-1931. Cette limitation de l'offre étrangère qui a atteint en particulier la Pologne, la Belgique et la Hollande est due, d'ailleurs, non seulement au tarif, mais aussi à l'abandon de l'étalon-or qui a joué, vis-à-vis de certains pays, comme un droit de douane additionnel.

Ainsi la protection du fermier britannique était inefficace, le principal et, à notre avis, l'unique résultat du tarif, ayant été d'accroître le pourcentage des importations impériales dans l'offre totale et d'avantager par une préférence douanière marquée les agriculteurs de l'Empire au détriment du producteur étranger. Aussi est-il facile de comprendre le peu d'enthousiasme du cultivateur anglais pour un texte qui exemptait son plus dangereux concurrent, en ce qui concerne les produits laitiers. Il fonda de grandes espérances sur la conférence d'Ottawa dont il fit au contraire tous les frais, car le gouvernement, dans un dessein louable, essaya de développer les exportations industrielles anglaises vers les Dominions en échange de la franchise douanière au profit de l'agriculture impériale.

Par une série de conventions passées avec les Dominions, la Grande-Bretagne leur accordait la libre entrée pour trois années en ce qui concerne les œufs, la volaille, le beurre, le fromage et autres produits laitiers.

L'agriculteur indigène était de plus en plus déçu. Pour apaiser son mécontentement, le gouvernement promit de contingenter les exportations étrangères de viande. La loi approuvant les accords d'Ottawa

donna au Ministère de l'Agriculture, le pouvoir de réglementer les importations de mouton, d'agneau congelé, de bœuf congelé et frigorifié. Les importations de bœuf frigorifié devaient être stabilisées à leur niveau de 1931-1932, tandis que les importations de bœuf congelé devaient être réduites de 5 % chaque trimestre, de janvier-mars à avril-juin 1934. Par accords amiables, les pays visés consentirent à ces contingentements qui, comme nous l'avons déjà souligné, ont été impuissants à enrayer la chute des prix.

Seuls les Dominions, en particulier la Nouvelle-Zélande et l'Australie, profitèrent de la politique douanière britannique.

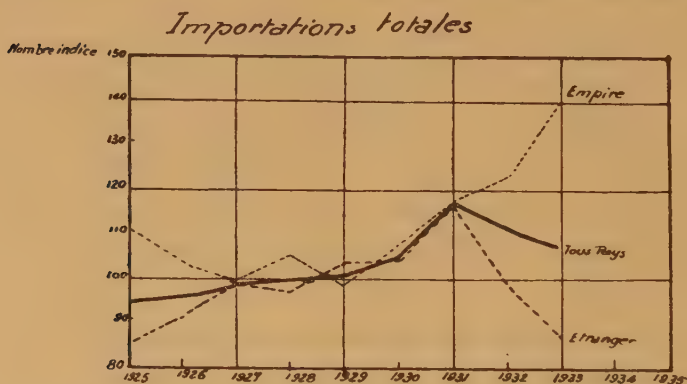
Les exportations de laine d'Australie de 1932-1933 ont dépassé de 25 % celles de la période quinquennale de 1924-1928. Les exportations de beurre, de lait et de viande de mouton augmentèrent respectivement de 124 %, 47 %, 12 %. Pendant la même période, la Nouvelle-Zélande a envoyé au Royaume-Uni 15 % de laine, 66 % de beurre, 20 % de fromage, 46 % de mouton, 78 % de porc de plus qu'elle n'en envoyait en 1924-1928.

Indépendamment de certaines modifications du tarif général comme la substitution d'un droit *ad valorem* de 15 % sur le fromage au droit précédent de 10 %, la conférence d'Ottawa a complètement négligé les intérêts du fermier britannique, puisque l'élevage et ses produits qui forment les deux tiers de la valeur de la production agricole indigène seront pour trois années au moins concurrencés par la masse des exportations de l'Empire.

Il est sans doute un peu prématuré d'établir le bilan exact de ces conventions, en se basant sur les chiffres actuels. Les statistiques données par le *Board of Trade* pour les quatre premiers mois de la période 1932-1934 ont dû décevoir ceux qui pensaient régénérer le commerce britannique d'exportation, en resserrant les liens économiques de la Métropole et des Dominions.

	1932	1933	1934
	£ m n	£ m n	£ m n
Importations de l'Empire...	66,7	61,8	72,1
Exportations vers l'Empire..	44,0	41,9	44,6
Importations de l'Etranger..	126	97	111,8
Exportations vers l'Etranger	64,6	60,4	65

« Tandis que nos importations de l'Empire se sont visiblement développées, l'accroissement des exportations vers l'Empire a été négligeable comparative-



Nombre indice du volume des importations alimentaires au Royaume-Uni provenant de l'Empire, de l'Etranger et de tous Pays (1927-29 = 100)

ment à 1932 et comparativement à 1933 n'est pas proportionnellement plus important que celui de nos exportations vers l'étranger (1). »

(1) *Lloyd Bank Review*, p. 297, juillet 1934.

Au point de vue agricole, la conférence d'Ottawa a déterminé le déclin de 9 % de l'indice du volume des importations des denrées agricoles, la chute de 25 % des importations étrangères et l'augmentation corrélative de 21 % de l'offre impériale.

En particulier le blé, le bœuf congelé, le beurre provenant des Dominions forment aujourd'hui 67 %, 64 %, 53 % des importations totales au lieu de 45 %, 45 % et 42 %.

VARIATION DU POURCENTAGE DES IMPORTATIONS DE L'EMPIRE
PAR RAPPORT AUX IMPORTATIONS TOTALES.

	1927-29	1933
Bœuf congelé	45	64
Mouton	60	76
Porc	55	58
Viande, total	32	37
Beurre	42	53
Fromage..	85	92
Lait condensé.....	9	31
Produits laitiers, total.....	47	56
Blé	45	67
Farine	61	72
Total	46	67
Œufs en coquilles.....	23	33
Pommes de terre	24	41
Tomates	29	41
Total légumes.....	24	36
Pommes.....	41	78
Abricots.....	14	23
Poires.....	16	44
Prunes	6	23
Total	<u>34</u>	<u>72</u>
Grand total.....	38	50

Les tables et les graphiques ci-dessus montrent clairement l'empiétement du producteur impérial

sur le producteur étranger. Par la conférence d'Ottawa le gouvernement de Sa Majesté a signifié solennellement qu'il changeait de fournisseur ; la préférence qu'il accorda à ses Dominions constitua une sorte de représailles envers un producteur, atteint sans doute par la crise, mais qui n'avait jamais démérité.

Il est permis d'estimer que ces accords n'ont pas répondu aux expectatives : ils n'ont eu pour effet que de mécontenter l'agriculteur britannique et étranger, de rendre presque impossible l'action des pouvoirs publics en vue de hausser le prix des denrées agricoles comme le lait et ses dérivés et de mettre un obstacle de plus au retour d'une politique commerciale constructive en renforçant le mouvement en faveur de l'autarchie économique dont la Grande-Bretagne est la première victime.

Il ne pouvait en être autrement. Ce pays n'arriverait pas, en dépit de tous ses efforts, à substituer à l'économie planétaire une économie impériale et devra toujours compter pour l'écoulement des produits de ses industries sur le marché étranger. Vouloir changer des courants commerciaux depuis longtemps acquis et péniblement défendus, dont les variations les plus importantes obéissent à des fluctuations des prix de revient est un non-sens et la faillite de cette tentative l'a prouvé. La conférence d'Ottawa aura été du moins une leçon utile, en démontrant d'une façon irréfutable que la Grande-Bretagne ne peut vivre, enfermée dans le cadre étroit d'une économie impériale. La prospérité du Royaume-Uni est fondée sur un commerce mondial d'exportation.

C'est ce que devrait comprendre l'agriculteur britannique quand il revendique des privilèges qui ne sont pas en rapport avec l'utilité qu'en retire la nation. Sans doute est-il rationnel, même en un pays qui pratique largement l'échange international et s'approvisionne à l'étranger pour son alimentation, de protéger légèrement certaines productions jusqu'ici florissantes et qui sont temporairement menacées par une concurrence anormale et excessive. Mais les pouvoirs publics ont tort de faire naître de grandes espérances qui se transforment vite en désillusions en proclamant que la protection est un remède aux maux actuels : à moins d'atteindre des taux prohibitifs comme ce fut le cas pour l'horticulture, l'action des droits de douane sur l'offre étrangère est insuffisante pour entraîner une hausse des prix et transformer l'exploitation déficitaire en une entreprise rémunératrice.

**Loi relative aux accords d'Ottawa
15 novembre 1932.**

PRINCIPAUX DISPOSITIFS.

Paragraphe 1. — Les droits de douane, additionnels à ceux déjà existants, seront imposés sur les produits suivants importés au Royaume-Uni.

Description des produits	Taux du droit	Date d'application
Blé en grains	2 s. par quarter de 480 lb.	17 nov. 1932.
Maïs	10 % <i>ad valorem</i> .	
Beurre	15 s. par cwt.	
Fromage	15 % <i>ad valorem</i> .	
Œufs en coquille (120)...	1 s. à 1 s. 9 d., suivant le poids.	

Description des produits	Taux du droit	Date d'application
Lait condensé.....	6 s. par cwt.	
Poudre de lait	6 s. par cwt.	
Fruits : pommes.....	4 s. 6 par cwt.	
poires.....	4 s. 6 par cwt.	
Pêches (du 1 ^{er} déc. au 31 mars)	14 s. par cwt.	
Raisin	1 ½ d. par lb.	
Prunes (du 1 ^{er} déc. au 31 mars)	9 s. 4 d. par lb.	
Miel	10 % <i>ad valorem</i> .	1 ^{er} janv. 1933.

Les fruits secs ou en conserve sont aussi taxés d'un droit de 3 s. par cwt.

Paragraphe 2. — Aucun de ces droits, ni aucun de ceux institués par l'*Import Duties Act*, 1932, ne frapperont les produits de l'Empire.

Paragraphes 3 et 4. — Le vin, le tabac, le café de l'Empire bénéficieront d'un traitement préférentiel accentué.

Paragraphe 5. — Le Ministre du Commerce peut prohiber l'importation des marchandises étrangères dont les prix seraient établis de façon à annuler l'effet du traitement préférentiel accordé aux produits de l'Empire.

Paragraphe 6. — Le Trésor peut, dans certains cas, ajouter des marchandises à la liste d'exemption (de l'*Import Duties Act*, 1932), sans l'avis du Comité consultatif des droits d'importation.

Paragraphe 7. — Le Ministre du Commerce peut régler les importations dans le Royaume-Uni de mouton et d'agneau congelé, de bœuf congelé et frigo-

rifié, conformément à l'annexe des accords passés avec l'Australie et la Nouvelle-Zélande.

Paragraphe 8. — Sous certaines conditions, le bétail canadien peut être importé dans le Royaume-Uni.

RÉSUMÉ DE LA LÉGISLATION DOUANIÈRE
ET DES ACCORDS COMMERCIAUX CONCLUS ENTRE LE ROYAUME-UNI
DE GRANDE-BRETAGNE ET LES PAYS ÉTRANGERS.

Produits	Pays	Droits et dispositifs
Lard et jambon .	Etranger.	<i>Franchise.</i> — Réductions volontaires de l'offre de 20 % jusqu'en novembre 1933, suivies d'une réduction obligatoire de 16 % (décret s'appliquant à la période novembre 1933-février 34). Un décret ultérieur augmenta les importations de 3 ½ % (mars-juillet) et les réduisit en suite de 4 ½ % pour la période août-décembre 1934.
	Etat libre d'Irlande.	Juillet 1932, 20 % <i>ad valorem</i> . Novembre 1932, 40 % <i>ad valorem</i> .
	Empire.	Aucune limitation, excepté pour le Canada qui ne peut exporter plus de 2.500.000 cwt. annuellement.
	Danemark.	<i>Franchise.</i> — Le contingent danois devra être au moins de 62 % des importations étrangères.
	Argentine.	Aucun nouveau droit ne devra être imposé sur les importations vers le Royaume-Uni.
	Suède.	Aucun pays, excepté le Danemark, ne recevra l'avantage d'un contingent minimum.
Bœuf frigo- rifié	Etranger.	<i>Franchise.</i> — Réductions volontaires de l'offre par les exportateurs sud-américains, suivies de réductions de 10, 10, 12 ½ et 15 % au-dessous du niveau maximum établi par les accords d'Ottawa.

Produits	Pays	Droits et dispositifs
	Argentine.	<i>Franchise.</i> — Aucune restriction sur les importations ne dépassant pas le niveau atteint dans l'année se terminant le 30 juin 1932, à moins qu'une telle restriction soit nécessaire pour améliorer les prix pratiqués au Royaume-Uni. Dans ce cas, la réduction ne pourra pas dépasser 10% sans que des réductions proportionnelles ne frappent les importations de bœuf congelé et frigorifié aussi bien impériales qu'étrangères.
	Empire.	Aucune limitation.
Bétail vivant	Etranger.	Prohibé.
	Empire.	<i>Franchise.</i> — Aucune limitation, si ce n'est pour le Canada qui ne peut exporter que 23.500 têtes pendant la période janvier-juin 1934.
Mouton vivant ...	Etranger.	Prohibé.
	Etat libre d'Irlande.	20 % <i>ad valorem</i> , puis 40 % <i>ad valorem</i> , actuellement 10 s. par tête.
	Empire.	<i>Franchise.</i>
Beurre.	Etranger.	Mars 1932, 10 % <i>ad valorem</i> . Novembre 1932, 15 s. par cwt.
	Danemark.	En cas de réglementation, le contingent annuel ne sera pas inférieur à 2.300.000 cwt.
	Suède.	En cas de réglementation, le contingent annuel ne sera pas inférieur à 185.000 cwt.
	Finlande.	En cas de réglementation, le contingent annuel ne sera pas inférieur à 198.000 cwt.
	Etat libre d'Irlande.	Juillet 1932, 20 % <i>ad valorem</i> . Novembre 1932, 40 % <i>ad valorem</i> .
	Empire.	<i>Franchise.</i>
Fromage.	Etranger.	Mars 1932, 10 % <i>ad valorem</i> . Novembre 1932, 15 % <i>ad valorem</i> .
Fromage.	Etat libre d'Irlande.	Novembre 1932, 10 % <i>ad valorem</i> .

Produits	Pays	Droits et dispositifs
Œufs en coquille.	Empire.	<i>Franchise.</i>
	Etranger.	Mars 1932, 10 % <i>ad valorem</i> . Novembre 1932. — Œufs dont les 10 douzaines n'excèdent pas 14 lb. 1 s., excèdent 14 lb., mais n'excèdent pas 17 lb. 1 s. 6 d., excèdent 17 lb. 1 s. 9 d.
		Mars 1934. — Accord volontaire de gouvernements étrangers à limiter leurs exportations de mars à septembre au niveau de mars-septembre 33.
	Danemark.	Contingent annuel de 55 millions de douzaines d'œufs et en cas de réglementation, le contingent ne sera pas inférieur à 38 % des importations étrangères.
	Etat libre d'Irlande.	Juillet 1932, 20 % <i>ad valorem</i> . Novembre 1932, 40 % <i>ad valorem</i> .
	Empire.	<i>Franchise.</i>
Viande....	Etranger.	Novembre 1932, 10 % <i>ad valorem</i> .
	Argentine.	<i>Franchise.</i> — Aucun nouveau droit ou augmentation de droits existants ne pourra être imposé sur cette marchandise.
	Empire.	<i>Franchise.</i>
	Etranger.	<i>Franchise.</i>
	Empire.	<i>Franchise.</i>
	Blé	Novembre 1932. — 2 s. par quarter.
Blé	Argentine.	<i>Franchise.</i> — Aucun nouveau droit ou augmentation de droits existants ne pourra être imposé sur cette marchandise.
	Etat libre d'Irlande.	
Farine.	Etranger.	Mars 1932, 10 % <i>ad valorem</i> .
	Etat libre d'Irlande.	Novembre 1932, 10 % <i>ad valorem</i> .
	Empire.	<i>Franchise.</i>

CHAPITRE IV

Les primes à la production.

L'Etat ne s'est pas borné à élever des barrières douanières et à contingenter les importations, il s'est immiscé dans l'œuvre productrice d'une façon plus directe en distribuant généreusement des secours à certains agriculteurs. Les primes qui sont généralement instituées pour stimuler une branche de l'activité économique et accroître ses possibilités d'expansion sur le marché international ont eu, en Grande-Bretagne, pour but soit de créer, soit de développer des cultures dont l'absence ou le déclin étaient très heureusement remplacés ou compensés par des importations étrangères grâce auxquelles le consommateur s'approvisionnait à un prix mondial extrêmement avantageux.

Parmi les primes accordées au producteur indigène, deux surtout se distinguent par les nombreuses critiques qu'elles suscitent : l'une est relative à la culture de la betterave sucrière, l'autre à celle du blé.

La loi du 27 mars, ou *British Sugar (Subsidy) Act*, a été votée sur les instances de l'*English Beet Sugar Corporation* à laquelle s'était jointe l'Union Nationale des fermiers.

Déjà le 30 mars 1922, le Ministre de l'Agriculture décidait, d'accord avec le gouvernement, de suppri-

mer les droits fiscaux en faveur de l'industrie indigène du sucre.

Cette exemption n'ayant pas été suffisante pour stimuler cette industrie alors naissante, l'Etat fut obligé de garantir pendant dix ans au cultivateur un prix minimum de 44 s. par tonne de betterave, contenant 15 1/2 % de sucre. La loi instituait une prime au sucre indigène de 19 s. 6 d. par cwt., pendant les quatre premières années, de 13 s. pour la période 1928-1931 et de 6 s. 6 d. pour les trois dernières années. Un barème annexé à la loi faisait varier le montant des primes suivant le pourcentage plus ou moins élevé du sucre, extrait de la betterave et établi, comme on sait, par le degré de polarisation.

Le *Sugar (Subsidy) Act* qui, à la différence du *Wheat Act*, ne fixait pas de limite à la production, eut pour résultat une extension extraordinaire de la culture de la betterave sucrière ; celle-ci occupait, en 1933, une superficie de plus de 150.000 hectares, soit 50 fois supérieure à ce qu'elle était dix ans auparavant (1). Tandis qu'il n'y avait que deux raffineries, il y en a maintenant 18. La production montait de 13.000 tonnes en 1923 à 290.000 tonnes en 1929, à 420.000 tonnes en 1930 et dépasse actuellement 500.000 tonnes (2).

La loi a eu d'autres conséquences heureuses pour le producteur : le prix moyen de la betterave s'est élevé de 38 s. par tonne en 1922 à 50 s. en 1930 ; le développement de la culture betteravière a eu un

(1) 16.000 acres en 1923 ; 349.000 en 1930 ; 380.000 acres en 1933-1934.

(2) *Revue internationale d'agriculture*. Rome, mars 1934, p. 200 et suiv.

effet bienfaisant sur les rendements des céréales. « La production du blé et de l'orge atteignait 3 quarts à l'acre. Après la première récolte de betterave, nous avons remarqué une amélioration très nette et au cours des quatre dernières années, le rendement du blé sur notre ferme n'a jamais été inférieur à 5 quarts par acre (1). »

Lilienthal estime, d'après une étude faite sur des fermes allemandes, que l'introduction de la culture de la betterave a accru les rendements de l'élevage, des céréales, de 15 % et 11 % ; les salaires et le profit net des entreprises ont augmenté de 41 et 34 % (2). Enfin le nombre d'ouvriers employés dans les usines est passé de 1.159 en 1923 à 9.900 en 1930 et 30.000 ouvriers saisonniers trouvent chaque année du travail sur les champs de betterave à sucre (3).

Ces chiffres montrent la réussite et l'utilité du *Sugar (Subsidy) Act* et constituent l'actif de cette loi. Malheureusement, quand on met en regard le passif, on est conduit à penser que le lourd fardeau supporté par la collectivité l'emporte sur les quelques avantages énumérés ci-dessus. Alors que la récolte elle-même, estimée à un peu plus de 3 millions de £, est inférieure à 2 % de la valeur de la production agricole totale, la prime à la betterave sucrière ne représente pas moins de la moitié des 6.628.000 £ que les fabriques versent aux cultivateurs.

(1) Paper by Mr. Sidney Colyer before the Farmer's Club, 30 avril 1928.

(2) Lilienthal : Die Bedeutung des Zuckerrubens für die Steigerung der Getreide und Viehproduktion.

(3) Voir chapitre XVI et XXIII : Report on the sugar Beet ; Industry at Home and Abroad 1931. Ministry of Agriculture and Fisheries.

Si la betterave à sucre ne tient qu'une place très secondaire dans la production agricole britannique, le sucre est une denrée alimentaire essentielle : plus de 1.800.000 tonnes en sont, chaque année, consommées en Grande-Bretagne.

CONSOMMATION DU SUCRE RAFFINÉ DU ROYAUME-UNI
AU COURS DES ANNÉES 1901, 1911, 1921, 1928.

Population	1901	1911	1921	1928
	41.530.000	45.260.000	47.123.000	46.625.000
Consommation globale (en t.) .	1.694.718	1.622.233	1.366.946	1.826.683
Consommation par tête, lb....	91,39	80,28	64,98	89,68
Provenance du sucre, % :				
Etrangère	95,6	89	69,7	64,8
Impériale.....	4,4	9,3	29,8	26,4
Indigène	—	1,7	0,5	8,8

Le sucre, jusqu'en 1921, était surtout un produit importé de l'étranger. Il semble que, étant donné l'importance de la consommation britannique de sucre, la politique la plus soucieuse des intérêts de la majorité eut été de sacrifier le producteur au consommateur qui aurait ainsi bénéficié de prix mondiaux extrêmement bas. Ce fut au contraire le droit du consommateur que le législateur méconnut. L'Anglais a payé, en 1931, 11 millions de £ pour le sucre indigène, alors qu'il aurait pu en importer la même quantité pour un prix de 4.703.000 £. Chaque fois qu'il achète pour 100 francs de sucre national, il n'en reçoit qu'une quantité, équivalente à 50 francs environ. Si le *Sugar (Subsidy) Act* a eu l'avantage de créer une activité qui n'existait pas et de stimuler

une culture qui accroît, cela est certain, la fécondité de la terre, il a par contre l'inconvénient de faire peser sur le Trésor une charge trop élevée. Le montant des primes versées depuis 1925 dépasse 30 millions de £, non compris 10 millions d'exemptions de taxes fiscales (1). C'est pourquoi certains auteurs libéraux, avec raison, se sont demandés s'il n'aurait pas été préférable d'abandonner cette culture pour laquelle l'Angleterre n'est pas spécialement qualifiée, puisque son rendement à l'acre est de 30 à 40 % inférieur au rendement des autres pays.

QUANTITÉ MOYENNE DE SUCRE BRUT
PRODUIT PAR ACRE DE BETTERAVE, AU COURS DES ANNÉES 1926-1929
DANS LES PRINCIPAUX PAYS PRODUCTEURS.

Pays	Surface des champs de betterave	Production de sucre brut	Production de sucre brut par acre de betterave
Grande-Bretagne	192.701	214.452	2.493
Belgique	158.307	251.388	3.557
Tchécoslovaquie.....	652.666	1.080.699	3.709
France	595.295	836.028	3.146
Allemagne.....	1.079.139	1.767.194	3.668
Etats-Unis	689.742	1.032.106	3.352

De plus, en Angleterre le prix de revient du sucre est de 15 s. par cwt., alors qu'à Cuba il ne dépasse pas 3 shillings. L'indice des prix du sucre a fait une chute verticale, en particulier celui du sucre java blanc, cif, qui, de 100 en 1927, est tombé à 35 en 1932.

(1) L'industrie de la betterave à sucre profite en effet du taux préférentiel applicable au sucre brut de l'Empire. L'écart entre la taxation du sucre étranger et du sucre indigène était de 1 s. 11 d. en 1924-1925 et depuis 1927 de 5 s. 10 d. par cwt.

PRIX MOYEN ANNUEL DU SUCRE BRUT
DONNANT 96° DE POLARISATION, Y COMPRIS LA TAXE FISCALE,
ENTRE 1921 ET 1930.

Années	Prix moyen par cwt	Indice du prix du sucre 1900-13 = 100
1901-1913 (base) ..	11 s. 11 3/4 d.	100
1921	18 3 1/2	153
1922	15 3 1/2	128
1923	25 9	216
1924	21 9	182
1925	12 9	106
1926	12 3	103
1927	13 9	115
1928	11 7 1/2	97
1929	9 2	77
1930	6 9	56
1931	5 11	42
1932	5 6	38

La consommation plus ou moins stationnaire n'arrive plus à absorber une production croissante et les stocks atteignent aujourd'hui 85 millions de quintaux.

PRODUCTION ET CONSOMMATION MONDIALE DE SUCRE BRUT
DE 1923 A 1930-1931.

Années	Production (000 tonnes)	Consommation	Surproduction
1923-1924	21.064	21.185	
1924-1925	24.531	22.889	1.642
1925-1926	25.633	24.322	1.311
1926-1927	24.327	24.487	
1927-1928	26.159	26.073	86
1928-1929	28.483	27.044	1.379
1929-1930	28.012	26.562	1.450
1930-1931	29.249	27.100	2.149

La baisse des prix, conséquence normale de cette surproduction, a obligé le législateur à venir en aide

à l'industrie sucrière. Le *British Sugar Assistance Act* a accordé une avance spéciale de 1 s. 3 d. par cwt. pour le sucre fabriqué au Royaume-Uni pendant la campagne 1931-1932. Toutefois, si le prix moyen du sucre brut de canne cif au Royaume-Uni dépassait 6 s. 6 d. par cwt., ce qui est très improbable vu les conditions présentes, l'avance serait diminuée de la valeur du montant du dépassement : s'il atteint 7 s. 9 d., aucun secours n'est accordé. Cette loi montre le danger de créer, contrairement au libre jeu des coûts relatifs, une industrie dont l'existence entière repose sur des privilèges octroyés par les pouvoirs publics. Essayer de maintenir des productions boíteuses qui marchent péniblement avec les béquilles qu'on leur a données, c'est condamner l'Etat à une intervention presque constante, chaque fois qu'un léger accident survient.

Aussi déplorons-nous que le gouvernement ne revienne pas sur ce que tout homme de bon sens considère comme une erreur et qu'il facilite l'adoption d'un plan, instituant au profit des raffineurs de sucre un monopole qui, sous forme de trust et dégagé du contrôle de l'Etat, jouira d'un statut lui assurant à l'avenir la liberté d'imposer des consommateurs trop patients. Les promoteurs du plan invoquent en sa faveur le soi-disant avantage de substituer à la prime actuelle, payée par le Trésor, une taxe de 2 s. 4 d. par cwt., prélevée par les raffineurs sur la consommation et équivalent à un impôt indirect de 45 % en plus des droits de douane. La seule conséquence du plan sera de rendre l'abus moins visible et de renchérir le prix du sucre de 10 %.

En fait, cette politique de soutien de l'industrie sucrière, assimilée à un véritable service public au déficit chronique comblé par la collectivité, n'a profité qu'à quelques producteurs et à beaucoup d'agioteurs. Un des plus nets résultats de ces mesures d'assistance a été de provoquer la hausse des valeurs industrielles du sucre indigène. « Il y a deux ans l'action *Tate and Lyle* valait 54 shilling ; actuellement, elle en vaut plus de 100 (1). »

La prime à la culture de la betterave sucrière, dont la moitié seulement a été versée au producteur, a amélioré sensiblement la trésorerie des fabriques de sucre : plus de 16.000.000 de £ sont allés dans leur caisse. On a pu, grâce au subside, distribuer un dividende de 15 % et augmenter les réserves annuellement de 6 %. Quelques usines ont déjà remboursé le capital social et, en cas de fermeture, les actionnaires et fondateurs ne seraient pas lésés. Les pouvoirs publics auraient avantage à rapporter les diverses mesures prises en faveur de cette industrie car le gain annuel de plusieurs millions de £ que rapporterait l'abrogation du *Sugar Subsidy Act* compenserait largement la perte de 1.500.000 £ dont l'Etat s'est porté garant (2).

Pendant longtemps le *Sugar (Subsidy) Act* fut considéré comme une mesure exceptionnelle : il ne devait pas être question d'en étendre les principes. L'arrivée au pouvoir des conservateurs changea complètement l'orientation de la politique agricole

(1) *The Economist*, 17 novembre 1934, p. 917.

(2) Astor and Murray, *op. cit.*

Rapidement fut construit tout un système d'agriculture secourue, sans précédent dans l'histoire économique de Grande-Bretagne. Successivement en mars 1932, une loi sur le blé garantissait au producteur un prix minimum, au moyen d'une prime payée par une caisse dotée de ressources spéciales ; puis deux lois de juillet 1934 autorisaient le Trésor à avancer des sommes de l'ordre de 3 à 4 millions de £ aux organismes représentant les producteurs de lait et les éleveurs de bétail et, sous forme de prêts, déguisaient de véritables primes. La loi sur le blé en particulier par les critiques qu'elle soulève, par l'ampleur du subside qu'elle accorde, par son importance tant dans le domaine doctrinal que pratique, mérite une étude approfondie.

La guerre, en rendant difficiles les communications maritimes, avait naturellement empêché la Grande-Bretagne de s'approvisionner aussi largement qu'elle l'aurait voulu en denrées alimentaires, notamment exotiques comme le sucre de canne. C'est une des raisons qui milita en faveur du *Sugar (Subsidy) Act*. Les mêmes considérations déterminèrent une agitation favorable en ce qui concerne le blé, culture jugée par quelques-uns comme indispensable à la sûreté nationale. Les chefs conservateurs adoptèrent ce point de vue et surent jouer avec tant d'habileté de cette question que, cinq mois après leur succès électoral d'octobre 1931, ils firent voter le *Wheat Act*, identique dans ses principes au *Sugar Subsidy Act*. Pour en comprendre la portée, il est utile de se reporter à quelques chiffres statistiques.

La réduction des surfaces ensemencées était un des

traits caractéristiques de l'évolution de l'agriculture britannique. Cette évolution n'avait été arrêtée que par la guerre qui, dans tous les pays belligérants, développa au maximum la culture des céréales ; mais, dès 1921,, de nouveau les terres arables sont transformées en pâturages et leur superficie diminue, en dix ans, de plus de moitié.

En 1931, le blé ne recouvrait que 1.246.000 acres et la récolte annuelle était estimée à 9.850 millions de £, soit 4,8 % de la valeur totale des produits agricoles et à peine 15 % des besoins. Cette culture qui ne tenait dans l'activité économique qu'une place négligeable, semblait devoir être définitivement livrée à la concurrence étrangère. En ce sens s'était prononcé le gouvernement travailliste qui déclarait « qu'un secours ou une prime peuvent être parfois justifiés comme mesures temporaires, mais qu'un plan de primes à l'agriculture rencontre les plus graves objections, que même un secours de 2 £ par acre d'emblavure ne donnerait pas les résultats escomptés, à savoir une considérable augmentation des surfacesensemencées et, qu'en tout cas, il ne défendrait pas une politique si coûteuse et si aléatoire » (1).

En effet, le maintien des emblavures sur une superficie de 2.000.000 d'acres coûterait environ 15 millions de £ par an. Ce n'est qu'au moyen de subventions élevées que le cultivateur de Grande-Bretagne peut résister à la concurrence étrangère et à la chute catastrophique des prix, conséquence de la surproduction. De 1928 à 1932 le quintal de blé (manitoba,

(1) *Agricultural Policy*, 1926. Ministry of Agriculture and Fisheries.

n° 3) s'est vendu à Liverpool successivement 27 f. 61, 28 f. 10, 20 f. 68, 12 f. 59, 11 f. 68 et 10 f. 67, en juin 1932 ; en 1933, il n'atteignait pas 50 francs papier. Malgré la mévente de ces cinq dernières années, la production mondiale n'a baissé que de 1 % et dépasse encore 980 millions de quintaux. La chute verticale des prix n'a pas entraîné une reprise de la demande et le volume des stocks reste inchangé (1). Ce marasme du marché cérééalier se répercutait sur le producteur anglais de blé dont la situation était des plus critiques. Le blé lui revenait à 80 francs le quintal et il n'en trouvait au maximum que 55 à 60 francs. Il perdait donc 400 francs par hectare ensemencé. Une série de propositions d'initiative conservatrice tendait à pallier cet effet désastreux, en assurant au cultivateur un prix rémunérateur pour son blé. Toutes reposaient sur la réserve d'une partie du marché intérieur au profit des producteurs indigènes en obligeant les boulangers à fabriquer du pain avec une farine composée d'un pourcentage de blé national. Elles envisageaient en outre l'octroi d'un secours au cultivateur de blé.

La politique préconisée se caractérisait donc d'une part par l'obligation pour les minotiers d'acheter une certaine quantité de blé national, d'autre part par un subside du Trésor (2) au minotier, comblant la dif-

(1) *Revue internationale d'agriculture*. Rome, 1932, p. 846.

(2) C'est ce que Baldwin dit en ces termes : « En sauvegardant notre industrie par un tarif nous serons capables d'augmenter les revenus de notre douane et il n'est que juste qu'une quotité de ce revenu soit employée pour le bénéfice de l'agriculture » (*Times*, 10 juin 1930).

férence des cours mondiaux et du prix payé au producteur et fixé par le gouvernement.

Suivant les auteurs, la faible proportion de farine anglaise employée dans la panification, ne devait pas augmenter le prix du pain. L'*Agricultural Economics Research Institute* faisait remarquer qu'un sack composé de 9/10 de farine étrangère à 25 s. le quarter et de 1/10 de farine anglaise à 50 s. le quarter ne coûterait que 2 s. environ de plus qu'un sack de farine étrangère.

L'introduction d'un faible pourcentage de blé national n'augmente pas sensiblement le prix des farines et n'a aucune action sur le prix du pain. En effet, le prix du pain ne varie que lorsqu'il y a, soit une hausse ou une baisse d'au moins 1 d. Or, il faut une fluctuation de 4 s. du prix du sack de farine dans le sens positif ou négatif pour déterminer cette hausse ou cette baisse de 1 d. Le pourcentage obligatoire de 10 %, augmentant seulement le sack de farine de 2 s. n'élève donc pas le prix du pain.

Nous acceptons ces déductions, avec la réserve : les autres facteurs restant constants ; si ces derniers avaient déjà fait monter le prix du sack de 4 s., la hausse du prix du pain serait alors déclanchée par le pourcentage obligatoire.

Ces propositions passèrent légèrement modifiées dans la loi sur le blé, votée en mars 1932, après de laborieuses négociations entre les représentants du Ministère de l'Agriculture, des producteurs et des minotiers.

La loi avait pour but « de fournir aux cultivateurs du Royaume-Uni un marché sûr et des prix rémuné-

rateurs pour le blé de mouture (1) produit dans le pays, sans subvention du Trésor public et sans encourager l'extension des emblavures à des terrains qui n'y sont pas propres ». Le *Wheat Act* garantit pour ce blé un prix standard de 45 s. par quarter (2), il ne porte aucune atteinte à la liberté commerciale des producteurs qui continueront à vendre leur blé sur le marché comme auparavant.

L'application de la loi est confiée à une commission appelée *Wheat Commission*, désignée par le Ministre, composée d'un président, vice-président et 17 membres, nommés par les producteurs, importateurs, marchands, consommateurs de blé, meuniers et boulangers. Dans la plupart des cas, avant de rendre un décret, le Ministre est obligé de prendre l'avis de la *Wheat Commission*.

Cette commission délivre à chaque cultivateur un certificat, spécifiant que le blé a été récolté par lui-même, dans le Royaume-Uni, et qu'il est propre à la mouture. Sur la présentation de ce certificat, le *wheat fund* versera au cultivateur, immatriculé à la *Wheat Commission*, une indemnité ou *deficiency payment*, équivalente à la différence entre le prix légal de 45 s. par quarter et le cours moyen (3) auquel s'est vendu le blé indigène de mouture. Ainsi, grâce au *deficiency payment*, les producteurs recevront au moins 45 s. par quarter. La loi ne les empêche pas

(1) Le blé de mouture est défini par un décret du Ministre.

(2) Le *Wheat Act* ne s'applique pas au blé récolté avant 1932.

(3) Le cours ou prix moyen signifie le prix par quintal anglais (cwt) que le Ministre fixe comme ayant été le prix moyen (non compris les frais de transports), obtenu par les producteurs, inscrits à la commission du blé pendant la campagne.

de vendre leur blé comme il leur plaît et d'en retirer le meilleur prix. Etant donné que la prime représente approximativement la différence entre le prix étalon et le prix moyen du marché, il s'ensuit que le cultivateur qui a vendu son blé un peu au-dessus de ce prix moyen fait un bénéfice légitime (1).

Pour enrayer l'extension des emblavures, la loi prévoit une réduction du *deficiency payment*. Chaque année, le Ministre de l'Agriculture évaluera la quantité de blé national à vendre qui ne devra jamais dépasser 6 millions de quarters, soit 27 millions de cwt. ; si les ventes de blé indigène de mouture étaient supérieures à l'estimation du Ministre, les primes seraient diminuées proportionnellement au montant du dépassement.

Les indemnités ne sont dues que lorsqu'un décret du Ministre a fixé le « prix moyen » de la campagne. Ce dernier ne peut être établi qu'à la fin de l'année. Ainsi les agriculteurs n'auront le droit de réclamer leurs primes pour la récolte de 1932 qu'à partir du 31 juillet 1933. La commission a pallié cet inconvénient en accordant aux cultivateurs des prêts à valoir sur leurs indemnités.

Les fonds nécessaires au règlement des primes sont fournis non pas par le Trésor public, mais par une taxe spéciale prélevée sur le blé moulu ou la farine importée. Les minotiers dont la farine est employée à l'engraissement des animaux peuvent obtenir des certificats les exemptant de cette taxe. Un dispositif de la loi donne au Ministre de l'Agriculture, sur avis

(1) Le Ministre détermine l'offre de blé national de la campagne, en déduisant 7 1/2 % de la production pour les semences.

de la *Wheat Commission*, le droit d'ordonner à la corporation des minotiers d'acheter, jusqu'à concurrence de 1/8 de l'offre prévue, les stocks de blé national restés invendus à la fin de la campagne. Une caisse, alimentée par les contributions des meuniers et administrée par la *Flour Millers' Corporation*, finance l'achat de ces stocks.

Tels sont les traits essentiels de la loi. Si nous en condensons les termes dans une formule algébrique, nous écrirons que le producteur recevra une somme égale à $pm. w. (p - pm) - d.$, lorsque la quantité de blé vendue par les producteurs immatriculés n'excède pas la quantité prévue par le Ministre ; mais lorsque la récolte de blé anglais excède celle-ci, le producteur ne recevra qu'une somme égale à :

$$\frac{w \ x}{q} (p - pm) - d. (1).$$

La loi établit un contrôle sévère en vue d'empêcher les fraudes des cultivateurs. Les producteurs immatriculés doivent tenir un registre détaillé, indiquant chaque mois les quantités de blé vendues et achetées et le prix de toutes ces transactions. La commission, *Wheat Commission*, a le droit de leur en réclamer le

(1) V. *The Quarterly Journal of Economics*, novembre 1932, p. 66 et 67.

pm = prix moyen auquel s'est vendu le blé au cours de la campagne.

p = prix étalon de 10 s. par cwt.

q = quantité de blé vendu par les producteurs immatriculés.

x = quantité prévue par le Ministre et fixée par décret.

w = nombre de cwt de blé vendu par un producteur immatriculé.

d = déduction faite par la commission du blé pour ses dépenses administratives.

double, ainsi qu'un relevé intégral de leur blé invendu. C'est là le revers de la médaille. Chaque fois que l'Etat institue un privilège, il craint aussitôt les abus de toute sorte et, apeuré par les conséquences de son intervention, il multiplie les formalités, renforce le contrôle, l'arbitraire, si bien que, parfois, les intéressés eux-mêmes demandent la suppression de leur faveur. Ce ne sera, certes, pas le cas des cultivateurs de blé, car la manne est tentante et la sèbile trop pleine.

Au point de vue doctrinal, cette loi est l'exemple le plus frappant de l'intervention de l'Etat, puisque, sans cette dernière les cultures seraient peu à peu délaissées. Le *Wheat Act*, comme le *Sugar (Subsidy) Act*, modifie la répartition des richesses, crée des inégalités entre producteurs, distribue aux uns ce qu'il prélève sur d'autres et donne à l'activité humaine une direction absolument opposée à celle qui résulterait du jeu normal des forces économiques en présence. Le *deficiency payment* a tous les inconvénients des primes sans en avoir aucun des avantages: le sacrifice supporté par la collectivité qui prend à sa charge une partie du coût de production ne lui assure aucune récompense dans l'avenir.

Le *Wheat Act* a eu les mêmes conséquences que le *Sugar Act*. Malgré la baisse continue des prix, les emblavures et la production, stimulées par l'appât du *deficiency payment*, n'ont cessé de progresser et en deux ans augmentaient respectivement de 33,3 % et de 50 % (1). Ce développement exorbitant a déter-

(1) Les surfaces cultivées étaient en 1931 de 1.246.725 acres, en 1932 de 1.340.016, en 1933 de 1.738.775, en 1934 de 1 million 840.000 acres.

miné l'accroissement corrélatif du montant des indemnités qui, de 4.505.164 £ pour la campagne terminée le 31 juillet, s'élèvent cette année à 7.180.000 £.

Très vite le plafond légal de 27.000.000 cwt. a été crevé : deux ans après l'application du *Wheat Act*, la récolte nationale a atteint 29,57 millions de cwt.(1). Les primes seront en conséquence diminuées et les producteurs ne recevront que 91,308 % de l'indemnité prévue de 5 s. 3,85 d., soit 4 s. 10,3 d. par cwt. de leurs ventes certifiées conformes. Cette réduction n'aura sans doute que peu d'influence sur la production indigène qui continuera à osciller entre 28 et 30 millions de cwt. Le maintien des emblavures à ce niveau fera supporter au consommateur une charge annuelle de 7 millions de £.

La culture du blé a coûté depuis mars 1932 près de 12 millions de £, soit environ 1 milliard de francs ; celle de la betterave sucrière 40 millions de £, depuis neuf ans. Ce fardeau n'a été compensé que par des avantages insignifiants.

Un rapport récent publié par le *Cambridge Agricultural Research Institute* traite des résultats financiers de 400 exploitations de l'*East Anglia*, principale région à blé de Grande-Bretagne. Il indique que le *Wheat Act* a augmenté le revenu de chaque exploitation de 50 £, et constate qu'en dépit de cette assistance, le revenu brut des agriculteurs des comtés orientaux sera de 16 % inférieur à ce qu'il devrait être pour constituer un bon intérêt du capital engagé (2).

(1) La production de 1932 était de 20,4 millions de quintaux anglais.

(2) *Revue internationale d'agriculture*, p. 469. Rome, 1934.

A l'heure actuelle 7 millions de £ sont distribuées entre 86.000 cultivateurs de blé, soit 83 £ par tête.

Les promoteurs de ces mesures invoquaient souvent l'argument d'une main-d'œuvre agricole plus abondante qui résorberait partiellement le chômage. La lecture des statistiques montre que le nombre des ouvriers employés sur les cultures n'a presque pas augmenté : si on envisage l'agriculture d'une façon générale, le nombre des ouvriers travaillant sur des exploitations de plus d'un acre était pour l'Angleterre et le Pays de Galles de 715.550 en 1933 contre 697.481 en 1932 (1). L'embauchage n'a donc pas été stimulé par le *Sugar (Subsidy) Act* et le *Wheat Act* qui n'ont eu pour résultat que de provoquer l'inflation des productions subventionnées et leur extension à des terres qui y sont impropres.

Ces lois sont justement condamnées par toute la presse économique libérale. Les primes doivent, en effet, être instituées, non pas pour combler le déficit de cultures qui ne seront jamais rémunératrices, mais pour défendre temporairement une branche de l'activité agricole et en développer les possibilités d'expansion.

Deux autres primes récentes sont à signaler : ce sont celles accordées sous forme de prêts aux producteurs de lait et aux éleveurs de bétail. Ces avances du Trésor, faites aux « Comités » représentant les intéressés, ne doivent être remboursées que si certaines conditions sont remplies. Ainsi les sommes mises à la disposition du *Milk Board* pour stabiliser le prix du lait au-dessus du niveau atteint en mars 1934, ne

(1) Exclusion du propriétaire ou fermier, de sa femme et de ses domestiques. Voir *Parliamentary Debates House of Commons*, p. 1286, séance du 4 décembre 1933.

seront payées que si le prix du lait manufacturé est, après le 1^{er} avril 1936, supérieur à 6 d. par gallon en hiver et 7 d. en été. Etant donné l'improbabilité de la réalisation de cette condition, il faut dores et déjà considérer les 3.500.000 £ votées pour la période de 1934-1936 comme une prime à la production du lait (1).

Il en est de même des 3 millions de £, prêtées par le Fonds consolidé du Trésor à la Caisse des éleveurs de bétail ou *Cattle Fund*, dans le but d'assurer à l'éleveur une indemnité au cas où une bête sur pied ne dépasserait pas 5 s. par cwt. La loi qui stipule le remboursement de cet emprunt à l'aide d'une taxe sur les importations de bétail aurait mieux fait d'en laisser la charge au Trésor. Cette taxe, en effet, sous prétexte d'élever le prix du bétail anglais, est tout à fait critiquable, car elle frappe le consommateur de viandes frigorifiées et congelées dont le pouvoir d'achat est toujours très faible. Elle constitue un cas répréhensible de fiscalité régressive (2).

Malgré quelques défauts, ces deux dernières primes auront dans l'ensemble une très heureuse répercussion sur des activités qui ne représentent pas moins des 2/3 de la valeur totale des produits agricoles. Elles permettront à l'éleveur de traverser cette mauvaise période sans trop souffrir de la baisse des prix

(1) *Parliamentary Debates*, House of Commons, séance du 29 juin 1934, p. 1507.

(2) Du 1^{er} septembre 1933 à la fin de l'année le montant des primes s'éleva à 1.063.694 £ réparties sur 446.049 bêtes, soit un secours de 2 £ 7 s. 8 d. par animal. Le crédit actuel laissera le 31 mars 1935, date à laquelle il prendra fin, un reliquat d'un million de £. C'est un peu pour cela sans doute que M. Elliot s'est empressé de demander, en février, une avance nouvelle de 1.500.000 £.

et de pouvoir à nouveau, dans la phase de prospérité, lutter à armes égales, sans besoin de protection, avec les producteurs étrangers, comme dans les années 1925-1929.

Si l'action de l'Etat se comprend dans ces deux derniers cas, elle est par contre déplacée quand il s'agit de la betterave sucrière et du blé, productions secondaires qu'il aurait mieux valu laisser aux prises avec la concurrence mondiale. Il semble que le gouvernement actuel oublie trop que le travail et l'industrie ont pour but de satisfaire les besoins en évitant toute dépense superflue d'énergie, au meilleur marché possible. Les dirigeants de la politique économique de ce pays ne doivent pas s'éloigner de la voie tracée par Smith et son école (1). Les questions agricoles ne peuvent être solutionnées par des mesures, qui, comme le *Wheat Act*, sont contraires aux vœux et aux intérêts de la collectivité tout entière.

(1) Si la même quantité de marchandises, destinées à la satisfaction des besoins peut être obtenue par quelque autre moyen avec une moindre dépense d'énergie productive, il y a un gain social et non pas une perte, lors même qu'il en résulte la destruction d'une forme préalablement existante de production. *Nouveau dictionnaire d'Economie politique*, t. II, p. 160. Guillaumin et C^{ie}, 1892.

CHAPITRE V

Le danger de la nouvelle politique agricole.

Le voyageur sur le point d'arriver au sommet de la montagne se retourne pour embrasser du regard l'espace qu'il a parcouru. Ainsi, voulons-nous, en achevant cette étude, jeter un coup d'œil en arrière sur le chemin que nous avons suivi, afin de porter un jugement sur la récente politique agraire adoptée par la Grande-Bretagne. C'est un régime protectionniste. Or il est un fait d'expérience connu que rien n'est plus expansif que le protectionnisme : il se propage comme une épidémie à travers les différentes branches de la production et aucune n'arrive à échapper à son emprise. En effet les mesures d'aide individuelle, telles qu'elles ont été pratiquées, depuis 1931, obligent à de continuelles surenchères. Tarifs, contingentements, primes à la production déguisées ou non sous la forme d'un prêt, aucune modalité de la technique protectionniste n'a été laissée de côté. Mais ces mesures, si elles servent quelques éléments de l'économie britannique, nuisent à d'autres : industriels et commerçants, aussi bien importateurs qu'exportateurs sont tous appelés, dans une certaine proportion, à faire les frais de cette politique.

Les répercussions que le protectionnisme agricole exercera sur les prix de revient de toute la produc-

tion ne manqueront pas d'entraver la renaissance du pays. Charges accrues du budget par des lois dispendieuses comme celle relative aux primes à la bet-terave sucrière, par les prêts consentis au *Milk Board* ou à l'éleveur britannique de bœuf, qui ne seront probablement jamais remboursés, charges imposées à la consommation sous forme de primes à la culture du blé, de contingentement des viandes de porcs et de bœuf frigorifié, des droits de douane, tout cela concourt à l'alourdissement des prix de revient de n'importe quelle production, aussi bien agricole, qu'industrielle.

Les concessions faites à l'agriculture sont considérables. Tous les auteurs sont d'accord pour admettre que les exemptions fiscales ont allégé l'agriculture d'une charge annuelle de 4.500.000 £ au minimum ; les primes à la production, déguisées ou non sous forme de prêts, s'élèvent annuellement à 17.000.000 de £. Les lois diverses votées en faveur de l'agriculture ont eu donc pour résultat de lui faire chaque année un cadeau royal de 22.000.000 de £. Et, nous n'avons pas fait entrer en ligne de compte les droits de douane sur les fruits et légumes, le tarif général de mars 1932 et les contingentements du bœuf frigorifié et congelé, du lard et du jambon, dont la collectivité consommatrice a beaucoup souffert. Dans les trois derniers mois de sa session de 1934, le parlement a voté en faveur de l'agriculture des textes qui représentent une dépense de plus de 10.000.000 de £. Alors que pendant les premiers mois de son arrivée au pouvoir le parti conservateur suivait les directives du rapport May et s'appliquait à réaliser des économies

budgetaires, il ne craint pas aujourd'hui de soutenir une politique qui semble opposée à une sage administration des deniers publics et à une nette compréhension des besoins et des intérêts de la nation britannique (1).

Ces mesures auront la conséquence de provoquer une cherté relative de tous les prix de revient, ce qui expose toutes les industries du pays protégé au danger des concurrences étrangères moins coûteuses et restreint de plus en plus leurs débouchés.

Assez rapidement, la Grande-Bretagne perdra l'avantage essentiel qu'elle avait jusqu'ici de maintenir un standard de vie bon marché. Alors qu'elle souffre d'une diminution assez considérable de son pouvoir d'achat, qu'elle accuse un chômage de plus de 2.000.000 de sans travail, que, depuis 1929, ses exportations ont diminué de moitié, n'est-il pas dangereux de bâtir ainsi, chez elle, une sorte de forteresse de la vie et de la production chères ? Et ne doit-elle pas plutôt songer à se remettre dans le circuit des échanges internationaux où elle retrouverait peut-être la trace de son ancienne prospérité ?

Seules, parmi toutes les faveurs accordées au producteur, les lois protégeant l'horticulture et l'élevage ont l'avantage de ne pas contrecarrer l'évolution naturelle de l'agriculture. Les autres mesures, et notam-

(1) V. Débats devant la Chambre des Communes des 11 et 13 juillet 1934. « En mai nous avons voté un secours à la production du lait de 3 millions de livres ; en juin, nous avons renouvelé la prime à la betterave sucrière qui, avec les exemptions fiscales, coûtera au Trésor 5.250.000 livres cette année ; le 4 juillet enfin nous avons accordé à l'éleveur de gros bétail un subside de 3 millions de livres. » Sir Herbert Samuel.

ment celles stimulant les emblavures, n'auront pour résultat que d'orienter, pendant quelque temps, le producteur dans une mauvaise direction. Pour quelle raison, la Grande-Bretagne s'obstinerait-elle à développer l'agriculture de la betterave sucrière, alors qu'elle n'obtient qu'un rendement à l'acre de 20 % inférieur à la France, de 34 % inférieur à l'Allemagne et à la Tchéco-Slovaquie, et qu'elle peut s'approvisionner à un prix mondial de 250 % inférieur au prix anglais ?

Pourquoi veut-elle augmenter ses propres emblavement, tandis que, malgré une chute catastrophique des prix, la production du blé se maintient au même niveau et que les stocks, d'après l'opinion de techniciens autorisés, pèseront encore longtemps sur le marché céréaliier international ? La protection des cultures est d'autant plus discutable qu'elle n'apporte même pas la prospérité aux branches secourues, puisqu'en dépit des primes les comtés de l'Est sont dans une déplorable situation. Le gouvernement a donc eu tort de poursuivre cette politique, condamnée en 1926 par le précédent cabinet (1). L'agriculteur britannique a intérêt à restreindre les cultures et à concentrer son activité dans l'horticulture et l'élevage des animaux de boucherie et de basse-cour, branches où il obtient le meilleur produit net. L'aviculture et l'horticulture sont en très bonne voie et, avec quelques secours, seraient sans doute capables d'assurer 80 % des besoins. Malgré la crise, l'horticulture est dans une très bonne position et arrive à rappor-

(1) *Agricultural Policy*, H. M. Stationery Office, 1926.

ter annuellement 20 % des capitaux engagés dans l'exploitation (1).

La politique la plus conforme à la structure économique de la Grande-Bretagne serait celle qui engagerait l'agriculture vers une spécialisation très poussée dans les productions pour lesquelles elle est particulièrement douée. L'aide accordée à la betterave sucrière et au blé serait supprimée et reportée temporairement sur l'aviculture et l'élevage dont on stimulerait, pendant quelques années, le développement. L'organisation du marché conçue par la loi de 1931 subsisterait, mais on n'utiliserait que tout à fait exceptionnellement le contingentement des produits de l'étranger, l'aviculture et l'élevage devant et pouvant lutter avec la concurrence d'outre-mer, sur la base des prix mondiaux.

Pour tenir tête au producteur argentin qui offre au consommateur des viandes de première qualité, en dépit de la légère détérioration que produisent les procédés de frigorification, l'éleveur anglais devrait améliorer la race bovine et éliminer définitivement ce que l'on appelle le *scrub-bull*, taureau dont la viande n'est pas très satisfaisante pour la boucherie. Enfin, il faudrait moderniser l'abattage en créant des abattoirs centraux, munis d'un outillage perfectionné. Si, malgré une telle spécialisation, l'agriculture britannique n'arrivait pas à résister à la concurrence des autres pays, nous préconiserions une légère barrière douanière au profit de l'horticulture, de l'éle-

(1) *Journal of the South Eastern Agricultural college Wye Kent*, 12 juillet 1933. James Wyllie qui a fait le calcul écrit qu'un capital de 1.300 livres investi dans la culture maraîchère donne un produit de 223 livres.

vage et de l'aviculture, mesure bien préférable au contingentement, car elle peut être adoptée sans inconvénient comme base d'une politique agricole de longue durée. On remédierait au défaut des droits de douane, de ne pas garantir une hausse immédiate des cours en distribuant sous forme de primes à la production nationale tout ou partie des recettes du tarif (1).

Si le gouvernement était obligé d'accorder un tel secours à ces producteurs, il saurait, du moins, que, contrairement à ce qui a lieu aujourd'hui où chacune de ses décisions crée un privilège abusif, l'agriculture entière profite de ces droits-primes, car l'élevage existe partout, même dans les Comtés à blé de l'Est.

Seule, une telle politique répond au vœu de la majorité de la Nation : elle développerait en effet au plus haut degré sa capacité productrice et consommatrice.

L'agriculture britannique n'a jamais été dans la situation désespérée dépeinte par quelques auteurs. Depuis 1920, la courbe des prix des produits les plus importants (viande, lait, œufs, volailles, légumes et fruits) était très normale : la guerre l'avait fait monter d'une façon exagérée. Si l'on considère le niveau très élevé des prix de 1920 par rapport à 1913, la baisse accusée que nous avons constatée au cours de ces dix dernières années ne paraît que comme un phénomène absolument naturel (2).

(1) Astor and Murray, *op. cit.*, p. 175.

(2) *Journal of the Royal Statistical Society Adelphi Terrace*, 1934, p. 313.

	Prix de gros de toutes les marchandises	Produits agricoles	Céréales	Produits de l'élevage	Fruits et légumes
1911-1913 ..	100	100	100	100	100
1925-1929 ..	148	149	142	152	172
1930	115	134	106	147	121
1931	100	120	86	127	134
1932	97	112	87	114	175
1933	96	107	82	115	143

Sans doute, la chute des prix des céréales a dépassé de beaucoup l'adaptation des prix au niveau d'avant-guerre, mais cette baisse catastrophique pour les pays céréaliers n'atteignait pas la Grande-Bretagne qui, depuis longtemps, se désintéressait de ces cultures. L'élevage représente en effet les 3/4 de la valeur totale de la production agricole, les céréales un dixième et les pertes subies par les cultivateurs de céréales sont plus que compensées par les avantages qu'en tirent les éleveurs de bétail et les aviculteurs, le blé, l'orge et l'avoine étant utilisés pour l'engraissement des animaux.

Malgré la chute de l'indice général des prix qui, depuis la fin de la guerre, était tombé de 219 à 121 en 1931 (années 1911-1913 = 100), les agriculteurs s'étaient efforcés de tenir tête à la crise et souvent avaient réussi, même pendant les phases de dépression, à accroître le rendement de leurs exploitations. C'est ce que prouvent les chiffres suivants d'un recensement opéré sur plus de 100 fermes, situées dans le Yorkshire.

VARIATION DE LA VALEUR DES PRODUCTIONS DES FERMES
DU YORKSHIRE ENTRE 1921-1931.

Années	Valeur de la production 100 acres
1921-1922.....	1.048 £.
1922-1923.....	744
1923-1924.....	786
1924-1925.....	824
1925-1926.....	774
1926-1927.....	780
1927-1928.....	721
1928-1929.....	779
1929-1930.....	806
1930-1931.....	815

Cependant certains auteurs ne manquent pas de souligner l'intensité de la dépression en notant que le capital foncier et le capital circulant de Galles et d'Angleterre se sont dépréciés de 250.000.000 de £, soit de 22 % (1). Remarquons que l'amplitude de la crise apparaît d'autant plus nettement que l'on met en parallèle une année d'abondance et une année de misère. Les résultats de la comparaison de 1925 et de 1931 sont dus surtout à la situation obérée de l'*East Anglia* et d'autres régions à blé depuis 1930. N'était-il pas préférable d'abandonner ceux-ci à la concurrence étrangère et d'adopter une politique limitée à la défense d'activités qui s'étaient le mieux comportées dans la phase de dépression ? En modifiant leur technique, quelques agriculteurs, comme

(1) La valeur du capital foncier est passée de 815 millions de livres à 645 millions, celle du capital circulant de 365 millions de livres à 280 millions. Les mêmes amputations frappent la terre agricole en Ecosse. La rente brute était de 36.700.000 de livres en 1931 contre 42.350.000 de livres en 1925 (— 13 %). L'acre vaut 24 S. contre 30 S.

ceux du Yorkshire, avaient réussi à accroître le rendement de leur ferme et indiquaient la voie où il était opportun de s'engager. De même que l'industrie, stimulée par la concurrence, perfectionne son outillage, de même l'agriculture, rejetant les formules rétrogrades préconisant la stabilisation des prix par des monopoles qui aboutissent en définitive à l'exploitation du consommateur par des associations de producteurs, doit tendre constamment à réduire son prix de revient. C'est là le but de toute activité saine qui s'exerce dans le cadre des intérêts généraux.

La crise avait eu l'heureux effet d'obliger les agriculteurs à modifier leur technique, à réduire les coûts de production par le développement du machinisme notamment sur les fermes de 100 à 300 acres et l'emploi de méthodes modernes (1). L'adaptation à la baisse des cours eût été longue et progressive, mais elle aurait eu lieu, étant imposée par les circonstances. L'abandon définitif des cultures, consacré par Robert Peel, aurait prouvé que le blé n'est pas plus indispensable à la prospérité d'une ferme d'élevage que les animaux ne le sont à celle d'une ferme purement arable. Il est facile de suppléer au blé indigène en important du blé étranger ; il est non moins aisé de remplacer l'engrais naturel par de l'engrais chimique. Le succès de la monoculture est d'ailleurs attesté dans les documents officiels : alors que les rentes moyennes par acre des exploitations ne s'occupant que d'élevage ou de cultures ont déchu de

(1) *The Agricultural Output of England and Wales*. Ministry of Agriculture and Fisheries. H. M. Stationery Office, 1934.

11 %, les rentes moyennes des exploitations mixtes ont été réduits de 17 %.

N'aurait-on pas eu un intérêt à laisser accomplir à la crise son œuvre destructive des entreprises les moins bien douées au lieu de venir, avec une précipitation irréfléchie, sans distinguer l'essentiel du superflu, au secours de cultures décadentes ? On a voulu, sans considération des pertes occasionnées par ce revirement, développer l'agriculture ou en arrêter le déclin. Le but était louable, mais les moyens employés ne paraissent pas devoir résister longtemps à l'hostilité qu'ils ne manqueront pas de soulever dans la conscience collective. Si le coût de la vie qui n'a augmenté que d'un peu plus d'un point par rapport à la fin de 1933 continuait à renchérir, le gouvernement serait, sans doute, assez vite obligé de substituer au système actuel un tarif modéré.

Il ne faut considérer qu'avec un esprit très critique ces mesures « d'agriculture dirigée » qui, adoptées pendant une période d'instabilité économique, contribuent à diminuer à la fois l'efficacité de la production et le pouvoir d'achat de la communauté. Si certains auteurs favorables aux doctrines protectionnistes invoquent parfois la réduction du déséquilibre de la balance des exportations visibles, qui est un des traits saillants du commerce extérieur britannique des trois dernières années, pour prouver que la prospérité suit la fermeture des frontières, il est bon de leur faire remarquer que cette tendance à l'équilibre est due à une chute des importations de 20 % depuis 1931 beaucoup plus qu'à un développement des exportations.

Il n'y a qu'une politique d'avenir pour l'agriculture, c'est celle qui reconnaît son entière dépendance vis-à-vis de la prospérité industrielle, de la reprise du commerce mondial et qui tient compte de la nécessité d'assurer à l'ouvrier et à l'employé une alimentation abondante et bon marché. Il est à déplorer que le gouvernement national s'en soit départi en provoquant une stabilisation et, depuis la fin de 1933, une hausse des prix, pesant assez lourdement sur le budget du pauvre qui pouvait espérer, avec la diminution du coût de la vie, une amélioration sensible de sa condition. Cette simple constatation suffirait à faire écarter *a priori* des mesures qui, prises en faveur d'une minorité négligeable et jusqu'ici négligée, vont à l'encontre des intérêts de plus de 90 % d'une population essentiellement urbaine. Mais il est une autre considération théorique qui doit déterminer notre opinion contre tous les plans d'agriculture dirigée, c'est qu'ils introduisent, à haute dose, un interventionnisme de mauvais aloi. Toute industrie dont l'existence n'est assurée que par une protection outrancière sous forme de primes, de droits de douane aux taux prohibitifs ou autres restrictions d'importations, occupe une situation privilégiée s'apparentant au monopole incompatible avec une économie libérale saine. Si cette industrie, pour subsister, — c'est le cas de l'agriculture britannique notamment pour le blé, le sucre, — est obligée de compter d'une façon permanente sur l'aide de l'Etat, elle doit ou disparaître ou être socialisée. Le système hydride, très en vogue de nos jours, qui accroît de plus en plus le degré d'étatisme dans le mécanisme de la production tout en gar-

dant les principes de l'ancienne économie libérale est à condamner : appliqué plus longtemps, il conduira à la faillite de l'entreprise individuelle et à la nationalisation des moyens de production. Les socialistes ne s'y sont pas trompés : chaque fois qu'un gouvernement a proposé une loi d'exception en vue de garantir à l'agriculteur un prix minimum, ils applaudirent, voyant, avec ironie et une certaine joie, les partis conservateurs porter eux-mêmes des coups sans doute mortels à ce que l'on ne peut plus appeler, sans sourire, l'arche sainte du libéralisme. Aux Communes, c'est Evans ; à la Chambre des Députés, c'est le socialiste Monnet, qui déclarent sans embage que l'interventionnisme constant des pouvoirs publics, en tendant à supprimer toute initiative et toute responsabilité de l'entrepreneur, fera assez vite triompher le socialisme (1).

Enfin, nous nous élevons contre la nouvelle politique agricole britannique parce que son développement ne peut que renforcer le changement notable dans les relations commerciales du Royaume-Uni, changement qui consiste à donner de plus en plus la préférence à un système, soi-disant constructif d'échanges compensés, reposant sur la formule étroite primitive et archaïque comme l'était le troc : « j'achète à qui m'achète ».

(1) « Pour nous, tous les travailleurs, salariés ou producteurs indépendants, doivent bénéficier de la même sollicitude de la part des pouvoirs publics. Nous saurons, le cas échéant, vous rappeler le vote que vous allez émettre. Nous prenons acte de l'innovation très grave que ce vote va apporter dans la politique économique de notre pays et nous nous félicitons qu'ainsi vous vous engagiez dans une voie où nous vous invitons à persévérer. » Paroles de M. Monnet à la Chambre des députés, lors de la discussion de la loi fixant un prix minimum pour le blé.

Si cette méthode est supérieure à celle des droits de douane arbitraires, elle n'en est pas moins très imparfaite à cause des discriminations auxquelles elle donne lieu, et les possibilités limitées d'expansion économique qu'elle renferme doivent la faire condamner, si l'on met en regard l'essor infini qu'offre la pratique du libre-échange.

Il est triste de constater combien vigoureux est devenu ce mouvement de nationalisme économique qui guide les pays vers l'isolement. L'après-guerre qui aurait dû faire revivre l'échange y a mis fin brutalement : aujourd'hui les marchés engorgés par leurs stocks sont impuissants, malgré la chute des prix, à stimuler une consommation décroissante, car les gouvernements empêchent de compenser la disette des uns par la surabondance des autres. L'industrialisation des contrées agricoles, en réduisant leur demande d'objets manufacturés, pousse les nations industrielles à tirer de leur sol la plus grande quantité possible de denrées alimentaires et à se passer de leurs anciens fournisseurs. Cette tendance à l'autarchie ne se réalise qu'au prix d'une désagrégation progressive du système de la libre concurrence, d'une diminution des revenus nationaux et parfois d'un abaissement du niveau de vie tel qu'il faut remonter à l'époque de la féodalité pour constater pareille chute de l'humanité humaine (1).

(1) « A Cuba, les paysans n'ont plus de terres et sont redevenus les serfs des usines, contrôlées par des trusts américains. Ils ne reçoivent plus de salaires et sont simplement logés et nourris. De même en Argentine, les péons, gauchos, tous les ouvriers qui avaient été au cours des années de prospérité largement rémunérés sont également revenus au vieux régime patriarcal où le

Que la terre où naquit Cobden ait répudié, elle aussi, des doctrines qui lui avaient assuré un essor incomparable témoigne de la force du virus qui contagionne le monde.

Contingemment de la production nationale par l'établissement de monopoles, contingentement de l'offre étrangère déterminant le déséquilibre économique de pays dont la Grande-Bretagne absorbait les exportations agricoles, rationnement du consommateur et cherté de la vie, enchaînement du cultivateur à l'Etat ou à des organismes semi-publics comme les comités qui s'emparent peu à peu du contrôle de l'exploitation, perturbation des relations commerciales mondiales, abandon du libre-échange et du bien-être qui en est le corrolaire surtout pour les classes pauvres, tels sont les traits de cette nouvelle politique, caractérisant l'époque d'après-guerre où les principes rationnels qui ont fait leur preuve sont remplacés par un téméraire et inconséquent empirisme.

domestique est simplement logé et nourri par la famille et dans l'exploitation. » Rapport de Jean Achard, au Congrès de l'Agriculture française de 1933 à Blois. Compte rendu, p. 198.

Vu : le Président de la thèse,
WILLIAM OUALID.

Vu : le Doyen,
EDGARD ALLIX.

Vu et permis d'imprimer :
Le Recteur de l'Académie de Paris,
S. CHARLÉTY.

BIBLIOGRAPHIE

CAPITAL FONCIER.

- English Farming Past and Present, by Lord Ernle (Longmans Green et C^o).
- Large and Small Holdings, by Hermann Levy (*Cambridge University Press*).
- Allotments and Smallholdings in Oxfordshire. A. W. Ashby (*Oxford University Press*).
- Changes in the Size of Agricultural Holdings, in England and Wales, by Edgar Thomas, in *Journal of the Agricultural Economics Society*.
- The Economics of Smallholdings. Edgar Thomas (*Cambridge University Press*).
- The Tenure of Agricultural Land. C. S. Orwin. and W. R. Peel (*Oxford University Press*).
- The Agricultural Output of England and Wales, 1930-1931. Ministry of Agriculture and Fisheries (H. M. Stationery Office).
- Report of the Agricultural Tribunal of Investigation, 1926 (His Majesty's Stationery Office).
- Foundations of Agricultural Economics. J. A. Venn. 2nd. edition (*Cambridge University Press*).
- Economics of Rural Landowning. W. C. Dampier-Whetham, in *Journal of the Agricultural Economics Society*, 1930.

PRODUCTION.

- The Agricultural Atlas of England and Wales. M. Messer (*Agricultural Economics Research Institute, Oxford*).

- The Agricultural Output and Food Supplies of Great Britain.
Ministry of Agriculture and Fisheries, 1929 (H. M.
Stationery Office).
- Agricultural Statistics, Parts I and II, of England, and Wales
and Scotland. Annually (H. M. Stationery Office).
- The Organisation of Farming. Part I. Production G. T. Gar-
ratt (W. Heffer et Sons, Cambridge).
- Agriculture : The Science and Practice of British Farming.
J. A. S. Watson and J. More (Edinburgh, Oliver and
Boyd).
- A Century of Wages and Earnings in Agriculture. C. S. Orwin
and B. I. Felton, in *Journal of the Royal Agricultural
Society*, vol. 92, 1931.
- Progress in English Farming. Vol. I, t. VIII (*Agricultural
Economics Research Institute*, Oxford).
- An Economic Survey of Agriculture in the Eastern Counties.
1931, 1932 and 1933, by R. McG. Carslaw (Cambridge
University, Department of Agriculture).

CREDIT.

- Report on Agricultural Credit, 1925. Ministry of Agriculture
and Fisheries, Economic Series (H. M. Stationery
Office).
- Financing the Farmer. C. S. Orwin (*Agricultural Economics
Research Institute*, Oxford).
- Agricultural Credit. H. Belshaw.

ORGANISATION DU MARCHÉ.

- Co-operative Marketing of Agricultural Produce in England
and Wales, 1925 (Ministry of Agriculture and Fishe-
ries. Economic Series (H. M. Stationery Office).
- Economic Series on the Marketing of various Agricultural
Products. Ministry of Agriculture and Fisheries
(H. M. Stationery Office).
- Report of the Reorganisation Commissions for Pigs and Pig

- Products. Ministry of Agriculture and Fisheries. Economic Series (H. M. Stationery Office).
- Report of the Reorganisation Commission for Milk. Ministry of Agriculture and Fisheries. Economic Series (H. M. Stationery Office).
- Report of the Departmental (Linlithgow) Committee on the Distribution and Prices of Agricultural Produce (H. M. Stationery Office).
- The Agricultural Register, 1933-1934 (*Agricultural Economics Research Institute*, Oxford).
- The Marketing of Farm Produce. Part. I. Livestock, Part II. Milk. F. J. Prewett (*Agricultural Economics Research Institute*, Oxford).
- The Agricultural Marketing Act, 1931.
- The Agricultural Marketing Act, 1933 (H. M. Stationery Office).

PRIX.

- Report on the Stabilisation of Prices. Ministry of Agriculture and Fisheries. Economic Series (H. M. Stationery Office).
- The Incidence of Farming Prosperity and Depression, 1929, D. Skilbeck and M. Messer (*Agricultural Economics Research Institute*, Oxford).
- Factors Affecting the Prices of Livestock in Great Britain. K. A. H. Murray (*Agricultural Economics Research Institute*, Oxford, Clarendon Press, Oxford).
- Factors Affecting the Prices of Potatoes. R. L. Cohen (W. Haffer et Sons, Cambridge).
- Agricultural Reorganisation and Price Control. R. L. Cohen, in *The Economic Journal*, vol. XLIV, September, 1934 (Macmillan et Co).
- The Planning of Agriculture. Viscount Astor and K. A. H. Murray (*Oxford University Press*).
- The Agricultural Crisis, 1920, to 1923. R. R. Enfield (Longmans Green et Co).

OUVRAGES GÉNÉRAUX.

The Future of Farming. C. S. Orwin (*Oxford University Press*).

The Farm and Nation. Sir John Russell (Geo Allen and Unwin).

The Corn Laws and Social England. C. R. Fay (Cambridge University Press).

Land and Life. Viscount Astor and K. A. H. Murray (Victor Gollancz).

Britains Trade and Agriculture. Montague Fordham (George Allen et Unwin).

A New Policy for Agriculture. F. N. Blundell (Philip Allan).

REVUES ET JOURNAUX.

Journal of the Ministry of Agriculture Monthly (H. M. Stationery Office).

Scottish Journal of Agriculture. Quaterly (H. M. Stationery Office).

Revue Internationale d'Agriculture. Institut International d'Agriculture. Rome.

The Economist.

Parliamentary Debates. H. M. Stationery Office.

MONNAIE.

£ : Livre Sterling = 20 s.

s. : shilling = 12 d.

d. : penny.

MESURES DE CAPACITÉ.

Gallon : 4.543 litres.

Bushel : 36.347 litres.

Sack : 1.090 hectolitres.

Quarter : 2.907 hectolitres = 8 bushels.

POIDS.

LB : 0.453 kilos (livre anglaise).

cwt. : 50.802 kilos (quintal anglais).

MESURES DE LONGUEUR ET DE SURFACE.

pouce : 0 m. 0255.

acre : 4046 m² 8.

